



**Direction du Secrétariat  
Général  
Service Assemblées et Vie des  
Institutions**

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS  
FEVRIER 2021**



**SOMMAIRE**  
**RAA FEVRIER 2021**

	<i><b>Pages</b></i>
<b><u>PARTIE 1</u> : DELIBERATIONS</b> ( <i>Conseil du 8 février 2021</i> )	<b>9</b>
<b><u>PARTIE 2</u> : DECISIONS</b> ( <i>Conseil du 8 février 2021</i> )	<b>204</b>
<b><u>PARTIE 3</u> : ARRETES</b> ( <i>Conseil du 8 février 2021</i> )	<b>286</b>

## **PARTIE 1 - DELIBERATIONS**

AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	9
HORS COMMISSION	44
RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE	58
RESSOURCES	73
SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE	180



## SOMMAIRE COMMISSIONS

N° DELIB	AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	PAGE
V2021-001	Rapport sur la situation de la Ville de Montpellier dans la prise en compte des objectifs de développement durable - Année 2020	9
V2021-004	Valorisation des énergies renouvelables - Réalisation de trois installations de chaufferie bois-énergie aux groupes scolaires Duruy-Combes, d'Aubigné-Dr Calmette et Franck-Dickens - Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée Ville/Hérault Énergies - Programme 2021/2022 - Autorisation de signature	13
V2021-005	Ville parc - Convention de transfert de gestion entre l'État et la Ville de Montpellier portant sur le parc de l'Aspirant Tastavin, rue Lakanal - Approbation - Autorisation de signature	15
V2021-019	Nouveau projet de renouvellement urbain du quartier Mosson - Restructuration des commerces Sud Mosson - Convention partenariale entre l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires (ANCT), la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	18
V2021-020	Nouveau Projet de Renouvellement Urbain du quartier des Cévennes - Maison de Quartier Chabrol - Retrait des parties communes de la copropriété et démolition des locaux	21
V2021-021	Avis sur le Plan Local d'Urbanisme de Saint-Clément-de-Rivière	24
V2021-022	ZAC Nouveau Saint Roch - Demande d'agrément de candidature ROXIM/PITCH - Lot IV1.b	27
V2021-023	Transport et Mobilité - Tramway ligne 5 - Vente à Montpellier Méditerranée Métropole de la parcelle AI 105 - Domaine de Lavalette - Commune de Montpellier - Approbation	29
V2021-024	Exercice du droit de préemption - Propriété des consorts Monpetit - 6 rue des Tourterelles - Convention de tiers payeur entre la Ville et ACM Habitat - Autorisation de signature	31
V2021-025	Foncier - Acquisition de l'ancienne agence bancaire Crédit Agricole - Place Renaudel - Quartier Celleneuve à Montpellier - Approbation	33
V2021-028	Mise à disposition de locaux situés dans la résidence Guillaume Apollinaire au profit de l'association ' les Restos du Cœur ' - Approbation du loyer minoré - Autorisation de signer la convention	35
V2021-029	Mise à disposition de locaux associatifs au profit de l'association ' Bridge Comédie Montpellier ' - Approbation du loyer minoré - Convention de location - Autorisation de signature	37
V2021-030	Fixation de l'indemnité représentative de logement des instituteurs (IRL) - Année 2020 - Approbation	39
V2021-031	Convention d'occupation précaire et révocable - Copropriété "Les Jardins d'Anne" - Approbation	41

## SOMMAIRE COMMISSIONS

N° DELIB	HORS COMMISSION	PAGE
V2021-041	Représentations du Conseil municipal - Désignations	44
V2021-061	Attributions de subventions - Exercice 2021	46
V2021-062	Procès-verbal du Conseil municipal du 30 novembre 2020 - Approbation	55

N° DELIB	RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE	PAGE
V2021-010	Principes et modalités de soutien au spectacle vivant - Approbation	58
V2021-012	Soutien au tissu économique local - Comédie des Bouquinistes - Création d'un nouveau jour de marché - Approbation	61
V2021-013	Soutien au tissu économique local - Quartier des Aubes - Rue des Cailles - Création d'un marché paysan de plein air et convention de gestion du marché entre la Ville de Montpellier et l'association Marchés Paysans - Approbation	63
V2021-014	Convention d'occupation du domaine public - Manège d'enfants - Place Cardinal Verdier - Parc Tastavin - Désignation de l'occupant - Approbation - Autorisation de signature	65
V2021-015	Revitalisation du cœur de ville - Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions	67
V2021-018	Requalification de l'axe historique Arceaux - Peyrou - Foch - Place des Martyrs de la Résistance - Place royale du Peyrou - Restauration des portails d'entrée Est et Ouest et de la balustrade - Approbation	70

N° DELIB	RESSOURCES	PAGE
V2021-002	Vote en autorisations de programme et crédits de paiement - Créations, révisions et clôtures - Approbation	73
V2021-003	Budget Primitif 2021 - Adoption	79
V2021-032	Continuité du service public - Modalités d'exercice du droit de grève à la Ville de Montpellier - Approbation	83
V2021-033	Fixation du montant horaire de la vacation de vaccination des infirmiers - Approbation	86
V2021-034	Modification des modalités de mise en œuvre de l'astreinte de sécurité au sein du Service Communal d'Hygiène et de Santé - Approbation	88
V2021-035	Modalité de versement des allocations retour à l'emploi dans le cadre d'une création d'entreprise - Aide à la Reprise ou à la Création d'entreprise (ARCE) - Approbation	90
V2021-036	Mise à disposition deux agents de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	92
V2021-037	Mise à disposition deux agents de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier - Approbation	94

## SOMMAIRE COMMISSIONS

N° DELIB	RESSOURCES	PAGE
V2021-038	Détermination du taux de promotion d'avancement à l'échelon spécial ou de classe exceptionnelle sur certains grades - Approbation	96
V2021-039	Achat de titres-restaurant - Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	98
V2021-040	Tableau des effectifs de la Ville de Montpellier - Approbation	100
V2021-042	Archives Municipales - Aménagement des Archives de la Ville de Montpellier - Mandat Ville/SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation	106
V2021-043	Concession Grand Cœur (SERM) - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Exercice 2019 - Avenant n°19 au traité de concession d'aménagement - Autorisation de signature	108
V2021-044	Concession Nouveau Grand Cœur (SA3M) - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n° 9 au traité de concession d'aménagement - Avenant n° 3 à la convention d'avance de trésorerie - Autorisation de signature	111
V2021-045	Hauts de la Croix d'Argent - Concession d'aménagement Ville / SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation	116
V2021-046	Petit Bard - Concession d'aménagement Ville/SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) et Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Exercice 2019 - Avenant n° 8 à la convention d'avance de trésorerie - Autorisation de signature	119
V2021-047	Renouvellement urbain du quartier de la Pompignane - Concession d'aménagement Ville/SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n° 3 - Autorisation de signature	124
V2021-048	ZAC du Coteau - Concession d'aménagement Ville/SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°2 - Autorisation de signature	129
V2021-049	ZAC Ecole d'Application de l'Infanterie - Concession d'aménagement Ville/SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°10 - Autorisation de signature	132
V2021-050	ZAC des Grisettes - Concession d'aménagement Ville/SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°3 - Autorisation de signature	136
V2021-051	ZAC Malbosc - Concession d'aménagement Ville/SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation	139
V2021-052	ZAC Nouveau Saint Roch - Concession d'aménagement Ville/SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°9 - Autorisation de signature	142

## SOMMAIRE COMMISSIONS

N° DELIB	RESSOURCE	PAGE
V2021-053	ZAC Ovalie - Concession d'aménagement Ville/SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°4 Autorisation de signature	145
V2021-054	ZAC Port Marianne - Consuls de Mer - Concession d'aménagement Ville-SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°15 - Autorisation de signature	148
V2021-055	ZAC Port Marianne - Jacques Cœur - Concession d'aménagement Ville / SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation	153
V2021-056	ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde - Concession d'aménagement Ville-SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°16 - Autorisation de signature	157
V2021-057	ZAC Port Marianne - Parc Marianne et extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier - Concession d'aménagement Ville - SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°13 - Autorisation de signature	161
V2021-058	ZAC Port Marianne - République - Concession d'aménagement Ville/SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Exercice 2019 - Avenant n°3 - Autorisation de signature	168
V2021-059	ZAC Port Marianne - Rive gauche - Concession d'aménagement Ville-SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°8 - Autorisation de signature	172
V2021-060	ZAC de la Restanque - Concession d'aménagement Ville / SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°4 - Approbation - Autorisation de signature	176

N° DELIB	SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE	PAGE
V2021-006	Coopération entre la Ville de Montpellier et les forces de sécurité de l'Etat - Convention de coordination 2021-2023 - Autorisation de signature	181
V2021-007	Coopération entre la Ville de Montpellier et les forces de sécurité de l'Etat - Convention de mise à disposition de services de radiocommunication sur l'infrastructure nationale partageable des transmissions sous l'autorité de Monsieur le Préfet - Approbation	183
V2021-008	Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation d'un marché pour le Réseau Radio TETRA et système numérique - Extension infrastructure, terminaux, maintenance infrastructure et logiciel - Approbation	186
V2021-009	Délégation de Service Public Stationnement payant sur voirie - Avenant n°3 - Autorisation de signature	188
V2021-011	Lutte contre la fracture numérique - Cité intelligente - Mesures du plan de relance en faveur de l'inclusion numérique - Création de contrats de projets "conseiller numérique" - Autorisation de signature	192

## SOMMAIRE COMMISSIONS

N° DELIB	SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE	PAGE
V2021-016	Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'ONISEP - Participation financière pour le jeu-concours "L'avenir s' imagine !" - 17ème édition - Autorisation de signature	194
V2021-017	Mixité de l'offre d'accueil des jeunes enfants - Réservation de berceaux municipaux au profit d'organismes publics ou privés - Tarif 2021-2022 - Approbation	196
V2021-026	Commission d'Attribution des Locaux Associatifs - Structuration et fonctionnement - Approbation	198
V2021-027	Mise à disposition des salles des Maisons pour tous à titre gratuit - Approbation	201

## **AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE**

## Séance ordinaire du lundi 8 février 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Nature en ville et  
biodiversité**

### Présents :

Tasime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

### Absents :

## Rapport sur la situation de la Ville de Montpellier dans la prise en compte des objectifs de développement durable - Année 2020

Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire, rapporte :

En application de l'article 255 de la loi Grenelle 2, dont les dispositions ont été introduites dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et en référence à la circulaire du 3 août 2011 relative à la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales, la Ville de Montpellier est tenue de présenter, préalablement au vote du budget, un rapport sur sa situation en matière de prise en compte du développement durable.

Conformément aux évolutions réglementaires intervenues depuis, la présentation de ce rapport s'effectue suivant les cinq finalités du développement durable, définies par le Code de l'environnement :

- la lutte contre le changement climatique ;
- la préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources, ainsi que la sauvegarde des services qu'ils fournissent et des usages qui s'y rattachent ;
- la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations ;
- la transition vers une économie circulaire ;
- l'épanouissement de tous les êtres humains.

Un sixième chapitre identifie les éléments de méthode inhérents au développement durable : la participation des acteurs et actrices et de la population, le pilotage et la transversalité des démarches, l'évaluation et la stratégie d'amélioration continue.

Le rapport présenté dresse le bilan de la prise en compte du développement durable dans les activités de la Ville de Montpellier, pour l'année 2020. Il renseigne annuellement plusieurs indicateurs de suivi et dessine les perspectives envisagées par la Ville pour l'année 2021.

La crise sanitaire sans précédent, débutée en 2020, a entraîné une adaptation de l'action publique, à la fois dans le rapport aux usagers et usagères et dans les méthodes de travail. Ces évolutions, qui vont se poursuivre en 2021, se font d'ores et déjà sentir au fil du présent rapport.

### **Les actions phares :**

#### **Stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté**

En réponse aux enjeux sociaux présents sur le territoire, notamment liés à l'émergence de nouvelles formes de grande précarité, la Ville de Montpellier, et, à ses côtés la Métropole, s'engagent comme Territoire de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, annoncée comme priorité nationale à l'automne 2018. La Ville a contractualisé en 2020, au titre de ses compétences, pour 3 ans avec les services de l'Etat, en visant la mobilisation de l'ensemble des acteurs et actrices sur des objectifs communs, l'adaptation aux besoins du territoire, l'innovation, l'expérimentation et l'initiative des acteurs et actrices. Les priorités identifiées, pour 2020, dans le cadre des cinq engagements sont l'accès aux droits et à la santé, la lutte contre la précarité alimentaire, l'inclusion sociale et professionnelle.

#### **Nouvelle Charte de l'Arbre et Comité « Arbres »**

Afin de répondre aux enjeux du Plan Climat Air Energie Territorial en cours d'élaboration par la Métropole, enjeux de préservation de la biodiversité, de lutte contre l'effet « îlot de chaleur urbain » et de pollution atmosphérique, de pérennisation du patrimoine arboré vecteur de bien être en ville et de santé, la Ville de Montpellier présente une nouvelle version de la charte de l'arbre et crée un comité « Arbres », composé d'élus.e.s et d'associations reconnues dans le domaine de la protection de la nature. Ces deux actions constituent les premières pierres d'un programme d'actions ambitieux de préservation du patrimoine arboré existant et de plantation de 50 000 arbres publics en 10 ans.

### **L'action de la Ville de Montpellier déclinée selon les 5 finalités du Développement durable :**

#### **Cohésion sociale et solidarité entre les territoires et les générations**

La volonté porte sur la mise en œuvre d'une politique municipale de solidarité et du vivre ensemble, partagée par la Ville, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) et la Métropole. Ainsi, le CCAS s'est vu confier la mission d'organiser des Etats Généraux de la Solidarité, qui sont centrés sur deux problématiques qui ont particulièrement marqué la crise sanitaire : l'organisation de l'aide alimentaire et l'accès universel aux droits.

Dans le cadre de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté, des actions inclusives ont été menées, nouvelles ou en renforcement de l'existant, en réponse à la crise sanitaire et économique, à l'image de la mise en place d'un marché de la solidarité. Egalement, une tarification sociale de la restauration scolaire a été mise en place à la rentrée de septembre 2020, pour les familles monoparentales bénéficiaires du RSA (revenu de solidarité active). La Ville mène également, en partenariat, des actions de lutte contre la précarité énergétique (soutien à des projets associatifs) et contre la fracture numérique (mise en place d'un tiers-lieu).

Durant le premier confinement, le CCAS a maintenu ses activités essentielles, en assurant un accueil et un soutien téléphonique, notamment auprès des personnes seules, âgées, en situation de handicap...

#### **Epanouissement de tous les êtres humains**

Au cœur du projet municipal, l'éducation tient une place centrale, qui s'est confirmée par l'accélération de la mise en place d'actions, en réponse à la crise sanitaire, à l'image du plan numérique dans les écoles pour l'enseignement à distance, qui se met en œuvre sur les années 2020 et 2021. La Ville de Montpellier s'est également engagée dans le dispositif « Vacances apprenantes » de l'Education Nationale, au travers de la démarche « Ecole ouverte », mais également par une mobilisation des maisons pour tous, du théâtre Jean Vilar, des médiathèques... Enfin, la mobilisation de la Ville pour l'animation de la vie culturelle estivale, dans ses équipements publics s'inscrit dans une démarche de soutien aux actrices et acteurs et opératrices et opérateurs culturel.le.s, qui subissent de plein fouet la crise sanitaire.

S'agissant de la politique alimentaire en faveur de la santé des enfants, l'objectif de 20 % de produits bio et de 50 % de produits durables et de qualité est atteint à Montpellier dès 2020, précocement aux objectifs réglementaires de la loi Egalim (loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et une alimentation saine et durable promulguée le 1<sup>er</sup> novembre 2018). La Ville de Montpellier s'est également engagée à proposer dès le 1<sup>er</sup> janvier 2021 une option végétarienne quotidienne, alors même que la loi Egalim l'impose une fois par semaine.

En juillet 2020, la Ville a également acté de s'engager dans l'élaboration d'un Contrat Local de Santé (CLS), qui permettra à tous les acteurs et actrices impliqués.e.s dans la politique de santé et de qualité de vie du territoire, d'agir ensemble, de façon coordonnée, autour d'objectifs prioritaires définis en concertation et



répondant à des besoins concrets.

Dans le fonctionnement de la collectivité, des actions en matière de prévention, de santé, d'accessibilité des formations, de mesures adaptées de gestion du temps de travail ont été mises en œuvre dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire vis-à-vis du personnel de la Ville et de la Métropole.

### Lutte contre le changement climatique

En 2020, la Ville de Montpellier affirme ses engagements en matière d'urbanisme résilient au travers d'actions de reconstruction de la ville sur elle-même. Peuvent être cités, à titre d'exemple, le « recyclage » du site de l'ancienne gendarmerie du quartier Cévennes, la reconversion de l'ancienne École d'Application de l'Infanterie du quartier Croix d'Argent, la transformation de la zone industrielle du quartier Près d'Arènes, ainsi que le projet de collège modulaire évolutif et performant du quartier Port Marianne.

La politique de maîtrise de l'énergie, menée par la Ville depuis 1985, génère aujourd'hui simultanément des bénéfices écologiques et une économie financière de soixante-quatorze millions d'euros (cumulés). Dans la continuité de cette action, la Ville s'est engagée dans une démarche de « Green IT », c'est-à-dire une démarche de réduction de la consommation d'énergie liée aux équipements informatiques, au travers notamment de travaux de modernisation des salles serveurs et réseau de l'Hôtel de Ville.

### Préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources

Poursuivant son engagement de réduction des pollutions et de protection des sols dans les espaces verts et naturels, la Ville de Montpellier est lauréate, en 2020, de la charte régionale « Objectif Zéro Phyto », et obtient le niveau 2 sur 3, qui implique : zéro pesticide sur les espaces verts et voiries, une communication auprès de la population, la sensibilisation des agents et agentes, des élu.e.s concernés et des jardiniers amateurs et jardinières amatrices, une concertation sur la conception et l'entretien de nouveaux aménagements, ou la réhabilitation d'anciens espaces. La Ville valorise également ses pratiques de gestion, à l'image de la labellisation de 10 espaces « Ecojardin ».

La Ville poursuit son action partenariale, au travers de la signature en 2020, d'un protocole d'accord avec la Métropole et le CEFE (Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive) visant à renforcer la stratégie de transition écologique.

En 2020, la Ville acte également l'agrandissement de la surface du parc Montcalm, de 18 à 23 hectares, en renforçant sa couverture végétale de 2 400 arbres nouveaux plantés à termes, et en préservant le ruisseau du Lantissargues et sa ripisylve.

En 2020, un jardin partagé est créé dans le quartier Ovalie, portant à 34 le nombre de jardins partagés sur le territoire communal.

La Direction du Parc de Lunaret élabore, depuis 2013, un projet de restructuration globale du site, ayant pour finalité que le parc zoologique devienne un sanctuaire de la biodiversité méditerranéenne. En parallèle, les équipes du parc mettent en place, des actions visant à l'amélioration continue des pratiques de restauration des milieux naturels et de préservation de la biodiversité locale.

S'agissant de la gestion de l'eau dans les bâtiments et espaces verts municipaux, ce sont 186 000 m<sup>3</sup> d'eau qui ont été économisés en 2019 portant à près de trois millions d'euros la réduction de la facture entre 2007 et 2019.

### Transition vers une économie circulaire

En 2020, dans le contexte de crise sanitaire, la Ville de Montpellier a concentré ses efforts sur le soutien au tissu économique local, au travers d'aides financières et logistiques par exemple. Dans ce cadre, elle a créé un fonds de soutien à destination des associations de commerçants, dont les objectifs répondent également au besoin d'aide directe ou indirecte des acteurs et actrices de filière culturelle et du spectacle vivant, ainsi qu'à la protection de l'emploi.

Également, la Ville de Montpellier a souhaité affirmer son soutien en donnant l'opportunité à ces commerces d'étendre les terrasses sur le domaine public. Cette extension est assortie d'un protocole réglementaire (« Contrat Terrasse Citoyen »).

### Situation de la collectivité au regard des éléments de méthode du développement durable

Dans un contexte général de lutte contre le changement climatique, la Ville de Montpellier est labellisée Cit'Ergie, avec la Métropole, à la fin de l'année 2019. Il s'agit maintenant, fin 2020-début 2021, de poursuivre le processus d'amélioration conduit dans le cadre d'un projet transversal partagé par l'ensemble des services, directions et élu.e.s, afin de finaliser le programme d'action du PCAET, à conduire dans les six prochaines années.

En termes de pilotage, l'année 2020 a vu la création d'un collège de déontologie, commun et à disposition de la Ville de Montpellier, de Montpellier Méditerranée Métropole, du CCAS de Montpellier ainsi que de toute commune membre de la Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du rapport de développement durable 2020, annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet RDD VILLE MTP 2020 -.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-154097-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Patrimoine municipal et  
sobriété énergétique**

**Présents :**

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Mann REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

**Valorisation des énergies renouvelables - Réalisation de trois installations de  
chaufferie bois-énergie aux groupes scolaires Duruy-Combes, d'Aubigné-Dr  
Calmette et Franck-Dickens - Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage  
délégée Ville/Hérault Énergies - Programme 2021/2022 - Autorisation de  
signature**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite développer l'usage des énergies renouvelables sur son propre patrimoine.

Hérault Energies, le département de l'Hérault et l'ADEME ont signé en 2016 un contrat territorial d'objectifs de développement des énergies renouvelables thermiques baptisé « HERable ». Dans le cadre de ce partenariat, Hérault Energie doit accompagner les maîtres d'ouvrage tout au long de leurs opérations, de la prise de décision jusqu'à la mise en œuvre des projets (notamment montages des dossiers de demandes de subventions.)

C'est dans ce contexte que la Ville de Montpellier sollicite Hérault Energies pour la rénovation de trois chaufferies situées aux groupes scolaires Duruy-Combes, d'Aubigné-Dr Calmette et Franck-Dickens avec passage au bois énergie en 2021 et/ou 2022.

Hérault Energies, dans le cadre de ses compétences, assurera pour le compte de la Ville de Montpellier, la maîtrise d'ouvrage déléguée de la réalisation des opérations.

Salon le plan prévisionnel, les opérations concernent :

1. La chaufferie du Groupe scolaire Duruy-Combes d'un montant total de 312 000 € TTC dont 150 000 € de subvention et 162 000 € TTC de reste à payer pour la Ville ;

2. La chaufferie du Groupe scolaire d'Aubigné-Dr Calmette d'un montant total de 416 000 € TTC dont 200 000 € de subvention et 216 000 € TTC de reste à payer pour la Ville ;
3. La chaufferie du Groupe scolaire Franck-Dickens d'un montant total de 416 000 € TTC dont 200 000 € de subvention et 216 000 € TTC de reste à payer pour la Ville.

Le montant total des opérations est estimé à 1 144 000 € TTC pour des subventions attendues à hauteur de 550 000 €, soit près de 50 % de l'investissement global.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée ainsi que les plans de financement des trois opérations ;
- d'imputer ces dépenses et recettes sur les crédits ouverts à cet effet au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 902 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Mandat MOA HE-Montpellier GS franck-dickens.pdf
- Convention Mandat MOA HE-Montpellier GS duruy-combes.pdf
- Convention Mandat MOA HE-Montpellier GS daubigne-calmette.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-153665-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Présents :**

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

**Ville parc - Convention de transfert de gestion entre l'État et la Ville de  
Montpellier portant sur le parc de l'Aspirant Tastavin, rue Lakanal -  
Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Dans la volonté de développer une politique d'amélioration du cadre de vie des Montpelliérains et de valorisation du patrimoine, la Ville de Montpellier a mené divers échanges avec le Rectorat et les services de la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Etat en vue d'obtenir la mise à disposition du Parc de l'aspirant Tastavin, cadastré BR 687, d'une superficie d'environ 5 572 m<sup>2</sup>, situé rue Lakanal dans le quartier Boutonnet.

A ce jour, le parc constitue une dépendance non utilisée de l'internat de la Cité Scolaire Françoise Combes.

L'Etat a accepté une mise à disposition de longue durée, 30 ans renouvelable, permettant à la Ville de réaménager ce site et d'amortir un investissement permettant d'offrir aux Montpelliérains un espace paysager et patrimonial particulièrement bucolique et agréable, améliorant le cadre de vie de façon pérenne.

La Ville devra assurer une mise à niveau et une mise en sécurité de l'ensemble paysager, puis sa gestion qui constituent une charge financière certaine. En conséquence, l'Etat consent ce transfert de gestion à titre gratuit conformément à l'accord donné par évaluation de France Domaine.

En outre, la Ville doit nécessairement et logiquement s'engager à implanter une clôture en vue d'isoler le parc ouvert au public du site de l'internat. Cette clôture de 3 mètres de hauteur, pleine et qualitative vu le caractère patrimonial du lieu, sera implantée à une distance réglementaire de 8 mètres du pied de façade des bâtiments de l'internat et comportera une issue de secours d'une largeur de 2,50 mètres. Ces préconisations

sont conformes aux recommandations du Service Départemental d'Incendie et de Secours et au caractère patrimonial du lieu.

Le parc sera régi par le règlement municipal des parcs et jardins, qui prévoit par principe l'ouverture au public de 8h et sa fermeture à horaires variables selon la saison de 18h en hiver, à 20h aux saisons intercalaires et 21h30 sur les mois d'été. Ces horaires pourront être adaptés, en concertation avec la direction de la Cité Scolaire Françoise Combes, selon la nature et la sensibilité du site. Les services municipaux et leurs prestataires habituels assureront les conditions de fermeture et de sécurisation quotidienne des lieux.

Le transfert de gestion n'opère aucun transfert de propriété au profit de la Ville conformément aux dispositions du Code général de la propriété des personnes publiques.

Il est ainsi proposé la conclusion d'une convention d'une durée de 30 ans renouvelable, à titre gratuit, conformément à l'avis des Domaines du 9 décembre 2020.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de la convention de transfert de gestion avec l'Etat concernant la parcelle cadastrée BR 687, d'une superficie d'environ 5 572 m<sup>2</sup>, située rue Lakanal en vue de l'aménagement et de l'ouverture d'un parc public municipal de l'Aspirant Tastavin ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Plan découpage cadastral parc
- Projet convention parc Aspirant TASTAVIN.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-152222-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou

d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

Clothilde OLLIER.

**Nouveau projet de renouvellement urbain du quartier Mosson - Restructuration  
des commerces Sud Mosson - Convention partenariale entre l'Agence Nationale  
de Cohésion des Territoires (ANCT), la Ville de Montpellier et Montpellier  
Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Le quartier de la Mosson fait partie du nouveau programme de renouvellement urbain en tant qu'opération d'intérêt national. La convention de renouvellement urbain fixant le cadre opérationnel et financier des opérations d'investissement nécessaires pour engager la transformation urbaine du quartier, sera signée début 2021.

Outre les interventions ambitieuses prévues sur les volets habitat, aménagement urbain et développement économique, la restructuration de la polarité commerciale située au Sud de la Mosson est un enjeu majeur pour conforter et redynamiser l'activité économique et rendre plus attractif le Sud du quartier.

L'offre commerciale actuelle est composée de 28 locaux commerciaux dont une partie se développe au niveau de la dalle du Grand Mail où se concentre de la vacance. Le bâti est par ailleurs en mauvais état et une partie est concernée par la démolition de la tour d'Assas. La construction de cette nouvelle polarité commerciale permettra de développer une offre de proximité de qualité pour les habitants du quartier, de favoriser la venue d'une clientèle vivant ou travaillant dans les quartiers alentours et d'accompagner la diversification de l'offre de logements.



Confiée à la SA3M dans le cadre d'une concession d'aménagement signée en janvier 2020, cette opération porte à terme sur environ 3 730 m<sup>2</sup> de surfaces utiles de commerces, qui seront localisés au sein de trois nouveaux îlots situés de part et d'autre du nouveau cours paysager Mosson Sud et à proximité immédiate de l'arrêt de tramway « Stade de la Mosson ». Cette opération est prévue en deux temps :

- les commerces qui ont vocation à être relocalisés à la suite des démolitions, seront transférés dans les rez-de-chaussée de deux premiers îlots qui seront construits en 2023 et 2024. Le programme se déploiera sur environ 2 560 m<sup>2</sup> de surfaces utiles de commerces ;
- une deuxième phase consiste à recréer une offre de proximité à la suite du développement du projet urbain, avec une nouvelle offre commerciale sur deux îlots en 2026 et 2027. Le programme se déploiera sur environ 1 170 m<sup>2</sup> de surfaces utiles.

L'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT), accompagnera les collectivités dans la mise en œuvre du pôle commercial Mosson Sud. Ainsi, la convention objet de la présente délibération permet de formaliser les relations contractuelles entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'ANCT. Elle porte sur les phases de promotion, d'exploitation et de cession à terme à un investisseur et prévoit les engagements de chacun des signataires.

L'ANCT assurera notamment : l'acquisition des rez-de-chaussée commerciaux auprès du promoteur, le financement de la réalisation de l'opération immobilière commerciale, la contractualisation avec les commerçants, la commercialisation de locaux vacants, la gestion locative, commerciale et technique. L'ANCT conservera la propriété du centre commercial pendant le temps nécessaire pour assurer la pérennité de son fonctionnement, et pourra organiser des actions d'animation commerciale.

La Ville et la Métropole s'engagent à poursuivre la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain et faire toute diligence pour respecter le calendrier prévisionnel de l'ANRU, ainsi qu'à assister l'ANCT dans le cadre de ses relations avec l'association des commerçants à constituer pour le nouveau centre commercial. En phase d'exploitation, elles mobiliseront leurs dispositifs de droit commun ainsi que les actions spécifiques prévues dans le cadre de la politique de la ville.

La Métropole assurera en outre avec son aménageur, la SA3M, la prise de possession des locaux, dont la mise en œuvre de toutes les procédures nécessaires, la démolition de l'ancien espace commercial, la viabilisation et l'aménagement des abords du site en association avec l'ANCT, ainsi que le jalonnement routier. Elle devra également assurer la communication auprès des habitants sur l'opération. Enfin, elle accompagnera l'ANCT dans l'ensemble de ses demandes de subventions.

Ce projet de nouvelle polarité commerciale au Sud de la Mosson, représente un investissement de 8 871 290 € HT, pour lequel :

- la Métropole s'engage à apporter une subvention de 2 965 758 € dont le versement sera échelonné entre 2023 et 2027,
- l'ANCT a délibéré le 25 novembre 2020 pour acter sa contribution financière à l'opération pour un montant maximum de 4 327 830 €,
- l'ANRU apportera une subvention à hauteur de 1 457 200 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de la convention partenariale à intervenir entre l'ANCT, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole visant à préciser les conditions de cession à l'ANCT du dispositif de restructuration commerciale de la polarité Sud Mosson ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Salim JAWHARI, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention ANCT\_Ville\_3M commerces sud mosson
- Annexe 1\_dossier investissement
- Annexe 2\_échancier subvention 3M
- Annexe 3\_planning
- Annexe 4\_délibération ANCT 25 11 20
- Annexe 7\_communication

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-152810-CC-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mostapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Mannu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE.

**Absents :**

**Nouveau Projet de Renouvellement Urbain du quartier des Cévennes - Maison de  
Quartier Chabrol - Retrait des parties communes de la copropriété et démolition  
des locaux**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La copropriété des Cévennes, située dans le quartier Cévennes à Montpellier, comporte plus de 900 logements collectifs. Elle a été retenue, avec celles de la Mosson, et seulement 6 autres sites hors Ile de France, au Plan Initiative Copropriétés (PIC) national, car elle concentre de très grandes difficultés à la fois urbaines, juridiques et financières. Elle fait également l'objet d'un Plan de Sauvegarde en cours d'élaboration et d'un Projet de Renouvellement Urbain avec l'ANRU, dont la convention sera signée prochainement.

En incapacité financière, cette copropriété se trouve en situation de blocage. Elle est insolvable, car endettée à hauteur de 167 %. Elle présente près d'1 M€ d'impayés, 80 % de ses propriétaires relèvent de plafonds de ressources ANAH et sa population se compose à 78 % d'allocataires CAF sous le seuil de pauvreté.

Son fonctionnement juridique est également complexe puisqu'elle devrait fonctionner à deux échelles : un syndicat principal pour gérer les espaces communs et des syndicats secondaires pour gérer chacune des barres d'immeubles. Or, la création des syndicats secondaires n'a jamais été actée au plan juridique. Si certains fonctionnent de fait par nécessité, les importants risques juridiques portés ne permettent pas de les mobiliser. Le syndicat principal peine à gérer les espaces extérieurs, faute de trésorerie.

Cette copropriété a donc été mise sous administration provisoire en 2014 pour, notamment, engager une procédure de scission qui permettra à terme une meilleure gestion et un redressement de la situation financière. Le Projet de Renouvellement Urbain, le Plan de Sauvegarde et le Plan Initiative Copropriétés prévoient de désenclaver le quartier en affirmant un maillage public, de requalifier les équipements publics, de dynamiser l'attractivité résidentielle et commerciale, de faire des unités résidentielles à taille humaine et de mener des procédures de subventionnement très encadrées des parties à réhabiliter, afin de réduire la précarité énergétique.

Au sein de cette copropriété, la Ville de Montpellier est propriétaire de la Maison de quartier Jean Pierre Chabrol, située avenue Louis Ravas, en rez-de-chaussée du bâtiment L.

Cet équipement présente d'importants désordres structurels en lien avec la nature du sol et les fondations qui mettent en danger les occupants et visiteurs. Ces désordres ont été mis en évidence par plusieurs diagnostics techniques et une expertise, qui ont démontré la nécessité de démolir les locaux. Dans ce contexte, la Ville a pris un arrêté de péril imminent, le 22 septembre 2020, pour sécuriser l'accès à la maison de quartier au regard de l'espace public et des bâtiments voisins. Cet équipement est ainsi fermé depuis septembre 2020 et un périmètre de sécurité a été mis en place.

La maison de quartier étant séparée des commerces et logements par deux joints de dilatation, sa démolition peut être envisagée séparément.

Le projet de renouvellement urbain prévoit la reconstitution d'une maison de quartier dans le linéaire commercial qui sera réhabilité avenue Louis Ravas.

Dans ce contexte très particulier, il apparaît qu'une procédure classique de péril visant la démolition de la maison de quartier est très difficile et longue à mettre en œuvre, car la copropriété est dans l'incapacité d'y répondre, financièrement et juridiquement.

Dès lors, pour démolir l'équipement dans les meilleurs délais et sans attendre la scission de la copropriété, la procédure de retrait des parties communes à démolir est privilégiée.

Cette procédure permettrait à la Ville de Montpellier de se rendre propriétaire autonome de ce local et d'effectuer en sa qualité de seul propriétaire les travaux sans délai. Elle permettrait d'agir directement avec l'administrateur provisoire, d'obtenir la maîtrise publique du sol, et éviterait ainsi que cet espace soit abandonné après démolition.

Il y a lieu, pour ce faire, d'appliquer l'article 28 de la loi du 10 juillet 1965, permettant de distraire de la copropriété un bâtiment distinct et indépendant, au moins au plan juridique. Le retrait de la copropriété supposerait un vote de tous les copropriétaires (article 25 de la loi du 10 juillet 1965), très difficile à obtenir compte tenu de la situation de la copropriété. Il sera, dans ce contexte, possible à l'administrateur provisoire de donner une décision favorable pour le compte de la copropriété ; celui-ci ayant, en vertu des ordonnances des 25 juin 2016 et 17 janvier 2019, tous les pouvoirs des articles 24 et 25 de la loi du 10 juillet 1965.

La Ville de Montpellier pourra faire réaliser ces travaux par la SA3M dans le cadre de la concession de renouvellement urbain confiée par Montpellier Méditerranée Métropole et de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage, pour laquelle la Ville a délégué à la Métropole la maîtrise d'ouvrage pour intervenir sur les équipements communaux impactés par le projet de renouvellement urbain et situés dans le périmètre de la concession.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le principe de retrait de la copropriété de la Maison de quartier Jean Pierre Chabrol des parties communes de la copropriété Cévennes ;
- d'autoriser la SA3M, en tant que concessionnaire, à démolir les locaux ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-154222-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **Séance ordinaire du lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### **Urbanisme durable et maîtrise foncière**

#### **Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

#### **Absents :**

## **Avis sur le Plan Local d'Urbanisme de Saint-Clément-de-Rivière**

**Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :**

Par courrier du 18 décembre 2020, la commune de Saint-Clément-de-Rivière sollicite l'avis de la Ville de Montpellier sur l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le PLU de Saint-Clément-de-Rivière prévoit en particulier un projet d'aménagement commercial baptisé « Oxylane » et destiné à accueillir de grandes surfaces commerciales de sport et loisir, jardinerie, accompagnés d'une dizaine d'autres commerces, restaurants et un parking associé.

Ces équipements s'implantent sur 20 ha de terres agricoles et sur un espace boisé classé.

Ce projet repose sur un modèle commercial de type extensif et sous le format de « grande surface », largement remis en cause par les nouveaux modes de vie et de consommation, mais aussi par les politiques publiques actuelles, comme le rappelle la circulaire du 24 août 2020 *« sur le rôle des Préfets en matière d'aménagement commercial dans le cadre de la lutte contre l'artificialisation »*.

Concernant l'impact environnemental du projet, l'étude d'impact recense 63 espèces sur le site, dont des chiroptères et oiseaux de « forte » à « très forte » valeur patrimoniale. Ces espèces bénéficient aujourd'hui des fonctionnalités écologiques du site (reproduction et/ou d'hivernage et d'alimentation). C'est la raison pour laquelle le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) identifie ce secteur comme corridor écologique de trame verte.

Ce projet semble donc aller à l'encontre des enjeux de réduction de l'artificialisation des sols et des politiques alimentaires locales, pourtant indispensables dans la lutte contre le changement climatique et l'érosion de la biodiversité.

En outre, ce projet a des conséquences directes pour Montpellier et ses communes limitrophes, qui relèvent de deux aspects majeurs :

**Les impacts sur les enjeux hydrauliques et ressources en eau**

Le secteur du projet est situé sur le bassin versant de la Lironde, affluent du Lez. Il est situé en tête de bassin versant. Les eaux de ruissellement de la zone sont aujourd'hui drainées par des fossés et un cours d'eau, dont les abords sont identifiés en zone inondable à « aléa fort » au PPRI de la commune datant de 2013 (n'intégrant donc pas l'actualisation de l'hydrologie nécessaire depuis 2014/2015). A noter la présence d'une source connue qui montre l'intérêt de préserver le fonctionnement naturel de ce site pour le bon respect du cycle de l'eau.

Par conséquent, les travaux projetés et les surfaces imperméabilisées par le projet affecteront l'écoulement naturel des eaux pluviales du bassin versant et du cours d'eau, dans un secteur qui a déjà subi des inondations lors des épisodes cévenols de 2014 et qui ont causé d'importants dégâts matériels. Les enjeux aval sont présents sur le territoire de la Métropole, c'est ce territoire qui subira les conséquences de ce projet situé en amont.

**Les impacts sur le réseau de déplacement**

L'implantation de cette nouvelle polarité commerciale va générer de nombreux déplacements, lesquels seront effectués quasi-exclusivement en voiture compte tenu de l'absence de transport en commun structurant.

Or, d'après l'étude d'impact du projet, la D986 connaît déjà un trafic élevé avec les déplacements vers la zone commerciale de Trifontaine. Les flux nouveaux augmenteront la charge de trafic des deux carrefours en heure de pointe. Ces derniers vont accentuer les rétentions déjà observées sur la bretelle de sortie de la RD986 en provenance de Montpellier en augmentant les difficultés d'insertion en tourne à gauche vers Grabels. Concernant la RD127 (route de Montferrier-sur-Lez / Saint-Clément-de-Rivière) celle-ci supporte elle aussi des flux déjà élevés. Ce projet aura donc des impacts non négligeables sur ce tronçon de la D986 faute d'une desserte en transport en commun et dispositifs pour les modes actifs à la hauteur des flux de cet important générateur potentiel de déplacements.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de formuler un avis défavorable sur le PLU de Saint-Clément-de-Rivière qui rend possible le projet Oxylane ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Présents :**

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE.

**Absents :**

**ZAC Nouveau Saint Roch - Demande d'agrément de candidature  
ROXIM/PITCH - Lot IV1.b**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint-Roch a été initiée afin de valoriser une friche ferroviaire du centre-ville en réalisant, dans le respect des principes du développement durable, un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif de qualité (de 1300 à 1500 logements dont 30% environ de logements sociaux) avec des bureaux, des commerces et des équipements publics (parking, ...) et privés (hôtels, ...). Par ailleurs, elle accueille également le nouveau parc urbain René Dumont, conçu par le paysagiste Michel Desvigne d'une surface d'environ 1,5 ha.

Ce nouveau quartier est très bien desservi par les transports publics : gare Saint-Roch, 4 lignes de tramway, bus urbains et régionaux.

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC Nouveau Saint Roch par délibération du 4 mai 2009 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de ROXIM/PITCH en vue de la cession de terrains permettant, sur le lot IV-1b de la ZAC, la réalisation de logements en accession abordable et commerces.

**Dénomination du candidat : ROXIM/PITCH**

**Localisation :** ZAC Nouveau Saint-Roch  
Lot IV.1b

**Parcelles cadastrées :** Sections EV n°54, EV n°287, EV n°545, EV n°548 et EV n°567

**Surface de la partie du lot objet de la demande d'agrément :** 305 m<sup>2</sup>

**Nature du projet :** Logements en accession abordable et commerces

**SDP envisagée :** 766 m<sup>2</sup> SDP dont 574 m<sup>2</sup> de logements abordables et 192 m<sup>2</sup> à usage de commerce

**SDP maximale autorisée :** 800 m<sup>2</sup> SDP

La SERM précise que la candidature de ROXIM/PITCH prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la candidature de ROXIM/PITCH pour la construction de logements (en accession abordable) et de commerces sur le lot IV.1b de la ZAC Nouveau Saint-Roch ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Max LEVITA.

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Plan de situation
- Plan de vente

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-153317-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Présents :**

Tasme AKBARLY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE.

**Absents :**

**Transport et Mobilité - Tramway ligne 5 - Vente à Montpellier Méditerranée  
Métropole de la parcelle AI 105 - Domaine de Lavalette - Commune de  
Montpellier - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway, Montpellier Méditerranée Métropole par l'intermédiaire de la société TaM dûment mandatée a sollicité la cession par la Ville de sa propriété cadastrée AI 105 d'une superficie de 289 m<sup>2</sup> au 1101 avenue Agropolis.

Cette acquisition est en effet nécessaire en vue de l'implantation des équipements du tramway, mais également en vue de la reconstitution des espaces publics adjacents.

Par délibération du 14 décembre 2020, la Ville de Montpellier a accepté la résiliation partielle du bail emphytéotique du 16 octobre 1980 affectant la parcelle AI 86 pour une emprise de 289 m<sup>2</sup>, nouvellement cadastrée AI 105, afin qu'elle revienne préalablement en pleine propriété à la Ville en vue de cette cession.

Dans ce contexte, il est proposé une cession à l'euro symbolique de la parcelle AI 105, en raison du transfert de charges résultant de l'objet de l'opération et en conformité avec les conditions liées aux origines de propriété de ce bien issu du legs d'Henri de Lunaret. L'avis des Domaines en date du 15 décembre 2020 est conforme.

L'acte de vente de la parcelle cadastrée AI 105, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, sera confié à Maître Nouguier, notaire à Montpellier.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la vente au profit de Montpellier Méditerranée Métropole de la parcelle cadastrée AI 105 d'une superficie de 289 m<sup>2</sup> à l'euro symbolique conformément à l'avis des Domaines ;
- d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à prendre possession du bien à compter de la présente délibération afin de ne pas retarder le démarrage des travaux ;
- de confier l'acte constatant le transfert de propriété à Maître Nouguier, notaire à Montpellier, aux frais de l'acquéreur ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, M. Laurent NISON, M. Philippe SAUREL, M. Charles SULTAN.

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- plan de situation.pdf
- document d'arpentage AI 105.pdf
- plan cadastral.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-152253-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du lundi 8 février 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Urbanisme durable et maîtrise foncière

#### Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE.

#### Absents :

## Exercice du droit de préemption - Propriété des consorts Monpetit - 6 rue des Tourterelles - Convention de tiers payeur entre la Ville et ACM Habitat - Autorisation de signature

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 le droit de préemption urbain a été instauré sur le territoire communal.

Dans ce cadre, une déclaration d'intention d'aliéner a été notifiée à la Ville le 16 septembre 2020 par la SCP DM Notaires & Associés notaires à Montpellier, concernant la vente d'une villa avec terrain, propriété des consorts MONPETIT, 6 rue des Tourterelles, cadastrée BK 4, au prix de 650 000 €.

La Ville a été sollicitée par ACM-HABITAT en vue d'exercer le droit de préemption sur cette vente.

La villa objet des présentes est mitoyenne de la résidence HLM « Les ESCHOLIERES », propriété d'ACM-HABITAT. Cet ensemble immobilier social comprenant 6 bâtiments de 117 logements, mis en service en 1964, ne répond plus aux contraintes actuelles et à la demande des locataires. Une requalification de cette résidence va devoir être entreprise probablement par voie de démolitions-reconstructions. Dans ce contexte, l'acquisition de la villa 6 rue des Tourterelles, après démolition, offrira un potentiel important et la possibilité d'une approche foncière globale. Le Bureau d'ACM-HABITAT a approuvé l'acquisition de ce bien.

Afin de permettre à ACM-HABITAT de mener à bien le projet, la Ville a exercé le droit de préemption sur la propriété des consorts MONPETIT par décision du 16 décembre 2020, au prix de 650 000 €. ACM-HABITAT doit intervenir à l'acte d'acquisition initial en qualité de tiers-payeur afin de couvrir la trésorerie liée à la vente, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement.

Sur le fondement des dispositions des articles L.213-14 et R.213-12 du Code de l'urbanisme, un acte authentique de réitération de la vente devra intervenir dans les trois mois et le prix sera payé dans les quatre mois suivant la décision de préemption.

Une convention est nécessaire entre la Ville et ACM-HABITAT afin de régler les conditions du financement de l'acquisition par ACM-HABITAT en qualité d'acquéreur de « *deuxième main* ».

La réitération des actes authentiques, acte d'acquisition par la Ville et acte de revente immédiat à ACM-HABITAT, sera confiée à la SCP DM Notaires & Associés notaires à Montpellier, qui a déposé la déclaration d'intention d'aliéner, en participation avec Maître André Bonnary, notaire à Montpellier, désigné par ACM-HABITAT.

L'ensemble des frais relatifs à cette affaire seront pris en charge par ACM-HABITAT.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de la convention entre la Ville et ACM-HABITAT prévoyant l'acquisition de la villa avec terrain, propriété des conjoints MONPETIT, 6 rue des Tourterelles, cadastrée BK 4, au prix de 650 000 €, acquisition qu'ACM-HABITAT financera intégralement, y compris les frais annexes à l'acte, en qualité de tiers-payeur à l'acte de vente entre la Ville et les conjoints MONPETIT ;
- d'accepter dans un second temps la cession à l'euro symbolique de ce bien au profit d'ACM-HABITAT, opérant compensation entre le prix payé par ACM-HABITAT en qualité de tiers-payeur à l'acquisition par la Ville et le prix de vente à ACM-HABITAT par la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Sébastien COTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Flora LABOURIER, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK.

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention\_Ville\_ACM\_6 rue des Tourterelles V2.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-152369-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Présents :**

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE.

**Absents :**

**Foncier - Acquisition de l'ancienne agence bancaire Crédit Agricole - Place  
Renaudel - Quartier Celleneuve à Montpellier - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Le Crédit Agricole du Languedoc est propriétaire d'un bâtiment d'environ 170 m<sup>2</sup> en R+1, constituant une ancienne agence bancaire, situé place Renaudel dans le quartier Celleneuve cadastré LM 169.

La mise en vente de ce bien par l'intermédiaire d'une agence immobilière, représente une opportunité pour ce bâtiment situé à proximité immédiate du cinéma Nestor Burma, dont les locaux sont exigus désormais, afin d'y installer des bureaux et un lieu d'accueil et d'animation sur la place Renaudel, centre du lieu de vie du quartier de Celleneuve.

Le cinéma Nestor Burma est un outil culturel de proximité, animant et maintenant une attractivité au cœur du quartier. La salle est devenue au fil des saisons cinématographiques un véritable lieu d'échanges et de rencontres privilégié au cœur de la cité.

Néanmoins, l'équipe est installée dans des conditions dégradées, dans des locaux en location, voisins de l'équipement. En outre, l'installation au rez-de-chaussée d'une activité, animée par des acteurs publics ou associatifs et à destination du public, contribuerait à maintenir un lien social indispensable et à pérenniser une présence institutionnelle qui sont des enjeux centraux pour le quartier.

Dans ce contexte, la Ville a pris l'attache de l'agence immobilière ayant reçu mandat par le Crédit Agricole en vue de la vente.

A l'issue de diverses visites techniques et d'échanges et conformément à l'avis des services fiscaux en date du 30 juin 2020, il est proposé d'acquérir le bien au prix de 253 800 € TTC (deux cent cinquante-trois mille huit-cent euros toutes taxes comprises), frais d'agence inclus.

Le vendeur, qui accepte cette proposition, pose néanmoins comme condition le maintien d'un local d'environ 10 m<sup>2</sup> au rez-de-chaussée du bâtiment pour l'activité d'un distributeur automatique de billets accessible depuis l'extérieur du bâtiment. A cet effet, il est proposé la passation d'un bail commercial pour un loyer annuel de 2 000 euros (deux mille euros), charges comprises. Compte tenu de l'activité sensible de ce service bancaire, la Ville devra mettre en place les mesures nécessaires pour garantir le maintien sur l'espace public d'un espace confidentiel devant le distributeur de billets et un accès isolé pour les convoyeurs de fonds.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider de l'acquisition d'un bâtiment d'environ 170 m<sup>2</sup> en R+1, ancienne agence bancaire située place Renaudel dans le quartier Celleneuve cadastré LM 169, propriété du Crédit Agricole du Languedoc au prix de 253 800 € TTC (deux cent cinquante-trois mille huit-cent euros toutes taxes comprises) frais d'agence inclus ;
- de missionner un office notarial pour rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser la signature du bail commercial au profit du Crédit Agricole du Languedoc pour le distributeur automatique de billets maintenu dans les locaux acquis, pour un loyer annuel de 2 000 euros (deux mille euros), charges comprises ;
- d'imputer la dépense afférente à l'acquisition sur les crédits ouverts à cet effet au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 905 et la recette afférente au bail commercial sur les crédits ouverts à cet effet au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de bail local DAB Celleneuve.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-152263-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du lundi 8 février 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Patrimoine municipal et sobriété énergétique

#### Présents :

Tasme AKBARLY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

#### Absents :

Clothilde OLLIER.

### Mise à disposition de locaux situés dans la résidence Guillaume Apollinaire au profit de l'association ' les Restos du Cœur ' - Approbation du loyer minoré - Autorisation de signer la convention

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la concession d'aménagement PRU Cévennes Petit Bard, la Ville a acquis des locaux dans la résidence Guillaume Apollinaire afin d'y accueillir l'association « Les restaurants du cœur ».

En recherche de locaux d'une surface importante dans le quartier Petit Bard pour y installer un centre de distribution, l'association a sollicité une aide à laquelle la Ville a souhaité répondre favorablement en mettant à disposition des locaux par le biais d'une convention de location.

Cette mise à disposition interviendra à compter du 15 février 2021 au 31 décembre 2021 et sera renouvelable 2 fois par tacite reconduction par périodes successives d'un an.

Au vu de l'intérêt communal attaché à cette structure, un loyer minoré lui sera proposé. Le loyer minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association :

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative	Montant subvention	Montant loyer minoré	Date renouvellement
Restaurants du Coeur	12 avenue du Petit Bard	34 540 €	34 505 €	35 €	31/12/2021

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de la convention de location ;
- d'approuver le loyer minoré proposé à l'association « Les Restaurants du cœur » ;
- de porter au compte administratif de la Ville le montant de l'aide en nature pour un montant de 34 505 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-152758-CC-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Patrimoine municipal et  
sobriété énergétique**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

**Mise à disposition de locaux associatifs au profit de l'association ' Bridge Comédie  
Montpellier ' - Approbation du loyer minoré - Convention de location -  
Autorisation de signature**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans un objectif de favoriser la diversité du tissu associatif local, la Ville de Montpellier propose une mise à disposition de locaux au profit de l'association « *Bridge Comédie Montpellier* ». Ce Club est devenu, en terme de fréquentation, le plus grand club de bridge du Languedoc-Roussillon.

En recherche de locaux d'une surface importante dans le centre-ville, l'association a sollicité une aide à laquelle la Ville a souhaité répondre favorablement en mettant à disposition des locaux situés place Paul Bec.

Cette mise à disposition interviendra à compter du 15 février 2021 au 31 décembre 2021 et sera renouvelable 5 fois, par tacite reconduction, par périodes successives d'un an.

L'association s'engageant à réaliser des travaux importants dans les locaux mis à disposition, une gratuité de trois mois et demi de loyers ainsi qu'un loyer minoré lui sera proposé pour l'année 2021. Cette gratuité de loyers pour la période du 15 février au 31 mai 2021 (4 200 €) ainsi que cette minoration du loyer annuel constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous, à compter du 15 février et pour l'année 2021, dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association :

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative	Montant subvention	Montant loyer annuel minoré	Date renouvellement
Bridge Comédie Montpellier	2 place Paul Bec	23 660 €	15 260 €	8 400 €	31/12/2021

A partir de 2022, le montant de la subvention sera calculé comme suit :

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative	Montant subvention	Montant loyer annuel minoré	Date renouvellement
Bridge Comédie Montpellier	2 place Paul Bec	27 040 €	12 640 €	14 400 €	31/12/2021

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de la convention d'occupation du domaine privé ;
- d'approuver le loyer minoré proposé à l'association « *Bridge Comédie Montpellier* » et de porter au compte administratif de la Ville le montant de l'aide en nature pour un montant de 15 260 € pour l'année 2021 et 12 640 € à partir de 2022 ;
- d'inscrire les recettes correspondantes au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-154495-CC-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Patrimoine municipal et  
sobriété énergétique**

**Présents :**

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

Clothilde OLLIER.

**Fixation de l'indemnité représentative de logement des instituteurs (IRL) - Année  
2020 - Approbation**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

Par lettre du 8 décembre 2020, Monsieur le Préfet de l'Hérault a informé la Ville de Montpellier que, conformément aux articles R.212-9, R.212-10 et R.235-11 du Code de l'éducation, il envisageait de reconduire le montant de l'indemnité des instituteurs pour l'année 2020.

Son montant sera arrêté après avis des Conseils municipaux, puis du Conseil départemental de l'Education Nationale, en tenant compte du taux de progression de la dotation spéciale instituteurs versée aux communes pour chaque instituteur logé, ou au Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) pour chaque instituteur indemnisé.

Les montants proposés pour l'année 2020 sont identiques à ceux de 2019 soit :

- 2 246, 40 € par an pour un instituteur célibataire, veuf ou divorcé sans enfant,
- 2 808 € par an pour un instituteur marié ou pacsé, avec ou sans enfant à charge et pour les instituteurs célibataires, veufs ou divorcés avec enfant à charge.

Monsieur le Préfet rappelle que l'Indemnité Représentative de Logement (IRL), due aux instituteurs non-logés, est versée par le CNFPT au nom de la commune et sollicite l'avis du Conseil municipal sur cette affaire.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'émettre un avis favorable à la proposition de Monsieur le Préfet de l'Hérault de reconduire comme sus indiquée l'Indemnité Représentative de Logement (IRL) versée par le CNFPT aux instituteurs non-logés pour l'année 2020 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-152011-CC-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du lundi 8 février 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Patrimoine municipal et sobriété énergétique

#### Présents :

Tasime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clarc HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

#### Absents :

## Convention d'occupation précaire et révocable - Copropriété "Les Jardins d'Anne" - Approbation

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier est copropriétaire de deux parcelles, n°24 et 29, à usage de jardins familiaux au sein de la copropriété « Les jardins d'Anne » située rue Montels Eglise.

La convention d'occupation précaire du lot n°29 arrivera à échéance le 31 mars 2021. Ce lot est occupé par Madame BROS depuis 1997 qui souhaite renouveler la convention d'occupation.

Il est proposé d'établir une nouvelle convention précaire et révocable d'une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> avril 2021. Le montant annuel du loyer est évalué au prorata de la surface occupée et sur la base de 1, 03 € par an et par m².

Il est donc proposé d'approuver le loyer annuel indiqué dans le tableau attributif ci-dessous :

Nom de l'occupant	Numéro du lot et superficie	Valeur locative	Loyer annuel
Madame Lise BROS	Lot n°29 – 221 m²	227, 63 €	227, 63 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le renouvellement de la convention d'occupation et le loyer annuel proposé à Madame BROS ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Mme BROS

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-152640-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**HORS COMMISSION**

## Séance ordinaire du lundi 8 février 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Hors Délégation

#### Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Nadia AKIL, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

#### Absents :

Stéphanie JANNIN, Clothilde OLLIER.

## Représentations du Conseil municipal - Désignations

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Dans le cadre de la nouvelle mandature, il convient de désigner les représentants de la Ville de Montpellier au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Maire propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Organismes	Représentations
AG Copropriétés de la Ville de Montpellier	<i>Abroge la désignation de la délibération n°V2020-160 du 5 octobre 2020 Agnès SAURAT</i>
Collège de déontologie	<i>Personnalité qualifiée Régis CAYROL</i>

Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire (CEVU)	<i>Abroge les désignations de la délibération n°V2020-160 du 5 octobre 2020</i> Sébastien COTE (titulaire) Yvan NOSBE (suppléant)
Faculté des Sciences humaines et des sciences de l'environnement – UFR 3 Université Paul Valéry-Montpellier	Stéphane JOUAULT

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote électronique en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- d'approuver les désignations des représentants de la Ville de Montpellier au sein des instances internes et d'organismes extérieurs, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 7 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-153588-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du lundi 8 février 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Finances

#### Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Nadia AKIL, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

#### Absents :

Stéphanie JANNIN, Clothilde OLLIER.

## Attributions de subventions - Exercice 2021

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite soutenir l'action et les initiatives citoyennes qui concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

AIDE ALIMENTAIRE ET LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Attribué
1493	Les restos du Cœur	Fonctionnement	54 000 €
Cette subvention de fonctionnement de l'association des restos du cœur est complétée par la mise à disposition de locaux pour la distribution évaluée à 46 401€/an. En 2020, l'aide alimentaire de l'association a concerné 6000 personnes habitant Montpellier.			
1634	L'Avitarelle	Projet Samu Social	75 000 €
Le soutien du Samu social par la Ville participe à la présence auprès des plus démunis, et doit mener à une gouvernance partagée et renouvelée de l'action publique destinée à améliorer les conditions de vie de tous nos concitoyens vivant à la rue.			

1734	Astrée	Fonctionnement	3 000 €
L'antenne montpelliéraine de l'association Astrée permet de sensibiliser les habitants à la solitude, qui concerne 14% de la population et accompagne plusieurs dizaines de personnes.			
1903	Montpellier Sup Agro	Préconisations –phase 2, faisant suite à l'état des lieux de l'aide alimentaire sur le Territoire de Montpellier	8 000 €
La subvention de cette action s'inscrit dans le plan pauvreté et les Etats Généraux de la Solidarité			
3090	Issue	Fonctionnement	13 000 €
Le Soutien de l'accueil de jour Issue, qui reçoit plus de 8000 personnes à l'année quartier Gambetta, pour un accueil café, la domiciliation postale ou atelier de médiation permet également d'aller vers une gouvernance partagée et renouvelée de l'action publique destinée à améliorer les conditions de vie de toutes les personnes vivant à la rue.			
3873	Service des traducteurs d'urgence	Fonctionnement	1 000 €
La subvention de l'association STU permet à des actions associatives de bénéficier de traductions par téléphone sur certaines situations complexes.			
6167	Kalisi	Aide Alimentaire	2 000 €
L'épicerie sociale de Kalisi dans le quartier Mosson soutient 210 personnes tout au long de l'année.			
7103	En jeu	Fonctionnement	1 000 €
L'association facilite l'insertion des personnes accueillies en hébergement d'urgence par le sport et la participation à un tournoi national puis international			
<b>TOTAL</b>			<b>157 000 €</b>

# SANTE

N° asso	Association	Intitulé du projet	Attribué
132	AMIS DE LA BIBLIOTHEQUE DES HÔPITAUX DE MONTPELLIER	FONCTIONNEMENT	700 €
155	JALMALV-MONTPELLIER	FONCTIONNEMENT	3 000 €
233	MA VIE	PROJET « MALADIES CHRONIQUES ET ACTIVITES PHYSIQUES ADAPTEES »	1 800 €
578	AVENIR SANTE	PROJET « LOS ANGELES DE LA NUECH »	12 000 €

578	AVENIR SANTE	PROJET « PREVENTION ET REDUCTIONS DES RISQUES EN MILIEU FESTIF A MONTPELLIER »	4 000 €
674	SOS AMITIES MONTPELLIER LANGUEDOC	FONCTIONNEMENT	1 200 €
1480	INFO DON 34	FONCTIONNEMENT	700 €
1806	AIDES MONTPELLIER	PROJET « ACTIONS DE PREVENTION ET DE DEPISTAGE COMMUNAUTAIRE »	3 800 €
3138	SOS HEPATITES LANGUEDOC ROUSSILLON	PROJET « UNE SEMAINE CONTRE LES HEPATITES »	1500 €
3317	SPHERES SOINS PALLIATIFS HÔPITAUX ET RESEAUX EXTERNES DE SANTE	FONCTIONNEMENT	1 800 €
4200	ASSOCIATION ENVIE	PROJET « AMELIORER LA QUALITE DE VIE DES PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH ET DES PERSONNES A HAUT RISQUES D'ACQUISITION DU VIH ET DES IST »	4 000 €
4207	ALP ALCOOL ET LES PROCHES	FONCTIONNEMENT	1 000 €
4452	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES SOINS PALLIATIFS MTP HERAULT	FONCTIONNEMENT	1 000 €
5024	CENTRE DE MEDECINE DU SPORT DE L'HERAULT	FONCTIONNEMENT	5000 €
5138	LES BLOUSES ROSES	FONCTIONNEMENT	1 000 €
5532	ALLO PARENTS/ALLO JEUNES 34	PROJET « SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE A LA PARENTALITE »	1 500 €
<b>TOTAL</b>			<b>44 000 €</b>

<b>SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SOUTENANT LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP ET L'ACCESSIBILITE UNIVERSELLE</b>			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Attribué
582	Surdi 34 - Association de déficients auditifs	Fonctionnement	250 €
693	GIHP Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques - LR	Fonctionnement	1 000 €

696	Comité de Liaison et de Coordination des associations de Personnes Handicapées et malades chroniques	Fonctionnement	10 000 €
699	Fédération des Aveugles et Amblyopes de France-Languedoc Roussillon	Fonctionnement	6 000 €
699	Fédération des Aveugles et Amblyopes de France-Languedoc Roussillon	PROJETS Projet Sécurité des Déficients Visuels	2 000 €
1 543	FNATH Accidentés de la Vie Section Montpellier	Fonctionnement	3 800 €
1 936	Roule Nature	Fonctionnement	2 600 €
2 099	Association Socioculturelle Bilingue Frédéric Peyson	FONCTIONNEMENT	2 000 €
2 144	Club Services Loisirs (GEM Rabelais)	FONCTIONNEMENT	800 €
5 472	Union des Sourds de Montpellier - Occitanie	FONCTIONNEMENT	400 €
5 974	Cap'A Cité	PROJET / INCLUSION JEUNE	2 500 €
6 879	La Kompagnie	FONCTIONNEMENT	750 €
<b>TOTAL</b>			<b>32 100 €</b>

### COHESION SOCIALE

N° asso	Association	Intitulé du projet	Attribué
64	ADAGES	FONCTIONNEMENT	17 000 €
1463	PEDAGOGIE ET PRISON	JOURNAL D'HECTOR	500 €
1755	CENTRE APAJ	MEDIATION SOCIALE QUARTIERS MARELS ET MONTAUBEROU	8 000 €
1755	CENTRE APAJ	ATELIER DSL SUR MAISON POUR TOUS MERCOURI	3 500 €
2971	ASSOCIATION DE MEDIATION PENALE MONTPELLIERAINE	FONCTIONNEMENT	4 000 €
4164	VIA VOLTAIRE	FONCTIONNEMENT	10 000 €
4773	DEFI	FONCTIONNEMENT	5 000 €

5895	ACCORDERIE DE MONTPELLIER	FONCTIONNEMENT	1 900 €
6444	SYLLABE	LANGAGE-ANCRAGE	500 €
<b>TOTAL</b>			<b>50 400 €</b>

<b>LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS – EGALITE</b>			
N° asso	Association	Intitulé du projet	Attribué
661	France VICTIMES	FONCTIONNEMENT	7 500 €
4904	HABITER ENFIN !	LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE	1 000 €
<b>TOTAL</b>			<b>8 500 €</b>

<b>DROITS DES FEMMES</b>			
N° asso	Association	Intitulé du projet	Attribué
777	MOUVEMENT FRANÇAIS PLANNING FAMILIAL	FONCTIONNEMENT	7 000 €
1909	CIDFF	FEMMES EGALITE EMPLOI	3 000 €
1909	CIDFF	PARCOURS VERS L'EMPLOI DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES	12 000 €
3359	MOUVEMENT DU NID	FONCTIONNEMENT	6 800 €
4807	TIN HINAN	FONCTIONNEMENT	4 000 €
5377	CICADE	FONCTIONNEMENT	1 200 €
6587	OSEZ LE FEMINISME ! 34	FONCTIONNEMENT	1 000 €
<b>TOTAL</b>			<b>35 000 €</b>

<b>COMMEMORATIONS</b>			
N° asso	Association	Intitulé du projet ou Fonctionnement	Attribué
400	Amitiés Russes et avec les Peuples de l'ex-URSS	PROJET « Bataillon Immortel »	200 €
512	Amicale des Transmetteurs de l'Occitanie	FONCTIONNEMENT	326 €
528	UNADIF - FNDIR Association de l'Hérault	FONCTIONNEMENT	200 €
540	Fédération Nationale des Anciens Combattants Algérie Maroc et Tunisie	FONCTIONNEMENT	1 000 €



4 845	Souvenir Français- Comité de Montpellier	PROJET « Chemin de Mémoire »	1 000 €
<b>TOTAL</b>			<b>2 726 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

VIE ASSOCIATIVE			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Attribué
474	ASSOCIATION LA GERBE	FONCTIONNEMENT	11 000 €
1530	CLUB DE LA PRESSE OCCITANIE	FONCTIONNEMENT	18 000 €
<b>TOTAL</b>			<b>29 000 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 930

SECURITE			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Attribué
1253	ASSOCIATION PREVENTION ROUTIERE - COMITE DE L'HERAULT	FONCTIONNEMENT	1 700 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 931

INTERNATIONAL			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Attribué
5072	GESTION DE LA MAISON DE MONTPELLIER A HEIDELBERG	FONCTIONNEMENT	115 347 €
		ENTRETIEN ET RENOVATION DE LA MAISON	5 000 €
		PROJET / célébration du 60ème anniversaire de jumelage et du 35ème anniversaire de la Maison de Montpellier à Heidelberg	13 000 €
5008	CASA AMADIS	FONCTIONNEMENT	1 500 €
<b>TOTAL</b>			<b>134 847 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 936

SPORTS			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Attribué
102	FOOT CLUB PETIT BARD	FONCTIONNEMENT	22 400 €
128	MONTPELLIER HANDBALL	FONCTIONNEMENT	28 500 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB	FONCTIONNEMENT	5 800 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER	FONCTIONNEMENT	5 600 €
788	MONTPELLIER PAILLADE NATATION	FONCTIONNEMENT	5 000 €
914	ASLJ MONTPELLIER CROIX D'ARGENT VOLLEY BEACH VOLLEY	FONCTIONNEMENT	32 000 €
917	MONTPELLIER CASTELNAU VOLLEY UC	FONCTIONNEMENT	13 000 €
919	MUC ESCRIME	FONCTIONNEMENT	12 000 €
926	MUC OMNISPORTS	FONCTIONNEMENT	17 000 €
928	MUC FOOTBALL	FONCTIONNEMENT	8 700 €
931	AS SAINT-MARTIN MONTPELLIER	FONCTIONNEMENT	12 000 €
963	CEP MONTPELLIER GYM	FONCTIONNEMENT	18 000 €
967	MUC HANDBALL	FONCTIONNEMENT	20 500 €
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	FONCTIONNEMENT	15 000 €
1192	TENNIS CLUB DE LA PAILLADE	FONCTIONNEMENT	20 000 €
1225	MONTPELLIER MEDITERRANEE FUTSAL	FONCTIONNEMENT	8 700 €
1420	STADE LUNARET NORD	FONCTIONNEMENT	6 000 €
1541	MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	FONCTIONNEMENT	22 000 €
1850	MONTPELLIER RUGBY CLUB	FONCTIONNEMENT	29 000 €
1928	MONTPELLIER AGGLOMERATION TRIATHLON	PROJET / URBAN TRAIL Nocturne 10 et 11/04/2021	5 000 €
2066	FETE LE MUR	FONCTIONNEMENT	5 000 €

2139	ASPTT OMNISPORTS	FONCTIONNEMENT	62 500 €
2260	MONTPELLIER CLUB HANDISPORT	FONCTIONNEMENT	17 000 €
2583	BASKET LATTES MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	FONCTIONNEMENT	7 800 €
2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER	FONCTIONNEMENT	11 000 €
2870	ASSOCIATION SPORTIVE BEAUX-ARTS	FONCTIONNEMENT	22 500 €
3568	MONTPELLIER BASKET MOSSON	FONCTIONNEMENT	30 000 €
3933	MONTPELLIER ROLLER HOCKEY CLUB	FONCTIONNEMENT	6 500 €
4176	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE NATATION ARTISTIQUE (3MNA)	FONCTIONNEMENT	6 000 €
4556	MONTPELLIER EAUX VIVES CANOE-KAYAK	FONCTIONNEMENT	5 000 €
4561	ASSOCIATION SPORTIVE TERRITORIAUX 3M	FONCTIONNEMENT	7 800 €
4806	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE PAILLADE MERCURE	FONCTIONNEMENT	8 000 €
4875	ASSOCIATION SPORTIVE DE CELLENEUVE	FONCTIONNEMENT	8 000 €
5167	GENERATION TAEKWONDO	FONCTIONNEMENT	8 000 €
5400	A.K. SPORT	FONCTIONNEMENT	13 000 €
5442	SAS MONTPELLIER HANDBALL	FONCTIONNEMENT	70 500 €
5734	MONTPELLIER XIII	FONCTIONNEMENT	7 800 €
6424	FOOTBALL CLUB PAS DU LOUP	FONCTIONNEMENT	8 000 €
6779	ATHLETIC CLUB MONTPELLIER	FONCTIONNEMENT	58 000 €
<b>TOTAL</b>			<b>669 100 €</b>

**Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 933.**

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- d'affecter les subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions ;
- d'imputer la dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget 2021 de la Ville de Montpellier,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Mohed ALTRAD, M. Christophe BOURDIN, Mme Véronique BRUNET, Mme Elodie BRUN-MANDON, Mme Emilie CABELLO, M. Michel CALVO, M. Sébastien COTE, Mme Clare HART, Mme Nicole MARIN-KHOURY, Mme Marie MASSART, Mme Fatma NAKIB, M. Manu REYNAUD.

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-155455-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Hors Délégation**

**Présents :**

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

**Procès-verbal du Conseil municipal du 30 novembre 2020 - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Voir le procès-verbal en annexe

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Procès verbal du CM 30.11.20.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-155473-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE**

## Séance ordinaire du lundi 8 février 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Culture et culture scientifique

#### Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WATSS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

#### Absents :

## Principes et modalités de soutien au spectacle vivant - Approbation

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite développer un projet de politique culturelle solidaire et responsable qui contribue à la régulation de l'écosystème artistique sur le territoire. A cet effet, dans une démarche volontaire, en ce début de mandat et dans cette période difficile, elle souhaite mettre en place les modalités de soutien visant à contribuer à accompagner, voire impulser, les bases du « monde culturel d'après » en collaboration avec ses partenaires. Des mesures pour inciter les artistes à se regrouper et mutualiser leurs énergies seront ménagées. Il sera porté une grande attention dans les projets soutenus sur les conditions de juste rémunération salariale et de respect des droits des auteurs et artistes-interprètes. Enfin, tous les projets visant à promouvoir les valeurs de non-discrimination, de solidarité notamment envers les personnes handicapées (publics ou créateurs), d'égalité et de laïcité seront fortement défendus. La place des femmes artistes et des compagnies et structures portées par des femmes sera au cœur de l'ensemble des réflexions et des actions visant à accentuer leur présence sur les plateaux et les scènes, dans les organes délibératifs de gouvernance des structures culturelles ou dans les textes lus ou joués.

A cet effet, il est proposé d'adopter les grands principes qui permettront d'orienter les attributions financières et les soutiens de la collectivité pour cette année et les prochaines. Ces principes énoncés visent à une transparence des critères d'attribution des aides municipales. Une complémentarité des dispositifs de soutien aux artistes et compagnies aura lieu avec la Métropole mais aussi avec le Département, la Région et l'Etat avec qui des contacts réguliers seront pris pour partager les décisions et les accompagnements pour offrir plus de cohérence et des moyens supplémentaires aux artistes et compagnies en création.

**1-Les demandes seront étudiées conformément aux compétences de la Ville, afin d'éviter les dépôts de demandes identiques avec la Métropole, de diminuer le nombre de dossiers techniques à réaliser pour les**



artistes et compagnies afin qu'ils se consacrent à leurs projets artistiques. Cela contribue à clarifier les échelles d'intervention des collectivités en instaurant une véritable politique de territoires.

La compétence culturelle de la Ville, dans le secteur du spectacle vivant, est, depuis le transfert à la Métropole de la gestion des grands équipements et des manifestations à rayonnement national, centrée sur l'action culturelle. Ceci se traduit par la mise en œuvre d'actions de proximité au quotidien, à travers un lien social avec un équipement, une action avec une compagnie ou l'organisation de manifestations dans l'espace public ou les équipements de la ville. Dès lors, le soutien au milieu du spectacle vivant peut se traduire par l'octroi de subventions, le prêt de salles, la mise à dispositions de locaux, l'aide à la communication ou à la logistique. Les artistes et structures bénéficiaires doivent alors contribuer à valoriser un quartier, un bassin de vie et contribuer à dialoguer avec les autres ressources municipales : Maisons pour tous, établissements scolaires, établissements d'enseignements artistiques, EHPAD, associations...

Les résidences d'artistes accompagnées devront systématiquement faire l'objet d'actions culturelles à l'échelle du quartier du lieu d'accueil de celles-ci et construire un véritable dialogue avec les partenaires et institutions de celui-ci.

**2- La logique de reconduction des aides est supprimée**, afin de donner à la Ville de Montpellier les moyens de s'adapter à l'évolution de l'écosystème culturel et d'impulser le soutien à de nouvelles structures et de nouveaux projets. Près d'un tiers des aides octroyées sera consacré pour servir de tremplin aux actions, pratiques et projets émergents, aux structures qui s'orientent vers un renouvellement des formes et des pratiques mais également des modes de gouvernance s'orientant vers davantage de participation des publics et un véritable engagement vers l'accentuation de la présence des femmes au sein des projets artistiques et culturels.

**3- Une aide plancher d'un montant de 1000 euros est instaurée**, afin d'éviter un saupoudrage improductif artistiquement parlant mais aussi une durée de vie cadrée pour les projets afin de pouvoir réinterroger la pertinence de son maintien. Des conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens vont progressivement se généraliser pour les attributions supérieures à 5 000 €, afin d'instaurer dans les conditions de soutien la mise en œuvre progressive de moyens d'autonomisation et de diversification des financements pour les structures. Un véritable dialogue entre la collectivité et l'association ou la compagnie va être mis en place de manière systématique préalablement au versement du solde de la subvention, afin de permettre une meilleure lisibilité de l'avancée des projets.

**4 - Critères d'analyse des aides à la résidence des aides à la création et la production musicales, théâtrale, chorégraphique, circadienne et pour les arts de la rue :**

#### A) Aide aux résidences

- Artiste, compagnie ou collectif dans le domaine du spectacle vivant, domicilié sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Pertinence et maturité du projet artistique ;
- Soutiens (résidences, coproductions/subventions/préachats etc.) acquis ou en cours, avec des structures de la Métropole et/ou extra-métropolitaines ;
- Propositions d'actions culturelles en direction des publics du quartier, en relation avec le projet ;
- Faisabilité technique.

L'analyse de ces demandes sera effectuée par une commission avec des membres de l'administration et complétée, le cas échéant, de personnalités extérieures pouvant justifier d'une totale indépendance par rapport aux soutiens consentis afin de garantir les intérêts des artistes et compagnies.

#### B) Aides aux projets artistiques et culturels

- a. Valeur intrinsèque du projet : Qualité artistique du projet, de la production artistique ou de la programmation, adéquation entre l'objectif et le milieu, durée du projet par rapport aux coûts ;
- b. Inscription du projet et/ou travail dans le territoire : pas de doublement avec des projets existants, structurant pour le territoire, effets structurants sur le développement culturel du territoire ;
- c. Valorisation d'artistes et/ou de pratiques émergentes, pratiques novatrices, gouvernances participatives, exigence de parité artistiques ;

- d. Vitalité de la compagnie ou de l'association : environnement professionnel de l'artiste ou l'association, volume des co-productions ou soutiens autres, dates de programmation, nombre d'adhérents, adéquation budget / objectifs, échéanciers réalistes ;
- e. Public visé : actions vers les publics éloignés pour tout motif : social, géographique, handicap ;
- f. Financement d'autres partenaires, coproductions, mécénat, recherche d'autonomie progressive.

**5 - Des commissions ou des appels à projets transversaux** avec les relations internationales, le développement économique, la jeunesse, l'environnement, la solidarité seront constitués au cas par cas, pour permettre que les projets dynamiques et pluridisciplinaires soient accompagnés de manière concertée.

**6- Afin que l'enjeu principal soit la qualité du projet culturel et artistique, il est nécessaire de se laisser le temps d'aller découvrir le travail d'une nouvelle structure ou d'une compagnie ou d'un groupe** pour éventuellement y apporter son soutien. Pour permettre l'entrée dans un projet artistique par son expertise c'est-à-dire par le sensible, le poétique et l'intelligence de la démarche, les aides devraient pouvoir être accordées au fil de l'année.

Plutôt que d'attribuer les aides en début d'année civile comme c'est le cas dans d'autres disciplines ou secteurs ou de devoir établir une année de carence, 10% de l'enveloppe des subventions au spectacle vivant seront réservés pour les projets des compagnies ou associations dont le service « Spectacle vivant » ne connaît pas encore le travail.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'adopter ces grands principes et critères d'attribution des subventions, aides aux résidences et aides à la création artistique et culturelle ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-154197-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Commerces de proximité,  
artisanat et tourisme**

**Présents :**

Tasmime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTÉ, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

**Soutien au tissu économique local - Comédie des Bouquinistes - Création d'un  
nouveau jour de marché - Approbation**

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :

En juin 1997, la « *Comédie des bouquinistes* » a été créée rue des Etuves. Ce marché aux livres anciens et d'occasions a été transféré sur l'esplanade Charles de Gaulle en 2005. Il se tenait initialement une fois par mois et, devant le succès trouvé auprès de la clientèle et constatant l'élargissement des exposants venant du grand sud de la France, la Ville, en accord avec l'association la Mémoire du livre qui les fédère a augmenté la fréquence du marché devenu hebdomadaire à compter de fin 2013.

La dynamique pour ce marché thématique qui regroupe entre 15 et 20 exposants ne s'est pas démentie. Le marché hebdomadaire a trouvé un large succès commercial et permet aux montpelliérains d'accéder à des ouvrages spécifiques et contribue à la diffusion globale du livre.

Le marché a été très fortement impacté par le mouvement social des gilets jaunes à partir de l'automne 2019, étant très régulièrement fermé pour raison de sécurité. Les mesures de délocalisation à Antigone ou dans d'autres quartiers ne se sont pas avérées concluantes. Un test de tenue de marché le mercredi a été réalisé sur quelques mois et a démontré la viabilité économique d'une journée supplémentaire de marché.

Face au succès de cette démarche et en concertation avec l'association la Mémoire du livre, il est proposé que la « *Comédie des bouquinistes* » se tienne désormais tous les mercredis et les samedis sur l'esplanade Charles de Gaulle.

La commission municipale des marchés de plein air réunie en séance le 7 décembre 2020 a émis un avis favorable à cette demande.

L'association La Mémoire du livre est en charge sur ce marché de la sélection des exposants, s'assurant de leur qualification professionnelle et de la régularité de leur situation administrative, de l'organisation pratique sur site des tenues de marché et du respect de l'arrêté général des marchés de plein air et de l'arrêté réglementaire régissant le marché. La Ville fournit les installations techniques propres à la tenue du marché et assure le recouvrement des droits de place.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la tenue du marché « la Comédie des bouquinistes » tous les mercredis et samedis ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-152860-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Commerces de proximité,  
artisanat et tourisme**

**Présents :**

Tasmime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE.

**Absents :**

**Soutien au tissu économique local - Quartier des Aubes - Rue des Cailles -  
Création d'un marché paysan de plein air et convention de gestion du marché  
entre la Ville de Montpellier et l'association Marchés Paysans - Approbation**

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier déploie chaque semaine 22 marchés dont 13 alimentaires se tenant 29 fois par semaine. La Ville souhaite poursuivre sa réponse aux besoins alimentaires dans les quartiers qui ne sont pas encore dotés d'une structure d'approvisionnement en créant des marchés de proximité. Elle souhaite également travailler sur la commercialisation de produits locaux pour répondre à la demande croissante des consommateurs en produits frais, de qualité et de proximité.

L'association Marchés Paysans a pour objet d'assurer la promotion des produits issus de l'agriculture paysanne et ou biologique de la région et d'en faciliter leur commercialisation. Elle accompagne en particulier la création et la gestion de marchés paysans dans l'Hérault – marchés basés sur les circuits courts, c'est-à-dire la vente directe de producteurs aux consommateurs, et privilégiant la vente de produits élaborés localement par des méthodes respectant la saisonnalité, la biodiversité et l'environnement.

Depuis la fin du premier confinement, début juin 2020, le Comité de quartier des Aubes et l'Association Animation et Vie des Aubes avec l'appui de l'Associations des Marchés Paysans de l'Hérault ont mis en place un point de retrait hebdomadaire pour permettre aux producteurs de livrer directement aux particuliers des produits locaux frais et de qualité suite aux nombreuses initiatives de livraison de produits en direct des producteurs qui s'étaient organisés dans le quartier.

Afin de pérenniser cette initiative, et à la demande du Comité de quartier des Aubes et de l'Association Animation et Vie des Aubes, il est proposé de transformer ce point de retrait en un marché Paysan

hebdomadaire et d'en donner la gestion à l'association Marchés Paysans.

Lors de la Commission Municipale des Halles et Marchés réunie le 7 décembre 2020, les membres de la commission ont émis un avis favorable à l'ouverture d'un marché dans ce quartier et ont validé le principe d'un marché en nocturne le mercredi de 16h30 à 19h00. Le site le plus approprié et proposé est la place localisée à l'intersection de la rue des Cailles et la rue des Colombes. L'ouverture pourrait avoir lieu début février – suite aux travaux d'aménagement nécessaires à l'organisation d'un marché de plein air. Au total, la Ville de Montpellier consacrera un budget global d'environ 150 000 € pour la réfection de la place et l'installation des réseaux adéquats. Il est proposé que ce marché des Aubes soit un marché paysan qui pourra accueillir entre 7 et 15 exposants sur le site chaque semaine. Cette dénomination implique une sélection stricte des exposants autorisés sur le marché. Ils doivent obligatoirement être soit paysans producteurs respectant la démarche du marché paysan, soit commerçants non-sédentaires artisans alimentaires transformant eux-mêmes des produits achetés à des producteurs.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la création du marché paysan des Aubes ;
- d'approuver la convention entre la Ville de Montpellier et l'association Marchés Paysans pour la gestion du marché Paysan des Aubes ;
- de dire que les crédits correspondants sont prévus au budget 2021 de la Ville de Montpellier, chapitres 906 et 936 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention de gestion ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de gestion du marché des Aubes

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-154268-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Commerces de proximité,  
artisanat et tourisme**

**Présents :**

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

**Convention d'occupation du domaine public - Manège d'enfants - Place Cardinal  
Verdier - Parc Tastavin - Désignation de l'occupant - Approbation - Autorisation  
de signature**

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :

Un avis d'appel à candidatures pour l'exploitation d'un manège d'enfants, place Cardinal Verdier au Parc Tastavin, a été lancé par la Ville au mois de décembre 2020 pour en désigner le futur occupant ; la convention d'occupation actuelle arrivant à échéance le 31 mars 2021.

A la clôture de l'appel à candidatures, le 10 janvier 2021, un seul dossier a été déposé : celui de Monsieur Alain BOYER, actuel titulaire de la convention d'occupation du domaine public pour ce manège.

L'analyse des offres a été réalisée selon les critères suivants :

- 1) Dossier personnel
  - Expérience professionnel dans le domaine commercial et forain ;
  - Motivation du candidat ;
- 2) Dossier commercial
  - Gamme de produits et tarifs ;
  - Cohérence du projet par rapport au lieu d'occupation ;

**3) Dossier financier**

- Viabilité économique du projet ;
- Montant des investissements prévus et durée d'amortissement.

A l'issue de l'analyse des offres, il ressort que l'offre présentée par Monsieur BOYER Alain, professionnel dans le domaine commercial et forain, est satisfaisante au regard des trois critères précités.

Monsieur BOYER est un professionnel reconnu et expérimenté dans son domaine d'activité. L'esthétique du manège est en harmonie avec le lieu et les tarifs déjà pratiqués sont maintenus. Ce projet est viable sur le plan financier et contribue à l'animation du Parc Tastavin.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider l'attribution de la convention d'occupation du domaine public du manège d'enfants, place Cardinal Verdier au Parc Tastavin, à Monsieur Alain BOYER ;
- d'approuver les termes du projet de convention d'occupation ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

**Liste des annexes transmises en Préfecture :**

- Projet de convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-153839-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Commerces de proximité,  
artisanat et tourisme**

**Présents :**

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

**Revitalisation du cœur de ville - Aide à la requalification des devantures des  
locaux d'activités - Attribution de subventions**

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :

Selon l'article L.2121-29 du Code général des collectivités, la Ville de Montpellier attribue des subventions pour inciter les entreprises (commerce, artisanat ou autre) à requalifier la devanture de leurs locaux d'activités du cœur marchand. Les restaurations, réalisées dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, participent au renforcement de l'attractivité économique de Montpellier.

Pour rappel, ce dispositif initialement instauré par délibération en date du 29 mai 2012 (n°2012/284) a été modifié et conforté à l'issue des délibérations du 17 juin 2013 (n°2013/237), du 07 mai 2015 (n°2015/151), du 20 juillet 2017 (n°V2017/207) et du 12 juin 2019 (n°V2019-212).

De plus, face à un contexte économique difficile avec des activités commerciales interrompues pour cause de pandémie, la Ville de Montpellier a décidé de maintenir l'aide financière afin de conforter la dynamique de rénovation des devantures des locaux d'activité. Ainsi, par délibération en date du 30 juillet 2020 (n°V2020-052), la Ville a maintenu l'aide au taux de subvention de 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre (dans la limite des plafonds en vigueur), auxquels s'ajoute une éventuelle prime spécifique pour les travaux d'intérêt architectural (TIA) et/ou pour les travaux d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite (PMR).

Il convient de rappeler que le règlement permet l'attribution d'un acompte de 50 % de la subvention en cas de phasage des travaux ; le solde étant versé à la fin des travaux après vérification de leur conformité avec les autorisations délivrées.

Ainsi, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes :

**Enseigne « AUX COUPES DU MONDE », coiffeur**  
Gérant : M. Adwoa KUMI-DARDEL (SARL)  
2 place Alexandre Laissac

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés

*Subvention travaux = 6 000 €*

*Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000 €*

**Montant à verser : 3 500,00 €**

**Enseigne « MIDI FOOD », restauration rapide**  
Gérant : M. Hassan OMED (SARL)  
2 place Alexandre Laissac

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés

*Subvention travaux = 6 000 €*

*Subvention maîtrise d'œuvre = 900 €*

**Montant à verser : 3 450,00 €**

**Enseigne « CHEZ OUAM », restaurant**  
Gérant : M. Alexandre BECUWE (SARL LES 3 B)  
5 rue Alexandre Cabanel

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés

*Subvention travaux = 6 000 €*

**Montant à verser : 3 000,00 €**

**Enseigne « LA MIE CALINE », restauration à emporter**  
Gérant : M. Ludovic HURIEZ (SARL ARDEPIC)  
5 boulevard de l'Observatoire

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés

*Subvention travaux = 6 000 €*

*Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000 €*

**Montant à verser : 3 500,00 €**

**Enseigne « BLACKKEYS », restaurant**  
Gérant : M. Jérémy HARDY (SAS H&R)  
17 rue Saint Firmin

Solde pour travaux totalement réalisés

*Subvention travaux = 5 076,73 €*

*Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000 €*

**Solde à verser : 3 067,36 €**

**Enseigne « ALLIANZ », cabinet d'assurance**  
Gérante : Mme Céline LEAUTE  
3 rue Beau Séjour

Solde pour travaux totalement réalisés  
*Subvention travaux = 3 867 €*

**Solde à verser : 1 934,00 €**

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le paiement de ces subventions pour un montant total de 18 451,36 € correspondant à la requalification des devantures des locaux commerciaux listés ci-dessus ;
- d'imputer la dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget 2021 de la Ville de Montpellier, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Illustration

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-154154-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Patrimoine historique**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

**Requalification de l'axe historique Arceaux - Peyrou - Foch - Place des Martyrs  
de la Résistance - Place royale du Peyrou - Restauration des portails d'entrée Est  
et Ouest et de la balustrade - Approbation**

Monsieur Boris BELLANGER, Adjoint au Maire, rapporte :

L'ensemble monumental du Peyrou, propriété de la Ville, est classé au titre des monuments historiques depuis le 18 août 1954. Ce lieu emblématique, érigé au cours des XVII<sup>ème</sup> et XVIII<sup>ème</sup> siècles, est connu pour sa promenade qui offre un panorama sur la Ville et ses alentours, ses allées basses et murs de soutènement, son temple des eaux et l'aqueduc qui l'alimentait, les grilles d'entrée, les corps de garde, le pont Vialleton et l'arc de triomphe, porte ouverte sur la ville.

Au vu des dégradations importantes visibles sur l'ensemble des architectures composant la promenade du Peyrou, des travaux sont réalisés depuis 2003 dans le cadre d'un programme pluriannuel afin de procéder à leur restauration.

A la suite d'un accident de la circulation, le portail d'entrée Est, faisant face à l'arc de triomphe, a été très fortement endommagé. Le portail d'entrée Ouest, ouvrant le Peyrou sur la rue Hilaire Ricard et le quartier des Arceaux est également dans un état de dégradation avancé. La balustrade périphérique de la place haute est également dégradée et il est régulièrement constaté la chute de morceaux de pierre, représentant un danger pour les usagers des promenades. Il est donc proposé d'engager une nouvelle tranche de travaux afin de permettre la réparation et la restauration de ces ouvrages.

Le coût de l'opération est estimé à 500 000 € TTC.

Des subventions seront notamment demandées à l'Etat et à la Région aux meilleurs taux possibles ainsi qu'à tout autre organisme susceptible d'apporter une aide financière.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le programme de restauration ;
- de dire que les dépenses sont prévues sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 905 ;
- de solliciter toutes les subventions aux meilleurs taux possibles ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-154493-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **RESSOURCES**

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances**

**Présents :**

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

**Vote en autorisations de programme et crédits de paiement - Créations, révisions  
et clôtures - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre d'une stratégie pluriannuelle, la Ville de Montpellier mobilise sa capacité financière en faveur de l'investissement et de la relance au service des Montpelliérains. Ainsi, conformément à l'article L. 2311-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la Ville de Montpellier a mis en place une gestion par Autorisations de Programme (AP) et Crédits de Paiement (CP).

Les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil municipal par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Le montant des Autorisations de Programme s'élevait au 1<sup>er</sup> janvier 2021 à 487 564 061 €.

**I. Création de nouvelles autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Primitif 2021 : en euro TTC**

N°	PROGRAMME	AP AU BP 2021
V21NPRM01	NPRU MOSSON PARTICIPATION EQUIPEMENTS DE PROXIMITE	28 239 480
V21NPRC01	NPRU CEVENNES PARTICIPATION EQUIP PUBLIC	16 86 0000
V21VEHI01	FLOTTE DE VEHICULES DECARBONNES	5 835 000
V21BOUI01	AMENAGEMENT DU SECTEUR DES BOUISSES	5 550 000
V21ARCE01	RESTAURATON DE L'AQUEDUC DES ARCEAUX	5 370 000
V21COLM01	ABORDS COLLEGE PARC MARIANNE	3 720 000
V21VEGE01	VEGETALISATION DE LA VILLE - DONT 50 000 ARBRES	2 000 000
V21DPBI02	ACQUEDUC ST CLEMENT - CONSERVATION OUVRAGE D'ART - TRAME VERTE ET BLEUE - RESEAU VERT	1 680 000
V21DPBI03	AGRIPARC MAS NOUGUIER AMENAGEMENT CREATION JARDINS FAMILIAUX	1 370 000
V21DECO01	DEVANTURES COMMERCIALES	1 330 000
V21VEST01	CONSTRUCTION VESTIAIRES ET LOCAUX GIAMBRONE ET PAUL VALERY	1 300 000
V21DPBI01	SQUARE PLANCHON DIAGNOSTIC PATRIMONIAL ET REHABILITATION DU PARC	1 080 000
	<b>Somme :</b>	<b>74 334 480</b>



## II. Révision des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Primitif 2021 : en euro TTC

Les AP suivantes font l'objet d'une actualisation d'intitulé :

- 2013I31 devient « EMBELLISSEMENT / PATRIMOINE : ABORDS DU PEYROU »
- 2014P02 devient « RENOVATION ECOLE MALRAUX »
- 2015P09 devient « CONSTRUCTION GS OVALIE 2 »
- 2015P20 devient « CONSTRUCTION GS BENOITE GROULT »
- 2016I02 devient « RENOVATION ECOLE PAPE CARPANTIER »
- 2017I02 devient « AUTOMATISATION ACCES EQUIPEMENTS SPORTIFS »
- 2017P02 devient « CONSTRUCTION GS JOAN MIRO »
- 2017P06 devient « EMBELLISSEMENT / REQUALIFICATION : ESTHETIQUE VISUELLE »
- 2017P14 devient « CONSTRUCTION GS ZAC RESTANQUE »
- 2018P02 devient « CONSTRUCTION GS PIERRE VIVES »
- 2018P03 devient « CONSTRUCTION GS COTEAU »
- 2018P05 devient « REEQUILIBRAGE DE LA VILLE : ZAC RESTANQUE »
- 2018P08 devient « CONSTRUCTION ECOLE CONSERVATOIRE »
- 2018P09 devient « RENOVATION GS AMSTRONG / BON »
- 2018P10 devient « RENOVATION GS CONDORCET »
- V19PATR01 devient « EMBELLISSEMENT / PATRIMOINE : VALORISATION ET CANDIDATURE UNESCO »
- V19EGSH01 devient « RENOVATION GS HEIDELBERG ET LOUISVILLE ».

Il est proposé de réviser les Autorisations de Programme suivantes :

N°	PROGRAMME	AP GLOBALE 2020	VARIATION AP AU BP 2021	AP GLOBALE PROPOSEE AU BP 2021
2013I27	ACTION FONCIERE	30 185 600	2 850 000	33 035 600
2013I32	REHABILITATION CUISINE CENTRALE	2 000 000	2 801 718	4 801 718
2013P22	CONCESSION AMENAGEMENT GRAND CŒUR – SERM	5 321 335	432 131	5 753 466
2013P22	CONCESSION AMENAGEMENT GRAND CŒUR – SA3M	7 514 000	1 242 200	8 756 200
2014I05	EXTENSION VIDEO PROTECTION	3 100 568	199 623	3 300 191
2018P08	CONSTRUCTION ECOLE CONSERVATOIRE	8 600 000	2 400 000	11 000 000
2018P09	RENOVATION GS AMSTRONG / BON	2 250 000	1 250 000	3 500 000
Somme :		58 971 503	11 175 672	70 147 175

Les AP inchangées (détaillées en annexe) sont les suivantes :

N°	PROGRAMME	AP GLOBALE 2021
2013I04	RENOVATION SALLE LOUIS FEUILLADE	1 744 000
2013I05	MISE EN CONFORMITE ACCESSIBILITE	35 000 000
2013I19	ZOO DU LUNARET	30 000 000
2013I22	PRU CEVENNES	19 814 011
2013I28	RAVALEMENT SUBVENTIONS	755 000
2013I31	EMBELLISSEMENT / PATRIMOINE : ABORDS DU PEYROU	2 020 000
2013P04	ACQUISITION ET TRAVAUX ARCHIVES	12 300 000
2013P12	AVENUE RAYMOND DUGRAND ZAC PARC MARIANNE	12 923 718
2013P13	ZAC NOUVEAU ST ROCH	12 360 731
2013P16	EAI	43 020 000
2013P17	GARE ST ROCH	5 571 768
2014P03	LOGICIEL SIRH ACQUISITION ET MISE EN PLACE	800 000
2015P09	CONSTRUCTION GS OVALIE 2	12 052 000
2015P11	MULTIFONCTIONS RENOUVELL	1 415 000
2015P19	PEYROU REFECTION SOLS	2 550 000
2015P20	CONSTRUCTION GS BENOITE GROULT	12 800 000
2015P23	LOCAUX POLICE MUNICIPALE	6 180 000
2016I01	SECURISATION CARRE SAINTE ANNE	1 930 000
2016I02	RENOVATION ECOLE PAPE CARPANTIER	4 850 000
2016I04	TRAVAUX HOTEL FRENCH TECH	1 529 989
2016P02	ANRU 2	1 095 000
2016P04	DEVANTURES COMMERCIALES	700 000
2016P05	AMENAGEMENT SPORT LAC DES GARRIGUES	800 000
2016P06	CRECHE EAI	3 500 000
2018P07	RIVE GAUCHE EQUIPEMENTS PUBLICS	7 200 000
2016P08	BD NINA SIMONE PHASE 2	8 840 000
2016P09	INTERFACE HABITAT 3M SERM	1 567 190
2016P10	INTERFACE HABITAT 3M SA3M	1 180 000
2017I02	AUTOMATISATION ACCES EQUIPEMENTS SPORTIFS	500 000
2017I03	BASCHY / VARENNES	985 300
2017I06	MISE EN SURETE DES ETABLISSEMENTS D'ACCUEIL DES JEUNES ENFANTS	1 000 000
2017I07	MISE EN SURETE DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES	5 000 000
2017I09	SERRE AMAZONIENNE	3 200 000
2017P02	CONSTRUCTION GS JOAN MIRO	11 865 000
2017P04	EXTENSION GAROSUD	5 060 000
2017P06	EMBELLISSEMENT / REQUALIFICATION : ESTHETIQUE VISUELLE	7 046 658
2017P12	AMENAGEMENT PLACE LAISSAC	1 805 000
2017P14	CONSTRUCTION GS ZAC RESTANQUE	14 380 000
2018I01	RENOVATION DOMAINE DE MERIC	4 116 000
2018I02	SKATE PARK DE GRAMMONT	5 000 700
2018I03	COMPLEXE TENNIS GRAMMONT	1 410 000
2018I04	RENOVATION PDS COUBERTIN	5 150 000
2018I05	JARDIN DE LA REINE	1 100 000

2018P02	CONSTRUCTION GROUPE SCOLAIRE PIERRESVIVES	15 000 000
2018P03	CONSTRUCTION GROUPE SCOLAIRE COTEAU	15 000 000
2018P05	REEQUILIBRAGE DE LA VILLE : ZAC RESTANQUE	13 400 000
2018P10	RENOVATION GS CONDORCET	300 000
V19PATR01	EMBELLISSEMENT / PATRIMOINE : VALORISATION ET CANDIDATURE UNESCO	5 330 000
V19EGSH01	RENOVATION GS HEIDELBERG ET LOUISVILLE	12 000 000
V19TERS01	REHABILITATION DES TERRAINS SYNTHETIQUES DANS LES QUARTIERS GIAMBRONE FAYARD GRAMMONT ASTRUC ET MALLA	2 200 000
V20PNEC01	PLAN NUMERIQUE DANS LES ECOLES	4 280 000
V20CTBS01	CONFORT THERMIQUE ET VEGETALISATION DES ECOLES	2 550 000
V20ROSA01	TRAVAUX MAISON POUR TOUS ROSA PARKS	1 600 000
V20BEAU01	REEQUILIBRAGE DE LA VILLE - ZAC BEAUSOLEIL	1 600 000
	<b>Somme :</b>	<b>384 677 065</b>

**III. Clôture des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Primitif 2021 : en euro TTC**

Il convient de clôturer les AP suivantes :

- 2013P03 « Gestion électronique des archives » pour un montant de 500 000 € (45 351 € réalisés).
- 2013I30 « PRU Centre » pour un montant de 525 880 € (469 880 € réalisés).
- 2014P02 « Rénovation école Malraux » pour un montant de 10 630 000 € (10 302 006 € réalisés).
- 2015P22 « Opération Laissac concédant » pour un montant de 3 050 200 € (3 050 200 € réalisés).
- 2016I03 « Travaux de rénovation du polygone » pour un montant de 1 460 733 € ( 1 460 731 € réalisés).
- 2016P04 « Devantures commerciales ancien programme » pour un montant de 700 000 € (509 752,82 € réalisés).
- 2017I05 « Extension crèche Thérèse Sentis » pour un montant de 1 644 680 € (1 526 517 € réalisés).
- 2017P13 « Construction Halle Laissac » pour un montant de 7 571 000 € (7 336 760 € réalisés).
- 2018P06 « Consuls de mer 4 NGC » pour un montant de 1 663 000 € (1 663 000 € réalisés),
- 2018P11 « Jardin des héros » pour un montant de 1 170 000 € (0 € réalisés).
- V19FUC01 « Fonds d'urgence climatique » pour un montant de 15 000 000 € (0 € réalisé).

Le montant total des Autorisations de programme votées s'élèverait en conséquence à 529 158 720 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la création, la révision et la clôture des autorisations de programme mentionnées ci-dessus ;
- de retenir comme échéancier des crédits de paiement les tableaux joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 12 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- ANNEXE APCP BP 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-154639-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du lundi 8 février 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Finances

#### Présents :

Tasime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

#### Absents :

## Budget Primitif 2021 - Adoption

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Lors de la séance du Conseil municipal du 14 décembre 2020, s'est tenu le débat d'orientation budgétaire, conformément aux dispositions combinées des articles L.2312-1 et L.5211-36 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et aux nouvelles dispositions de la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015. Dès lors, Monsieur le Maire soumet au Conseil le projet du Budget Primitif de la Ville de Montpellier pour l'exercice 2021.

Dans un contexte de crise sans précédent, ce budget, conformément au débat d'orientation budgétaire, tout en assurant la stabilité fiscale des ménages et en préservant la capacité de désendettement de la collectivité, traduit un effort d'investissement exceptionnel, en rupture avec les précédents exercices et à la hauteur des exigences de relance et du nouveau souffle de la politique municipale souhaité par les électeurs montpelliérains en juin 2020. Ce budget se présente de la façon suivante :

- Section de fonctionnement :	366 724 001,00 euros
- Section d'investissement :	200 352 353,04 euros
Total	567 076 354,04 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	73 439 360,00		73 439 360,00
931	Sécurité et salubrité publiques	14 073 078,00		14 073 078,00
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	76 638 359,00		76 638 359,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	39 423 827,00		39 423 827,00
934	Santé et action sociale	45 389 246,00		45 389 246,00
935	Aménagement des territoires et habitat	18 918 050,00		18 918 050,00
936	Action économique	7 315 866,00		7 315 866,00
937	Environnement	1 812 450,00		1 812 450,00
938	Transports	4 492 705,00		4 492 705,00
940	Impositions directes	35 465 000,00		35 465 000,00
943	Opérations financières	4 878 000,00		4 878 000,00
944	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	309 000,00		309 000,00
946	Transferts entre les sections		25 448 500,00	25 448 500,00
953	Virement à la section d'investissement		19 120 560,00	19 120 560,00
<b>Total</b>		<b>322 154 941,00</b>	<b>44 569 060,00</b>	<b>366 724 001,00</b>

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	12 046 049,00		12 046 049,00
931	Sécurité et salubrité publiques	144 640,00		144 640,00
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	1 188 000,00		1 188 000,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	3 911 459,00		3 911 459,00
934	Santé et action sociale	15 039 188,00		15 039 188,00
935	Aménagement des territoires et habitat	4 158 099,00		4 158 099,00
936	Action économique	2 446 193,00		2 446 193,00
938	Transports	4 201 200,00		4 201 200,00
940	Impositions directes	215 700 000,00		215 700 000,00
941	Autres impôts et taxes	18 466 000,00		18 466 000,00
942	Dotations et participation	74 676 373,00		74 676 373,00
946	Transferts entre les sections		14 746 800,00	14 746 800,00
<b>Total</b>		<b>351 977 201,00</b>	<b>14 746 800,00</b>	<b>366 724 001,00</b>

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	13 755 896,46		13 755 896,46
901	Sécurité et salubrité publiques	2 478 000,00		2 478 000,00
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	36 878 737,16		36 878 737,16
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	16 865 023,00		16 865 023,00
904	Santé et action sociale	2 942 641,42		2 942 641,42
905	Aménagement des territoires et habitat	54 104 095,00		54 104 095,00
906	Action économique	738 000,00		738 000,00
907	Environnement	20 000,00		20 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	52 323 160,00		52 323 160,00
925	Opérations patrimoniales		5 500 000,00	5 500 000,00
926	Transferts entre sections		14 746 800,00	14 746 800,00
<b>Total</b>		<b>180 105 553,04</b>	<b>20 246 800,00</b>	<b>200 352 353,04</b>

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	885 000,00		885 000,00
901	Sécurité et salubrité publiques	50 000,00		50 000,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	456 500,00		456 500,00
904	Santé et action sociale	499 000,00		499 000,00
905	Aménagement des territoires et habitat	2 193 033,00		2 193 033,00
921	Taxes non affectées	2 000,00		2 000,00
922	Dotations et participations <i>dont 1068</i>	5 000 000,00		5 000 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	140 242 760,04		140 242 760,04
954	Produits des cessions d'immobilisations	955 000,00		955 000,00
925	Opérations patrimoniales		5 500 000,00	5 500 000,00
926	Transferts entre sections		25 448 500,00	25 448 500,00
951	Virement de la section de fonctionnement		19 120 560,00	19 120 560,00
<b>Total</b>		<b>150 283 293,04</b>	<b>50 069 060,00</b>	<b>200 352 353,04</b>

Conformément à l'article L.2313-1 CGCT, une présentation brève et synthétique retraçant les informations essentielles est présente en annexe du rapport de présentation du budget.

Par ailleurs, en matière d'amortissement, l'article R.2321-1 du CGCT prévoit que la Ville de Montpellier peut procéder à la neutralisation budgétaire d'une part de la dotation aux amortissements des bâtiments publics, déduction faite du montant de la reprise annuelle des subventions d'équipement reçues pour le

financement de ces équipements, et d'autre part de la dotation aux amortissements des subventions d'équipement versées, par une dépense de la section d'investissement et une recette de la section de fonctionnement. Ce dispositif spécifique vise à neutraliser budgétairement la charge d'amortissement des bâtiments publics et des subventions d'équipement versées. Ainsi, afin de garantir le libre choix de son niveau d'épargne, lors du vote du budget, le Conseil décide d'y recourir ou pas.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le budget primitif 2021 par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M57 ;
- de prendre acte de la présence de la présentation brève et synthétique telle que prévue à l'article L.2313-1 du Code général des collectivités territoriales en annexe du rapport de présentation du budget primitif 2021 ;
- d'autoriser le principe du recours à la neutralisation budgétaire des dotations aux amortissements des bâtiments publics, des subventions d'équipement versées ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-154531-BF-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du lundi 8 février 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ressources humaines et dialogue social

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

#### Absents :

Bernard TRAVIER.

## Continuité du service public - Modalités d'exercice du droit de grève à la Ville de Montpellier - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La grève a été définie par les jurisprudences constitutionnelles, administratives, et sociales comme la cessation collective et concertée du travail en vue d'appuyer des revendications professionnelles.

Le droit de grève a été reconnu à l'alinéa 7 du Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, qui dispose que « *le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent* », auquel se réfère le Préambule de la Constitution du 4 octobre 1958. Il a été érigé par le Conseil constitutionnel en principe à valeur constitutionnelle dans une décision du 25 juillet 1979.

Concernant la Fonction Publique, l'article 10 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires précise que « *Les fonctionnaires exercent le droit de grève dans le cadre des lois qui le réglementent* ». A ce titre, ils sont notamment soumis aux dispositions des articles L2512-1 et suivants du Code du Travail, de même que les contractuels de droit public.

L'article 56 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a complété la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale par un article l'article 7-2. Ce dernier prévoit qu'il est nécessaire que l'interruption de certains services publics, en cas de grève des agents participant directement à leur exécution, ne contrevienne pas au respect de l'ordre public, notamment à la salubrité publique ou aux besoins essentiels des usagers.

Les services publics concernés sont les suivants :

1. Restauration collective et scolaire ;
2. Accueil périscolaire ;
3. Accueil des enfants de moins de trois ans ;
4. Collecte et de traitement des déchets des ménages ;
5. Transport public de personnes ;
6. Aide aux personnes âgées et handicapées.

Une négociation a été engagée avec les organisations syndicales afin de définir et de partager les conditions permettant d'assurer la continuité de service public pour les missions relevant de l'accueil périscolaire, de l'accueil des enfants de moins de trois ans et de restauration collective et scolaire.

Des réunions d'échange et de négociation ont été organisées avec les organisations syndicales de la Ville de Montpellier :

- 3 réunions globales sur le dispositif
- 7 réunions de travail spécifiques avec les 3 directions concernées

L'ensemble de ces dispositions, déclinées dans un projet de protocole d'accord ont été proposées ensuite aux organisations syndicales aux comités techniques du 28 janvier 2021 et du 05 février 2021.

Des modalités organisationnelles et de fonctionnement ont été élaborées par les services concernés et discutées avec les partenaires sociaux. Ces dispositions, précisées dans un protocole de mise en œuvre, ont vocation à garantir la continuité du service public, en conformité avec les dispositions de l'article 56 de la n° 2019-828 du 6 août 2019, et précisent notamment :

- Les fonctions et le nombre d'agents indispensables pour assurer ces prestations minimales ;
- Les conditions dans lesquelles, en cas de perturbation prévisible de ces services, l'organisation du travail est adaptée et les agents présents au sein du service sont affectés.

Enfin, la mise en œuvre d'une continuité de service implique pour les services concernés des modifications suivantes dans l'exercice même du droit de grève :

- Si l'exercice du droit de grève en cours de service peut entraîner un risque de désordre manifeste dans l'exécution du service, l'autorité territoriale peut imposer aux agents déclarés grévistes d'exercer leur droit dès leur prise de service et jusqu'à son terme ;
- Un délai de prévenance individuel de 48 h est instauré. Ainsi, lorsqu'un préavis de grève a été déposé, les agents des services doivent informer individuellement, au plus tard 48 heures avant l'autorité territoriale de leur intention de participer à la grève. Ce délai de 48 heures doit comprendre au moins un jour ouvré. Cette information ne peut être utilisée que pour l'organisation du service durant la grève et est couverte par le secret professionnel ;
- Les agents qui ont indiqué leur intention de participer à la grève et qui renoncent à y prendre part doivent en informer l'autorité territoriale au plus tard 24 heures avant l'heure prévue de leur participation. Les grévistes qui décident de reprendre leur service devront également informer l'autorité territoriale 24 heures avant l'heure de leur reprise. Cette obligation n'est pas requise lorsque la grève n'a pas eu lieu ou lorsque la reprise de service est consécutive à la fin de la grève ;
- La méconnaissance des obligations susvisées peut entraîner une sanction disciplinaire.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les dispositions déclinées dans le protocole et notamment les dispositions relatives à l'encadrement du droit de grève au sein de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

*A la suite de l'examen de cette affaire, il est demandé de procéder à un vote par appel nominal.*

*Monsieur le Maire met au vote cette proposition de vote par appel nominal.*

*Pour : 64 voix*

*A l'issue d'un vote électronique, la procédure de vote par appel nominal est adoptée à l'unanimité.*

À l'issue d'un vote par appel nominal, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 16 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 12 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 12 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe protocole Ville de Montpellier.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-150749-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 12/02/21  
Réception en Préfecture : 12/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines et  
dialogue social**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Nadia AKIL, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

Clothilde OLLIER.

**Fixation du montant horaire de la vacation de vaccination des infirmiers -  
Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le Service Communal Hygiène et Santé assure une activité de vaccination gratuite auprès de la population montpelliéraine.

Cette activité est mise en œuvre par le médecin responsable du pôle Santé Publique, mais nécessite afin d'assurer la continuité du service public de pouvoir recourir par ailleurs à un ou des médecins généralistes vacataires, ou des infirmiers pour effectuer ces missions de vaccinations.

Par délibération du 26 juillet 2010, le montant horaire de la vacation pour les médecins a été fixé à hauteur des émoluments versés par le Conseil Général de l'Hérault pour des missions similaires à savoir par référence au traitement mensuel indiciaire et à l'indemnité de résidence afférents au 3<sup>ème</sup> chevron de la Hors échelle B, et correspondant au 5<sup>ème</sup> échelon du grade de médecin territorial hors classe. Il convient d'une part de revoir le montant horaire de la vacation pour les médecins et de fixer un montant horaire pour les infirmiers. La création de vacation pour les infirmiers en plus de médecins a fait l'objet d'un avis favorable du Comité Technique en date du 28 janvier 2021.

Il convient donc à présent de définir un montant horaire de rémunération pour les vacations pour les activités de vaccination gratuite à 40 € brut de l'heure pour les médecins et à 20 € brut de l'heure pour les infirmiers.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'abroger la délibération n° 2010-384 du 26 juillet 2010 fixant le montant horaire de vacations de médecins ;
- d'adopter les modalités de calcul du montant horaire des vacations de médecins et d'infirmier telles que décrites ci-dessus ;
- de dire que les dépenses sont inscrites au budget de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-154331-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines et  
dialogue social**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Nadia AKIL, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

Stéphanie JANNIN, Clothilde OLLIER.

**Modification des modalités de mise en œuvre de l'astreinte de sécurité au sein du  
Service Communal d'Hygiène et de Santé - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La délibération n°V2019-061 du 6 février 2019 a fixé les modalités de mise en œuvre de l'astreinte de sécurité au sein du Service Communal d'Hygiène et de Santé de la Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique.

Au regard de la réalité opérationnelle et de la nécessité de faire évoluer le nombre de personnes pour assurer l'astreinte de sécurité au sein du Service Communal d'Hygiène et de Santé, à la suite de l'avis du Comité Technique du 28 janvier 2021, il est proposé la mise à jour suivante de la liste des bénéficiaires :

- L'ensemble des agents de l'unité Habitat, Santé Environnement (tous grades de la filière technique) ;
- Le responsable en charge de l'unité Habitat, Santé Environnement (ingénieur / technicien) ;
- Le responsable de l'unité « centre de vaccination » (infirmière) ;
- La responsable adjointe du service (attaché) ;
- La responsable du SCHS (ingénieur en chef) ;
- Le conseiller expert en santé publique (attaché, ingénieur, médecins de santé publique ou pharmacien).

Les périodes d'astreintes couvriront les événements pour lesquels ce personnel doit être mobilisable et se limiteront à la période nécessaire, en dehors des heures d'ouverture du service, pour gérer ces événements.

Les modalités d'indemnisation et de récupération seront conformes aux dispositions fixées par les délibérations précitées.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'adopter les modifications décrites ci-dessus apportées à la délibération n°V2019-061 du 6 février 2019 ;
- d'imputer ces dépenses sur les crédits ouverts à cet effet au budget de la Ville de Montpellier, tout chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-153860-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines et  
dialogue social**

**Présents :**

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Nadia AKIL, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

Stéphanie JANNIN, Clothilde OLLIER.

**Modalité de versement des allocations retour à l'emploi dans le cadre d'une  
création d'entreprise - Aide à la Reprise ou à la Création d'entreprise (ARCE) -  
Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Les employeurs publics, qui assurent eux-mêmes leurs agents contre le risque de chômage, en supportent la charge financière et indemnisent les allocataires qui remplissent les conditions d'attribution.

L'article L.5424-1 du Code du travail impose aux employeurs publics de verser l'allocation d'assurance chômage dans les conditions de droit commun et selon les modalités d'application de Pôle Emploi.

Dans le cadre de création ou de reprise d'entreprise, le règlement d'assurance chômage prévoit deux types d'aide pour les demandeurs d'emploi, dépendant du secteur privé et dont l'indemnisation dépend de pôle emploi :

- le cumul total ou partiel de l'allocation chômage avec les revenus de l'activité professionnelle non salariée ;
- l'Aide à la Reprise ou à la Création d'entreprise (ARCE) correspondant au versement du montant des allocations chômage dont bénéficie l'allocataire sous forme de capital (*décret n°2019-797, article 35*).



S'agissant d'une aide, le juge administratif avait considéré que les employeurs publics ne pouvaient pas verser l'ARCE (*Conseil d'Etat, n°378893, 15 avril 2015*), considérant que la nature, les conditions d'octroi et les modalités se distinguent de l'allocation chômage, et que l'obligation des employeurs publics, relevant de la loi, se limitait au seul versement de l'allocation d'assurance chômage.

Afin de permettre le versement de cette aide par les employeurs publics et alors que la loi ne prévoit que le versement de l'allocation d'assurance chômage, le décret n°2020-741 du 16 juin 2020 relatif au régime particulier d'assurance chômage applicable à certains agents publics et salariés du secteur public, précise en son article 5, qu'en cas de reprise ou de création d'entreprise, l'allocation peut être servie, sur demande expresse de l'intéressé(e), dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'ARCE fixées par le Règlement d'assurance chômage.

Il s'agit donc, non plus d'une aide, mais d'une modalité de versement de l'allocation d'assurance chômage ouverte aux employeurs du secteur public.

A ce titre, s'agissant d'une possibilité de versement en capital, il appartient à l'employeur public de délibérer pour le versement de l'allocation d'assurance chômage dans les conditions de l'ARCE.

Il est proposé d'ouvrir la possibilité d'attribution de l'ARCE aux allocataires indemnisés par la collectivité dans les mêmes conditions et selon les modalités d'application définies par Pôle Emploi.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'adopter la mise en œuvre de la nouvelle modalité d'attribution de l'Aide à la Reprise ou à la Création d'entreprise (ARCE) pour les allocataires indemnisés par la collectivité ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de la Ville de Montpellier, tout chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-153861-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines et  
dialogue social**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Nadia AKIL, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

Stéphanie JANNIN, Clothilde OLLIER.

**Mise à disposition deux agents de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier  
Méditerranée Métropole - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier met à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole deux agents relevant du cadre d'emplois des agents territoriaux spécialisé des écoles maternelles d'une part et du cadre d'emplois des conseillers des activités physiques et sportives d'autre part.

Un agent relevant du cadre d'emplois des agents territoriaux spécialisé des écoles maternelles est mis à disposition du pôle Ressources Humaines et Relations Sociales de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 pour une durée de 6 mois. Il exerce les fonctions de Gestionnaire administratif.

Un autre agent relevant du cadre d'emplois des conseillers territoriaux est mis à disposition de la Direction des sports de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1<sup>er</sup> mars 2021 pour une durée de 1 an et à raison de 20 %. Il exerce une mission pour la mise en place de projet et de partenariat avec les associations sportives sur le territoire métropolitain.

Conformément à l'article 2 du décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, ces mises à disposition s'effectueront à titre onéreux. Montpellier Méditerranée Métropole remboursera à la Ville de Montpellier la rémunération des agents mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes selon les modalités prévues par la convention de mise à disposition.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la mise à disposition de ces deux agents de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention de mise à disposition d'un agent de catégorie C au Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales de Montpellier Méditerranée Métropole
- Projet de convention de mise à disposition d'un agent de catégorie A à la Direction des Sports de Montpellier Méditerranée Métropole

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-154001-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines et  
dialogue social**

**Présents :**

Tasnim AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Nadia AKIL, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Mann REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE.

**Absents :**

Stéphanie JANNIN, Clothilde OLLIER.

**Mise à disposition deux agents de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de  
la Ville de Montpellier - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition de la Ville de Montpellier deux agents de catégorie A.

Un agent relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux est mis à disposition de la Direction des Systèmes d'Information de la Ville de Montpellier à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2020 pour une durée d'un an. Il exerce les fonctions de chef de projet informatique et a pour missions de recueillir et d'analyser les demandes des services, mettre en œuvre des solutions informatiques adaptées et d'en assurer le suivi. Il participera également à des projets transversaux au sein de sa collectivité d'accueil.

Un autre agent relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux est mis à disposition de la Direction de la Sécurité et Tranquillité Publique de la Ville de Montpellier à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 pour une durée de 6 mois. Il exerce les fonctions de coordinateur de la réserve citoyenne. Il a pour mission d'assurer le pilotage du projet de réserve communale de sécurité civile, nommé « réserve citoyenne » et coordonner son fonctionnement, de participer à la gestion opérationnelle d'un événement de sécurité civile ou d'un grand rassemblement ainsi qu'à l'organisation du service, renforcée en l'absence du Responsable.

Conformément à l'article 2 du décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, ces mises à disposition s'effectueront à titre onéreux. La Ville de Montpellier remboursera à Montpellier Méditerranée Métropole la rémunération des agents mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la mise à disposition de ces agents de catégorie A de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser le prélèvement de la dépense correspondante sur le budget de la Ville, chapitre budgétaire 930 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention de mise à disposition d'un chargé de projet informatique à la Direction des Systèmes d'information de la Ville de Montpellier
- Projet de convention de mise à disposition d'un coordonnateur de la réserve citoyenne auprès de la Direction de la Sécurité et Tranquillité de la Ville de Montpellier

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-153992-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines et  
dialogue social**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Nadia AKIL, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE.

**Absents :**

Stéphanie JANNIN.

**Détermination du taux de promotion d'avancement à l'échelon spécial ou de  
classe exceptionnelle sur certains grades - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

L'article 78-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant statut de la fonction publique territoriale, prévoit les dispositions pour l'avancement à l'échelon spécial :

*« Lorsque le statut particulier le prévoit, l'échelon sommital d'un ou de plusieurs grades du cadre d'emplois peut être un échelon spécial. Cet échelon peut être contingenté en application du deuxième alinéa de l'article 49 ou selon les modalités prévues par le statut particulier. Dans le cas prévu au deuxième alinéa du présent article, par dérogation à l'article 78, l'accès à l'échelon spécial s'effectue selon les modalités prévues par les statuts particuliers, par voie d'inscription à un tableau annuel d'avancement établi par appréciation de la valeur professionnelle et des acquis de l'expérience professionnelle des agents. »*

L'avancement à l'échelon spécial revêt les caractéristiques d'un avancement de grade. Ainsi, il convient de définir, comme pour les avancements de grade, un taux de promotion par rapport aux fonctionnaires remplissant les conditions pour l'accès à l'échelon spécial, en application de l'article 49 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 susvisée.

Ce taux de promotion s'applique pour l'avancement à l'échelon spécial prévu par le statut particulier pour les grades suivants :

- Administrateur général (article 13, décret n°87-1097 du 30/12/1987)

- Attaché hors classe (article 22-1, décret n°87-1099 du 30/12/1987)
- Ingénieur général (échelon de classe exceptionnelle, article 18 décret n°2016-200 du 26/02/2016)
- Ingénieur hors classe (article 24, décret n°2016-201 du 26/02/2016)

Il appartient à l'assemblée délibérante de fixer le taux de promotion à l'échelon spécial ou de classe exceptionnelle.

Il est proposé, après avis du Comité Technique, de fixer un taux de promotion maximum de 100 % de l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions d'ancienneté pour avancer à l'échelon spécial ou de classe exceptionnelle. Ce ratio n'engage cependant pas l'autorité territoriale qui déterminera chaque année le nombre d'avancement en fonction du nombre de promouvables, de leur valeur professionnelle et des contraintes budgétaires.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de retenir un taux de promotion maximum de 100 % des fonctionnaires remplissant les conditions d'ancienneté pour l'avancement à l'échelon spécial ou de classe exceptionnelle de leur grade ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-153991-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines et  
dialogue social**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Nadia AKIL, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

Stéphanie JANNIN.

**Achat de titres-restaurant - Convention de groupement de commandes entre la  
Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de  
signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de leur politique salariale, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, font bénéficier leurs agents de titres-restaurant.

Le marché public pluriannuel des titres restaurants de la Ville de Montpellier arrive à terme au mois d'octobre 2021. Dans la perspective de son renouvellement et afin d'en faciliter la gestion, il est envisagé de se regrouper avec Montpellier Méditerranée Métropole et ainsi de mettre en place une convention constitutive de groupement de commandes pour l'achat de titres-restaurant pour le personnel municipal et métropolitain.

La convention a donc pour objet de créer, entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, un groupement de commandes régi par les dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la commande publique, au terme d'une procédure de consultation pour un marché de fournitures de titres-restaurant pour le compte des membres du groupement. La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, période de reconductions éventuelles comprises.



La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, et est donc à ce titre chargée de procéder à l'ensemble de la procédure de passation dans le respect des textes précités et de désigner l'attributaire de chaque marché. Chaque collectivité signataire du groupement sera en charge de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour des marchés relatifs à l'achat de titres-restaurant pour le personnel municipal et métropolitain ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention constitutive de groupement de commandes

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-153859-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines et  
dialogue social**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Nadia AKIL, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE.

**Absents :**

Stéphanie JANNIN, Clothilde OLLIER.

**Tableau des effectifs de la Ville de Montpellier - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

**I- Créations de postes issues du recensement des besoins**

Suite au recensement et à la validation des besoins de création de poste, il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs soixante et onze postes dont soixante-huit postes permanents et trois non permanents mentionnés ci-dessous.

**1. Créations de 7 postes qui relèvent de projets engagés et liés à la nouvelle mandature**

Il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs, quatre postes permanents et trois postes non permanents qui correspondent aux projets politiques engagés par la nouvelle mandature.

**a. Postes permanents**

**Filière administrative :**

Rédacteur : la création d'un poste à temps complet

Filière technique :

Adjoint technique : la création de deux postes à temps complet

Ingénieur : la création d'un poste à temps complet

b. Postes non permanents

Il est proposé de créer trois postes non permanents conformément au décret n°2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique pris en application de l'article 17 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique.

Il s'agit de trois postes de catégorie A de la filière technique (Ingénieur territorial), au sein de la Direction de l'Architecture et de l'Immobilier, afin de mener à bien le projet ou l'opération identifiée qui suit.

Pour deux des postes non permanents créés, il s'agit de contribuer à la mise en œuvre des six projets d'extension et de réhabilitation d'écoles ainsi qu'aux six projets de constructions d'unités de cuisines.

Pour le troisième poste créé, il s'agit de participer aux projets de rénovation du parc de bâtiments municipaux existants, notamment en mettant en œuvre la réalisation de travaux d'isolation importants dans le respect des objectifs fixés par la loi TECV (transition énergétique pour la croissance verte).

Le contrat prendra fin lors de la réalisation du projet ou de l'opération susmentionnée ou après un délai d'un an minimum si l'opération ne peut pas être réalisée. Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse lorsque le projet ou l'opération prévue ne sera pas achevée au terme de la durée initialement déterminée. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans.

L'agent assurera à temps complet les fonctions, pour les deux premiers postes, d'architecte ingénieur structure et, pour le troisième, de chargé du plan chaleur et fonds pour l'urgence climatique.

L'agent devra justifier d'un niveau d'étude supérieur dans le domaine de l'architecture.

Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire du cadre d'emplois concerné, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

**2. Créations de 26 postes financées ou qui génèrent des recettes**

Il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs, vingt-six postes permanents qui soit génèrent des recettes, soit permettent d'éviter des coûts supplémentaires soit sont sans surcoût pour la Collectivité.

Filière administrative :

Adjoint administratif : la création d'un poste à temps complet

Adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe : la création de trois postes à temps complet

Adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe : la création d'un poste à temps complet

Rédacteur : la création d'un poste à temps complet

Rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe : la création d'un poste à temps complet

Attaché : la création de trois postes à temps complet

Filière technique :

Adjoint technique : la création de deux postes à temps complet

Adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe : la création de trois postes à temps complet

Agent de maîtrise : la création de trois postes à temps complet

Technicien : la création de deux postes à temps complet

Ingénieur : la création d'un poste à temps complet

Filière animation :

Adjoint territorial d'animation : la création d'un poste à temps complet

Animateur : la création d'un poste à temps complet

Filière médico-sociale – Sous filière médico-sociale :

Auxiliaire de puériculture principal de 2ème classe : la création d'un poste à temps complet

Auxiliaire de puériculture principal de 1ère classe : la création d'un poste à temps complet

Filière police municipale :

Chef de service de police municipale : la création d'un poste à temps complet

**3. Création de 9 postes liées à l'ouverture d'un établissement**

Il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs, neuf postes permanents qui sont liés à l'ouverture d'un nouvel équipement communal.

Filière technique :

Adjoint technique : la création de quatre postes à temps complet

Filière animation :

Adjoint territorial d'animation : la création de deux postes à temps complet

Filière médico-sociale – Sous filière sociale :

ATSEM principal de 2ème classe : la création de trois postes à temps complet

**4. Créations de 29 postes permettant de doter ponctuellement les Directions de moyens supplémentaires**

Il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs, vingt-neuf postes permanents afin de compléter les équipes.

Filière administrative :

Adjoint administratif : la création de deux postes à temps complet

Filière technique :

Adjoint technique : la création de dix-huit postes à temps complet

Agent de maîtrise : la création d'un poste à temps complet

Technicien : la création de trois postes à temps complet

Ingénieur : la création de quatre postes à temps complet

Filière médico-sociale – Sous filière médico-sociale :

Masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes de classe normale : la création d'un poste à

temps complet

## **II. Créations et suppressions de postes issues du fonctionnement des services**

### **1. Créations de postes permanents**

#### **Filière administrative :**

Attaché : la création d'un poste à temps complet

Attaché hors classe : la création d'un poste à temps complet

#### **Filière Technique :**

Adjoint technique : la création d'un poste à temps complet

Adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe : la création de cinq postes à temps complet

Agent de maîtrise : la création de deux postes à temps complet

Agent de maîtrise principal : la création d'un poste à temps complet

Technicien : la création d'un poste à temps complet

Technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe : la création d'un poste à temps complet

Ingénieur principal : la création d'un poste à temps complet

#### **Filière culturelle – Secteur patrimoine et bibliothèque**

Adjoint du patrimoine principal de 2<sup>ème</sup> classe : la création d'un poste à temps complet

#### **Filière animation :**

Adjoint territorial d'animation principal de 2<sup>ème</sup> classe : la création d'un poste à temps complet

Animateur principal de 1<sup>ère</sup> classe : la création d'un poste à temps complet

#### **Filière médico-sociale – Sous filière médico-sociale :**

Auxiliaire de puériculture principal de 1<sup>ère</sup> classe : la création de deux postes à temps complet

### **2. Suppressions de postes permanents après avis du Comité Technique du 28 janvier 2021**

#### **Filière administrative :**

Adjoint administratif : la suppression de vingt-sept postes à temps complet

Adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe : la suppression de vingt-deux postes à temps complet

Adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe : la suppression de trois postes à temps complet

Rédacteur principal de 1<sup>ère</sup> classe : la suppression de deux postes à temps complet

Attaché : la suppression de quatre postes à temps complet

Attaché principal : la suppression d'un poste à temps complet

#### **Filière Technique :**

Adjoint technique : la suppression de cent vingt postes à temps complet

Adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe : la suppression de trente et un postes à temps complet

Adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe : la suppression de onze postes à temps complet

Agent de maîtrise : la suppression de vingt postes à temps complet  
Agent de maîtrise principal : la suppression de quatre postes à temps complet  
Technicien : la suppression de deux postes à temps complet  
Technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe : la suppression de quatre postes à temps complet  
Technicien principal de 1<sup>ère</sup> classe : la suppression de deux postes à temps complet  
Ingénieur : la suppression de trois postes à temps complet  
Ingénieur principal : la suppression de trois postes à temps complet

Filière culturelle :

Adjoint du patrimoine : la suppression de deux postes à temps complet

Filière animation :

Adjoint d'animation : la suppression de trente et un postes à temps complet  
Adjoint d'animation principal de 2<sup>ème</sup> classe : la suppression de trois postes à temps complet  
Animateur : la suppression de deux postes à temps complet  
Animateur principal de 2<sup>ème</sup> classe : la suppression de trois postes à temps complet

Filière médico-sociale – Sous filière sociale :

ATSEM principal de 2<sup>ème</sup> classe : la suppression de quarante-huit postes à temps complet  
ATSEM principal de 1<sup>ère</sup> classe : la suppression de trois postes à temps complet  
Educateur de jeunes enfants de 2<sup>nd</sup> classe : la suppression de trois postes à temps complet  
Educateur de jeunes enfants de 1<sup>ère</sup> classe : la suppression de quatre postes à temps complet

Filière médico-sociale – Sous filière médico-sociale :

Auxiliaire de puériculture principal de 2<sup>ème</sup> classe : la suppression de vingt-quatre postes à temps complet  
Auxiliaire de puériculture principal de 1<sup>ère</sup> classe : la suppression de deux postes à temps complet  
Puéricultrice de classe supérieure : la suppression d'un poste à temps complet  
Cadre de santé de 2<sup>ème</sup> classe : la suppression d'un poste à temps complet

Filière police municipale :

Gardien-brigadier de police municipale : la suppression de cinq postes à temps complet  
Brigadier de police municipale : la suppression de trois postes à temps complet  
Chef de service de police municipale : la suppression d'un poste à temps complet  
Chef de service de police municipale de 2<sup>ème</sup> classe : la suppression de trois postes à temps complet  
Chef de service de police municipale de 1<sup>ère</sup> classe : la suppression d'un poste à temps complet

Filière sportive :

Opérateur des APS qualifié : la suppression de deux postes à temps complet  
Educateur territorial des APS principal de 1<sup>ère</sup> classe : la suppression d'un poste à temps complet

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- de dire que les dépenses seront inscrites au budget de la Ville de Montpellier, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-152601-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Nadia AKIL, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

Stéphanie JANNIN.

**Archives Municipales - Aménagement des Archives de la Ville de Montpellier -  
Mandat Ville/SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice  
2019 - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération du 25 mars 2013, la Ville de Montpellier a fait l'acquisition de l'ancien bâtiment des Archives départementales de l'Hérault, situé avenue de Castelnau à Montpellier, pour y installer les Archives municipales.

Par délibération du 23 juillet 2015, la Ville de Montpellier a approuvé le projet de réhabilitation du bâtiment, son programme et son enveloppe financière prévisionnelle. Par la même délibération, la Ville a autorisé la signature d'une convention de mandat avec la SAAM, devenue SA3M, pour la réalisation des travaux d'aménagement correspondants, pour un montant de 4 131 842 € H.T. (hors rémunération du mandataire), soit 5 200 000 € TTC.

Par délibération du 20 octobre 2016, la Ville a approuvé l'avenant n°1 au mandat, avec pour objet le versement d'une avance complémentaire de 700 000 €, portant ainsi le montant total de l'avance à 800 000 €.

Par délibération du 26 janvier 2017, la Ville a approuvé l'avenant n°2 au mandat, avec pour objets l'autorisation de lancer une nouvelle procédure concurrentielle avec négociation de maîtrise d'œuvre, la prolongation de la durée prévisionnelle de la convention de mandat, la modification du programme, la modification du montant provisoire des dépenses à engager et la modification du montant de la rémunération du mandataire et de ses modalités de règlement.



Par délibération du 25 octobre 2018, la Ville a approuvé l'avenant n°3 au mandat, avec pour objet d'approuver le montant de l'enveloppe prévisionnelle des travaux à réaliser à 6 330 000 € H.T., de préciser la durée de la convention de mandat et de porter le montant de l'avance à verser au mandataire à 1 000 000 €, soit une augmentation de 200 000 €.

Par délibération du 21 novembre 2019, la Ville a approuvé l'avenant n°4 au mandat, maintenant le bilan prévisionnel à 10 000 000 € TTC et modifiant le calendrier de versement de l'avance dans l'attente de la reprise de l'opération, interrompue depuis 2016 par une occupation illicite.

Le bilan du présent CRAC 2019 est conforme au bilan approuvé dans le cadre du CRAC 2018. Il est arrêté à 9 999 K€ TTC.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 établi par la SA3M, mandataire de la Ville pour l'aménagement des Archives municipales ;
- d'approuver le bilan prévisionnel du mandat de l'opération précitée tel qu'établi par la SA3M au 31 décembre 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Crac 2019
- Bilan synthèse
- Bilan détaillé

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-154297-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances**

**Présents :**

Tasnine AKBARLY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Nadia AKIL, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

Stéphanie JANNIN.

**Concession Grand Cœur (SERM) - Compte Rendu Annuel à la Collectivité  
(CRAC) - Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de  
puissance publique - Exercice 2019 - Avenant n°19 au traité de concession  
d'aménagement - Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour dynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ».

Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003 (à la suite de la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement). Il s'agit d'une opération d'aménagement dont le programme porte sur le logement (production de logements publics et privés en requalification d'immeubles dégradés et en construction sur friches urbaines, conduite des opérations programmées d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain – OPAH RU), sur l'activité commerciale (remise sur le marché de locaux commerciaux requalifiés, prospection et installation d'enseignes dynamiques...), et sur des équipements publics.

De 2003 à 2018, le programme a évolué et la concession a été prolongée jusqu'en 2023, nécessitant de modifier la convention initiale par avenants.

En 2019, le périmètre de l'OPAH-RU « Courreau, Figuerolles Nord Ecusson » a été élargi à un

immeuble comprenant initialement 46 logements situé au 7 rue Boussairolles, à proximité de la Place de la Comédie, afin de conduire une opération de restructuration complète et de traitement de l'habitat indigne. Ainsi, depuis l'engagement de l'opération Grand Cœur, ce sont près de 700 logements qui ont été rénovés à travers les OPAH-RU conduites dans le quartier Centre de Montpellier. Il s'agira prochainement d'examiner de nouvelles potentialités de rénovation de l'habitat, à l'issue d'une étude pré opérationnelle, avec notamment la perspective éventuelle d'engager une nouvelle opération programmée d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain.

Dans le cadre des actions en faveur de la dynamisation de l'offre commerciale, la consolidation des circuits marchands existants s'est poursuivie en 2019 avec notamment le traitement dans sa globalité de la rue du Faubourg du Courreau, l'ouverture des Halles Laissac ou encore la poursuite du développement du boulevard du Jeu de Paume.

Le fait marquant de ce bilan résulte principalement des conséquences liées à la crise sanitaire due au COVID-19 et de la décision d'exonérer 3 mois de loyer pour les commerçants concernés générant ainsi un déficit de recette de 353 000 €.

Le total du bilan est ainsi ajusté à 124 675 000 € HT, et la participation de la Ville passe de 30 261 000 € HT à 30 725 000 € HT soit une augmentation de 464 000 €.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du Code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2019.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « Grand Cœur » qui a été établi au 31 décembre 2019, par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°19 au traité de concession d'aménagement ;
- de prendre acte du document identifiant les acquisitions, les cessions, les préemptions et les relogements effectués par la SERM entre le 1er janvier 2019 et le 31 décembre 2019 ;
- de prendre acte du rapport spécial établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Max LEVITA.

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 01415 BILAN DETAIL.pdf
- 01415\_CRAC\_2019\_VD.pdf
- 01415C BILAN DETAIL.pdf
- 01415C BILAN SYNTHESE.pdf
- 1415 Avenant 19\_VD.pdf
- 1415 Bilan acquisitions 2019 SERM.pdf
- 07415 BILAN DETAIL.pdf
- CESSIONS 2019-1415 - MONTPELLIER GD COEUR.pdf
- OP1415 SERM ANNEXE RELOGEMENT 2019.pdf
- Rapport spécial préfet 2019 MGC-SERM.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-152515-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances**

**Présents :**

Tasime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Nadia AKIL, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

Stéphanie JANNIN.

**Concession Nouveau Grand Cœur (SA3M) - Compte Rendu Annuel à la  
Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n° 9 au traité de concession  
d'aménagement - Avenant n° 3 à la convention d'avance de trésorerie -  
Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Depuis 2003, la Ville de Montpellier mène sur son centre-ville une intervention globale de renouvellement urbain. L'objectif générique de l'opération est l'amélioration du cadre de vie pour ceux qui y habitent et y travaillent, en agissant sur 3 volets : le logement, le commerce et les équipements publics.

L'ambition de cette action de renouvellement urbain sur le quartier Centre a conduit à créer une nouvelle concession fin 2013 (Nouveau Grand Cœur) par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013, notifiée à la SAAM début décembre 2013, devenue la SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole).

Pour mener à bien cette opération, la SA3M conduit les études, propose à la Ville des stratégies d'actions et met en place les outils d'aménagement nécessaires.

De 2013 à 2018, le programme a évolué et la concession a été prolongée jusqu'en 2027 par l'avenant n°5 délibéré le 3 novembre 2017.

Le plan de trésorerie prévisionnel ayant été réactualisé suite au prolongement de la durée de la concession d'aménagement, l'avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie entérine cette évolution. Ainsi sur une avance d'un montant total de 12 500 000 €, 12 000 000 € ont d'ores et déjà été remboursés fin 2018 et 500 000 € le seront en 2027.

**Pour l'opération « Renouvellement urbain » :** le bilan évolue pour les principales raisons suivantes :

- la prise en compte de l'opération sur l'îlot Père Fabre suite à l'arrêté de péril,
- l'intégration d'acquisitions supplémentaires en matière d'habitat indigne,
- l'exonération des 3 mois de loyer, charges et impôts fonciers accordée aux commerces pendant la période de confinement liée au COVID,
- le lissage des acquisitions / cessions sur les sites en reconversion jusqu'en 2025.

Ainsi, la participation de la Ville augmente à hauteur de 1 249 000 € pour s'établir à 5 763 000 €, auxquels s'ajoutent 1 800 000 € remboursés à la Ville par la Métropole.

**L'opération « François Delmas » :** en 2019, le projet de dossier de création de la ZAC a été soumis à la concertation du public du 18 mars au 19 avril après la tenue d'une réunion publique de présentation du projet le 15 février 2019. L'étude d'impact a par ailleurs été réceptionnée par la DREAL le 8 avril 2019. Par délibération en date du 12 juin 2019, la Ville a approuvé le bilan de la concertation permettant d'engager la participation du public par voie électronique. Globalement le projet n'a pas soulevé d'opposition particulière compte-tenu de l'intérêt à requalifier ce secteur de ville. Cependant, engagée dans une démarche de résilience et de respect de l'environnement de plus en plus exigeante, il a été décidé d'optimiser dès à présent les points de vigilances inscrits dans le bilan de la concertation tels que la préservation de la ripisylve du Lez, la valorisation des modes doux, les liens et complémentarités avec les quartiers adjacents. Pour les années 2020 et 2021, il est donc prévu les sommes nécessaires à un approfondissement des études et aux premières acquisitions foncières auprès de la Ville. Aussi, au 31 décembre 2019, le bilan de l'opération François Delmas s'équilibre en dépenses et en recettes à 15 036 000 € HT, soit en baisse de 289 000 € HT par rapport au bilan de l'année précédente. Fin 2019, 623 000 € HT ont été dépensés dont 103 000 € en 2019.

Ainsi, la participation de la Ville s'établit à hauteur de 400 000 €.

**L'opération « Consuls de Mer 1 - Phase 4 » :** cette opération prévoit 40 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher, affectés majoritairement à du logement accompagné de surfaces d'activités et de commerces.

Les acquisitions foncières ainsi que la participation de la Ville de 2 496 000 € restent inchangées par rapport au précédent CRAC.

**L'opération « Beausoleil » :** il s'agit d'un projet de reconversion de l'ancienne gendarmerie de Celleneuve sur un secteur de 3 hectares situé avenue de Lodève.

Cette opération prévoit environ 24 500 m<sup>2</sup> de surface de plancher comprenant environ 250 logements, des commerces et services de proximité, des bureaux et 14 500 m<sup>2</sup> de surface de plancher dédiés à l'extension de la clinique Beausoleil et à la réalisation d'un EHPAD par Languedoc Mutualité.

L'année 2019 a vu la poursuite des réflexions urbaines et paysagères, l'approfondissement des études techniques (VRD, hydraulique), la désignation du maître d'œuvre en charge de la conception et de l'exécution des travaux de la ZAC et celle des entreprises VRD. En avril, la Direction Régionale des Affaires Culturelles a conclu à l'absence de sensibilité archéologique sur le secteur. En mai, la Direction Départementale des Territoires et de la Mer a décidé de ne pas soumettre le projet de ZAC à une procédure Loi sur l'eau, renvoyant à la police du Maire la question de la gestion hydraulique. En juillet se sont achevés le désamiantage et la démolition complète des bâtiments de l'ancienne caserne de gendarmerie.

L'ensemble des études menées au cours de l'année 2019 ont permis d'aboutir à l'approbation du dossier de création de la ZAC et du programme des équipements publics par délibérations du Conseil municipal en date du 21 novembre 2019.

La construction par Languedoc Mutualité d'un bâtiment de consultations et de l'EHPAD les Violettes, sur des emprises cédées par la SA3M limitrophes de la ZAC Beausoleil, s'est poursuivie tout au long l'année 2019.

Le bilan de l'opération Beausoleil tel que présenté s'établit au 31 décembre 2019 à 12 730 000 € en dépenses et en recettes, dont 5 964 000 € réalisés en dépenses et 4 932 000 € réalisés en recettes.

Le bilan est augmenté de 230 000 € en dépenses et en recettes. La hausse des dépenses liée pour l'essentiel aux travaux VRD est compensée par un ajustement des recettes d'exploitation prévisionnelles du dispositif de Métropole connectée (plateforme de services numérique à destination du quartier).

En effet, lors du précédent CRAC, à la demande du concédant, la mise en place d'une plateforme de services numériques a été ajoutée aux missions confiées à l'aménageur, dans le but de créer un véritable « portail numérique de quartier ». Les conditions de réalisation de cette nouvelle mission ont été approfondies depuis et font l'objet d'une proposition d'avenant n°9 à la concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur. Elle vise à forfaitiser la rémunération de l'aménageur sur ce champ d'action à 200 000 € HT par an sur l'ensemble des concessions concernées pour la période 2020-2026, puis à l'impacter sur chaque opération. Ainsi, pour l'opération Beausoleil, le montant annuel de la rémunération sera de 2 770 € HT de 2020 à 2026. La participation d'équilibre de la Ville, qui s'élève à 1 600 000 €, est inchangée. Aucun versement n'est intervenu en 2019.

**L'opération « Carré Sainte-Anne » :** des désordres structurels ont conduit à la fermeture du site en novembre 2017. A l'issue d'une étude diagnostic, un programme de restauration, de mise en sécurité et de réaménagement du site en lieu culturel a été établi et notifié par l'avenant n°8 à la concession Nouveau Grand Cœur pour un montant de 2 494 000 € HT soit 2 993 000 € TTC. Une mission partielle a été confiée en 2019 à l'équipe maître d'œuvre afin de constituer le permis de construire pour les travaux de mise en sécurité de l'édifice et réaliser le dossier de consultation des entreprises jusqu'à la sélection des candidats.

Le total du bilan est ajusté à 82 740 000 € HT soit une augmentation de 2 029 000 € par rapport au précédent bilan.

La participation de la Ville passe de 14 826 000 € HT à 16 475 000 € soit 19 533 800 € TTC (la TVA ne s'appliquant que partiellement).

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « Nouveau Grand Cœur » qui a été établi au 31 décembre 2019, par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M ;
- de prendre acte du document identifiant les acquisitions, les cessions, les préemptions et les relogements effectués par la SA3M entre le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et le 31 décembre 2019 ;
- de prendre acte du rapport spécial établi par la SA3M sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant n°3 relatif à la convention d'avance de trésorerie et l'avenant n°9 relatif au traité de concession d'aménagement ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 01901 BILAN DETAIL.pdf
- 01904 BILAN DETAIL.pdf
- 01905 BILAN DETAIL.pdf
- 01905 SA3M Bilan acquisitions 2019.pdf
- 01905\_CC\_CRAC\_2019\_VD.pdf
- 01905C BILAN CONSO DETAIL.pdf
- 01905CC BILAN CONSO DETAIL.pdf
- 01905CC BILAN CONSO SYNTHESE.pdf
- 1905 Avenant 03 trésorerie\_VD.pdf
- 1905 Avenant 09\_VD.pdf
- 01906 BILAN DETAIL.pdf
- 01907 BILAN DETAIL.pdf
- 01908 BILAN DETAIL.pdf
- 01908C BILAN DETAIL.pdf



- 01909 BILAN DETAIL.pdf
- 07905 BILAN DETAIL.pdf
- OP01905 SA3M cession 2019.pdf
- OP01905 SAM Rapport spécial préfet 2019.pdf
- OP1905 SERM ANNEXE RELOGEMENT 2019.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-153393-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du lundi 8 février 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Finances

#### Présents :

Tasime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Nadia AKIL, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

#### Absents :

Stéphanie JANNIN.

## Hauts de la Croix d'Argent - Concession d'aménagement Ville / SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé d'entreprendre le réaménagement du secteur résidentiel des Hauts de la Croix d'Argent, situé entre l'avenue de Toulouse et l'avenue Villeneuve d'Angoulême.

Ce secteur de la Ville tend à évoluer :

- D'une part, au Nord de l'avenue de Toulouse, le projet d'aménagement de l'EAI prévoit le développement de logements, d'activités et de commerces et un programme d'équipements publics intégrant, en particulier, un grand parc de 23 ha ;
- D'autre part, au Sud de l'avenue de Toulouse un programme de démolition/reconstruction de logements de la résidence sociale d'Hérault Logement ne présentant plus les normes thermiques, de confort et de sécurité actuelles et la mutation de terrains à proximité, entraînent une évolution urbaine conséquente.

Dans ce contexte, la Ville a décidé de saisir l'opportunité de repenser l'organisation du secteur et a instauré un périmètre d'étude conformément au Code de l'urbanisme par délibération du Conseil municipal du 17 décembre 2015.

La Ville a souhaité accompagner Hérault Logement dans son projet ambitieux de restructuration de la résidence des Hauts de la Croix d'Argent en menant une opération d'ensemble permettant de désenclaver le site, de favoriser la mixité sociale et de mettre en valeur le paysage remarquable. Autour de ce cœur opérationnel, un périmètre plus large a été défini pour garantir la bonne intégration du futur projet et pour y

associer un certain nombre d'opérations privées sur des fonciers proches, qui bénéficieront également de l'évolution du secteur et des infrastructures qui seront réalisées à cette occasion.

Devant le constat d'une complexité de projet et en vue de définir les conditions et les modalités de réalisation de cette future opération, la Ville a lancé un programme d'études préalables confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre d'un mandat d'études signé le 30 novembre 2015. Ce mandat a permis de faire réaliser des études techniques et de désigner le cabinet d'architecte urbaniste « PASSAGERS DES VILLES » associé au paysagiste COLOCCO et au bureau d'études EGIS pour la conception et la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain, ainsi que de réaliser les premières études de définition de ce projet.

Les objectifs urbains recherchés par la Ville de Montpellier à travers ce projet sont :

- renouveler le quartier sur un principe de mixités urbaine et sociale,
- garantir une ouverture urbaine avec les quartiers alentours,
- valoriser la qualité paysagère du site,
- conférer au quartier une image plus urbaine, en rapport avec sa proximité du centre-ville,
- analyser les usages et développer des espaces publics de qualité,
- assurer le renouvellement et le maintien de l'offre de service de proximité.

Par délibération n° V2018-421 du 28 novembre 2018, le Conseil municipal a adopté le principe d'aménagement du secteur des Hauts de la Croix d'Argent sous forme d'une opération de renouvellement urbain et d'une zone d'aménagement concerté (ZAC). Il a également défini les objectifs et les modalités d'association du public liés à ce projet au titre de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme. La concertation auprès des habitants, associations locales et autres personnes concernées s'est déroulée du 15 avril au 17 mai 2019.

Après avoir tiré un bilan favorable de cette concertation, la Ville de Montpellier a décidé d'engager la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain « Les Hauts de la Croix d'Argent » d'une superficie de 13.6 ha. En application des dispositions des articles L.300-1, L.300-4 et L.300-5 du Code de l'urbanisme et des articles L.1523-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, la Ville a confié à la SA3M, société publique locale, les missions nécessaires à la réalisation de cette opération d'aménagement dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Par délibération n°V2019-256 en date du 18 juillet 2019, le Conseil municipal a désigné la SA3M comme titulaire de la concession d'aménagement de l'opération de renouvellement urbain du secteur des Hauts de la Croix d'Argent pour une durée de 10 ans et approuvé les termes du traité de concession liant la Ville et la SA3M, ainsi que son bilan financier prévisionnel.

L'aménagement de ce secteur comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération. Sur la partie la plus importante, le projet porte sur la reconstitution du parc social d'Hérault Logement et la construction de logement en accession abordable et libre.

Pour réaliser ce projet de renouvellement urbain, les missions du concessionnaire définies dans le contrat de concession d'aménagement sont notamment les suivants :

- acquérir, gérer les biens bâtis et non bâtis, remembrer le foncier ;
- procéder à toutes les études opérationnelles et dossiers réglementaires nécessaires à la réalisation du projet ;
- démolir les bâtiments nécessaires au projet hors patrimoine d'Hérault Logement ;
- mettre en état et aménager les sols et les équipements propres à l'opération globale ;
- gérer les biens immobiliers (cession, concession, location) et négocier les participations ;
- assurer l'ensemble des missions de conduite et de gestion de l'opération (coordination, des travaux et des projets, suivi et bilan financier, communication, ...).

Le programme prévisionnel global des constructions comprend environ 80 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher (SDP).

L'année 2019 a vu la poursuite des études urbaines avec en particulier l'affinement du plan-guide définissant les grands principes d'aménagement du secteur, ainsi que le lancement des études techniques nécessaires à la stabilisation du projet.

Il est à noter que le mandat d'études confié à la SA3M en 2015 a été clôturé par décision n°VD2020-296 du 1<sup>er</sup> octobre 2020 et que l'accord-cadre à marchés subséquents pour les missions d'architecte-urbaniste de l'opération, ainsi que les marchés d'étude acoustique et d'étude de circulation ont été transférés à la concession d'aménagement par avenant.

Aucune acquisition ou cession n'a été réalisée en 2019. Et les premiers travaux de réseaux étaient envisagés fin 2020.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération s'établit à 20 655 000 € HT en dépenses et en recettes. Les études représentent 830 000 € HT, les acquisitions 7 166 000 € HT et les travaux VRD avec honoraires 9 493 000 € HT. L'essentiel des recettes provient de la cession des terrains viabilisés pour 16 944 000 € HT et des participations des constructeurs pour 3 711 000 € HT.

En l'état actuel du bilan, l'opération d'aménagement des Hauts de la Croix d'Argent s'équilibre sans participation de la Ville de Montpellier.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement Hauts de la Croix d'Argent établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SA3M au 31 décembre 2019 ;
- de prendre acte qu'aucune acquisition ou cession n'a été effectuée par la SA3M entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette histoire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 01942\_CRAC\_2019\_VD.pdf

- 01942 BILAN SYNTHÈSE.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-152682-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances**

**Présents :**

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Nadia AKIL, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

Stéphanie JANNIN.

**Petit Bard - Concession d'aménagement Ville/SERM - Compte Rendu Annuel à la  
Collectivité (CRAC) et Rapport spécial sur les conditions d'exercice des  
prérogatives de puissance publique - Exercice 2019 - Avenant n° 8 à la convention  
d'avance de trésorerie - Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Afin de poursuivre la restructuration des quartiers dits « sensibles » et dans le cadre du Programme National de Rénovation Urbaine lancé en 2004, la Ville de Montpellier a élaboré en partenariat avec l'Etat - ANRU, les Collectivités locales et la Caisse des dépôts et consignation, un projet de rénovation urbaine portant sur trois quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville : la Mosson, le Centre et les Cévennes (Petit Bard - Pergola).

La Convention Territoriale de Rénovation Urbaine pour le quartier des Cévennes a été signée le 25 novembre 2005.

Il s'agissait d'un ambitieux projet de rénovation urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard - Pergola), qui devant permettre à terme :

- d'améliorer les conditions de vie des habitants,
- de réaliser une mixité résidentielle et fonctionnelle comme support de la mixité sociale,
- de restructurer le quartier (création de nouvelles voiries et de nouveaux équipements, réaménagement des voiries existantes, création d'une centralité commerciale, ...) et de l'ouvrir sur la ville,

- de rénover complètement l'habitat dans le secteur du Petit Bard (scission de l'ensemble privé dégradé du Petit Bard en plusieurs copropriétés pour en faciliter la gestion, réhabilitation de 390 logements privés répartis sur 8 copropriétés, démolition de 462 logements privés dégradés, reconstruction sur site de 247 logements sociaux et d'environ 250 logements privés)
- et d'offrir aux habitants du quartier un parcours résidentiel.

Par délibération en date du 25 juillet 2005, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé les termes d'une concession d'aménagement, notifiée le 8 septembre 2005, confiant au Groupement d'Intérêt Economique Sud Habitat (GIE) la réalisation du projet de rénovation urbaine quartier du Petit Bard – Pergola.

Par arrêté préfectoral n°2006-01-2633 du 5 octobre 2006 de Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, ont été ouvertes les enquêtes publiques conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire dans le cadre de l'opération de rénovation urbaine des Cévennes (Petit Bard – Pergola) – 1ère phase.

Les enquêtes publiques conjointes préalables à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et parcellaire se sont tenues du 14 novembre 2006 au 14 décembre 2006.

Par délibération en date du 26 mars 2007, et faisant suite à la décision de l'assemblée générale du GIE Sud Habitat de dissoudre le groupement, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la résiliation amiable de la concession d'aménagement relative à la rénovation urbaine du Petit Bard – Quartier Cévennes, notifiée le 8 septembre 2005 au GIE.

Par délibération en date du 26 mars 2007, le Conseil municipal a confié une concession d'aménagement à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), pour la réalisation d'une opération d'aménagement s'inscrivant dans le cadre du projet de rénovation urbaine pour le quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola).

Par arrêté préfectoral n°2007-01-939 du 14 mai 2007, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique la rénovation du quartier du Petit Bard – 1° phase, et cessibles en urgence les immeubles bâtis et non bâtis nécessaires à ladite opération au profit de la ville de Montpellier et de son concessionnaire, la SERM.

Par arrêté préfectoral n°2011-I-1538 du 11 juillet 2011, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique le projet de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola) – 2° phase. Par arrêté préfectoral n°2011-I-1988 du 13 septembre 2011, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré cessibles en urgence les biens et droits immobiliers bâtis ou non bâtis nécessaires à la réalisation de ce projet au profit de la ville de Montpellier ou de son concessionnaire, la SERM.

Par arrêté préfectoral n°2012-I-524 du 5 mars 2012, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a prorogé pour une durée de cinq ans, soit jusqu'au 12 mai 2017, la déclaration d'utilité publique du projet de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola) – 1° phase du 14 mai 2007.

En 2008, l'avenant n°1 à la concession d'aménagement entre la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) et la ville de Montpellier a acté d'une refaçon de la participation de la Ville de Montpellier de 872 775 € au bilan de l'opération.

En 2009, l'avenant n°2 prévoyait une prorogation de deux ans de la durée de la concession jusqu'au 31 mai 2014 et par conséquent une augmentation de la participation d'équilibre de la Ville de Montpellier de 2 376 000 €.

En 2010, l'avenant n°3 intégrait une participation complémentaire de la Ville de 273 000 € pour compenser le déficit de gestion locative.

En 2011, l'avenant n°4 intégrait l'évaluation objective du coût des travaux d'aménagement des espaces publics et la réalisation d'un dispositif de rétention des eaux pluviales dimensionné en fonction de débordements constatés plus en aval dans le bassin versant, conduisant à une participation supplémentaire de la Ville de 5,498 M€ TTC.

En 2012, l'avenant n°5 intégrait l'acquisition de commerces en pied d'immeubles (résidence Guillaume Apollinaire et îlot M) en vue de la restructuration et de la revalorisation du tissu commercial de proximité et leur revente en fin d'opération. Il prévoyait par ailleurs un allongement de deux ans de la durée de la concession jusqu'au 31 mai 2016.

En 2013, l'avenant n°6 intégrait des ajustements des prix d'acquisition et des prix de cession des commerces et des logements réhabilités, ainsi que l'évolution des contreparties cédées à la Foncière Logement.

En 2014, l'avenant n°7 intégrait une réévaluation du coût des démolitions, liée à l'évolution de la réglementation en vigueur, un ajustement du programme des espaces publics, des travaux complémentaires liés à la complexité d'une intervention en site habité, ainsi qu'un allongement de la durée de portage. Il prévoyait également une prorogation de la concession de deux ans et demi jusqu'au 31 décembre 2018.

En 2015, l'avenant n°8 intégrait une augmentation des dépenses due à l'allongement de la durée de portage des logements restant à démolir et une prorogation de la concession de six mois jusqu'au 30 juin 2019 en cohérence avec l'avenant n°10 de clôture de la Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du quartier des Cévennes.

En 2016, l'avenant n°9 à la concession d'aménagement intégrait un ajustement des coûts et recettes liés aux contraintes opérationnelles.

En 2017, dans un avenant n°10, la concession d'aménagement a été prorogée jusqu'au 31 décembre 2021, intégrant l'augmentation des coûts de travaux et honoraires, l'allongement de la durée du portage des logements restant à démolir, ainsi qu'une baisse des recettes de cessions.

En 2018, l'avenant n°11 intégrait une augmentation de la participation de la Ville, pour permettre la finalisation du programme.

En 2019, l'avenant n°12 a prorogé la durée de la concession d'aménagement de trois ans soit jusqu'au 31 décembre 2024, pour permettre la finalisation du programme visé par la concession d'aménagement et ses avenants.

Ainsi, le bilan est augmenté en dépenses et en recettes de 740 000 € : il s'établit à 72 938 000 € en dépenses et en recettes, dont 69 116 000 € réalisés en dépenses et 58 764 000 € réalisés en recettes, au 31 décembre 2019.

Par délibération en date du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé la convention d'avance de trésorerie prévue à l'article 16.5 du traité de concession d'aménagement. Dans ce cadre, la ville verse une avance de trésorerie destinée à couvrir les besoins de l'opération, conformément aux dispositions de l'article L.1523-2,4° du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération en date du 27 juillet 2009, un avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement des avances financières jusqu'au 31 décembre 2012.

Par délibération en date du 25 juillet 2011, l'avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2013.

Par délibération en date du 25 novembre 2013, l'avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 mai 2016.

Par délibération en date du 6 novembre 2014, l'avenant n°4 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2018.

Par délibération en date du 5 novembre 2015, l'avenant n°5 à la convention d'avance de trésorerie a permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 30 juin 2019.

Par délibération en date du 20 octobre 2016, l'avenant n°6 à la convention d'avance de trésorerie a permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 30 juin 2019.

Par délibération en date du 3 novembre 2017, l'avenant n°7 à la convention d'avance de trésorerie a permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2021 en portant le total à 47 millions d'euros.

Afin de répondre au nouveau plan de trésorerie, il est proposé un avenant n°8 pour ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances, qui sont prolongées jusqu'au 31 décembre 2024 et augmentées de 3 millions d'euros, pour être portées à un total de 50 millions d'euros.

Enfin, en application des dispositions de l'article L.1524-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2019 qui est présenté en annexe de cette délibération, ainsi qu'un document identifiant les acquisitions et cessions effectuées par la SERM entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2019.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 établi par la Société d'Equiperment de la Région Montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2019 ;
- de prendre acte du rapport spécial établi par la SERM sur l'exercice des prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2019 ;
- de prendre acte des documents identifiant les acquisitions et cessions effectuées par la SERM entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2019 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°8 à la convention d'avance de trésorerie ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Max LEVITA.

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**



**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC 2019 Petit Bard
- CRAC 2019 Petit Bard\_synthèse bilan
- CRAC 2019 Petit Bard\_bilan acquisitions
- CRAC 2019 Petit Bard\_cessions
- CRAC Petit Bard\_prérogatives puissance publique
- CRAC Petit Bard\_avenant 8 convention avance trésorerie

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-152776-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances**

**Présents :**

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Nadia AKIL, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE.

**Absents :**

Stéphanie JANNIN.

**Renouvellement urbain du quartier de la Pompignane - Concession  
d'aménagement Ville/SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) -  
Exercice 2019 - Avenant n° 3 - Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a souhaité étudier le réaménagement du quartier de la Pompignane.

D'une superficie d'environ 110 hectares, ce quartier comprend notamment :

- Des commerces, services et équipements en cœur de quartier et sur l'avenue de la Pompignane ;
- Des zones pavillonnaires ainsi qu'un parc locatif social important concentré surtout au Nord du secteur étudié.

Il est bordé au Nord par la commune de Castelnau-le-Lez, à l'Est sur le plateau par le parc industriel et technologique de la Pompignane (IBM, Dell, ...), au Sud par la rue de la Vieille Poste, et à l'Ouest par le Lez et le quartier des Aubes.

Afin d'engager ce processus de renouvellement urbain, la Ville a confié par décision en date du 20 décembre 2012, un mandat d'études à la SAAM (Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier) signé le 21 décembre 2012. Les différentes études ont permis de mettre en évidence un remarquable potentiel de

développement urbain fondé notamment sur la proximité avec le centre-ville, les caractéristiques d'une cité-jardin, la présence du fleuve le Lez, la densité urbaine et la mixité sociale du quartier, les possibilités de mutation foncière et le rôle de centralité de quartier à l'échelle de la ville.

Un dialogue compétitif a été mené pour proposer un projet global de renouvellement urbain à l'issue duquel le groupement constitué du cabinet d'urbanistes CASTRO/DENISSOF et Associés (mandataire), du paysagiste PRAXYS et du bureau d'études BERIM, a été désigné comme architecte en chef du projet en 2014.

La complexité d'une telle opération de renouvellement d'un tissu urbain existant et diversifié a imposé de définir ultérieurement les outils potentiels d'aménagement urbain pour se concentrer prioritairement sur le processus de définition du projet urbain.

Dans ce sens, le Conseil municipal a approuvé par délibération du 25 février 2016 les objectifs et modalités de la concertation préalable au projet de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane, afin de recueillir l'avis de la population sur les principaux enjeux et objectifs de ce projet que sont :

- L'affirmation de la centralité urbaine du quartier (équipements publics, espaces publics, commerces & services, densité adaptée, forme urbaine, ...) ;
- Une programmation immobilière assurant le renouvellement urbain du quartier, et recherchant une plus grande mixité sociale et fonctionnelle ;
- L'amélioration et le développement des espaces publics et des modes de circulation doux (piétons, vélos) garantissant une transversalité inter-quartier et le lien avec le centre-ville ;
- L'accompagnement qualitatif des projets immobiliers d'initiative privée (espaces publics, paysage, architecture et intégration des projets dans leur site, ...) ;
- L'amélioration de la protection hydraulique du quartier et sa valorisation paysagère.

Par délibération du Conseil municipal en date du 29 septembre 2016, la Ville de Montpellier a tiré un bilan favorable de la concertation préalable, et en conséquence, a souhaité confier la mise en œuvre opérationnelle de ce quartier à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Par délibération du 29 septembre 2016, la Ville de Montpellier a approuvé les termes d'une concession d'aménagement à conclure avec la SA3M. Cette concession d'aménagement a été signée le 14 novembre 2016, puis déposée en Préfecture de l'Hérault le 16 novembre 2016.

L'opération d'aménagement a notamment pour objet de permettre la réalisation de nouveaux équipements publics ou l'adaptation de ceux existants aux futurs besoins des habitants dont un certain nombre relèvent de la compétence métropolitaine (voiries, assainissement, eau potable, réseau de chauffage, ...). Dans l'objectif d'une maîtrise optimale des finances publiques et de la rationalisation des interventions sur l'espace public, le transfert de maîtrise d'ouvrage à la Ville ou son aménageur pour la réalisation du programme prévisionnel de travaux de ces équipements métropolitains a été fixé par convention approuvée en Conseil municipal en date du 20 juillet 2016 et en Conseil de Métropole le 21 juillet 2016. Un avenant n° 1 à cette convention a été approuvé depuis en Conseil municipal le 17 juillet 2018 et en Conseil de Métropole le 19 juillet 2018, afin d'adapter le périmètre et les modalités financières d'intervention sur l'espace public de la Ville ou son aménageur, tenant compte de l'évolution globale du projet de renouvellement urbain.

Ensuite, par délibération du 18 octobre 2018, le Conseil de Métropole a instauré un périmètre de convention de projets urbains partenariaux (PUP) sur le secteur dit Pinville Nord, au Nord du plateau de la Pompignane, en vue de la signature de conventions de PUP avec les constructeurs intervenant sur ce secteur, leur permettant de participer aux équipements publics rendus nécessaires par ces opérations de construction. Les conventions de PUP tripartites sont signées entre la Métropole, les constructeurs et l'aménageur pour le compte de la Ville de Montpellier. Un 1<sup>er</sup> PUP a été approuvé à la même date, en vue de la réalisation du

siège montpelliérain de la société Orange.

La SA3M a poursuivi parallèlement avec l'équipe de maîtrise d'œuvre les études de définition du projet de renouvellement urbain qui table désormais en divers secteurs du quartier sur un programme d'environ 2 500 logements nouveaux et environ 5 000 m<sup>2</sup> de surfaces tertiaires, des équipements de proximité, des espaces publics paysagers et de cœur de quartier, la création de nouvelles voiries et l'amélioration de voiries existantes, ... en cohérence avec les espaces urbanisés existants et la préservation, voire le développement de l'activité économique située notamment sur le plateau.

Par délibération du Conseil municipal en date du 25 octobre 2018, un avenant n° 1 à la concession d'aménagement a été approuvé afin de prolonger sa durée de 5 ans, soit un total de 15 années (jusqu'en novembre 2031) dans le but d'optimiser la planification des opérations dans le temps. L'avenant n° 1 a également permis d'adapter le périmètre de la concession à l'évolution globale du projet de renouvellement urbain.

L'approbation par le Conseil de Métropole le 21 février 2019 du Programme Local de l'Habitat 2019/2024 a impliqué au sein de la concession une prise en considération des objectifs de renforcement de l'offre en logement social, tout en considérant les contraintes tant économiques que sociales propres à ce territoire et à ce projet de renouvellement urbain.

Depuis, deux opérations d'aménagement, l'une générée par un projet d'initiative privée et l'autre d'initiative publique, se développent sur des secteurs ciblés :

- le projet immobilier des Hauts de Jausserand, auquel la Ville de Montpellier a souhaité donner un cadre en l'intégrant dans le projet global de renouvellement de la Pompignane par l'approbation par le Conseil municipal le 19 juin 2019 de la création d'une opération d'aménagement d'une superficie de 9 hectares environ, située au Nord du quartier de la Pompignane, entre le campus technologique, la rue de Salaison et la rue de Pinville. Son programme vise la réalisation d'environ 500 logements en mixité sociale, des voiries et espaces publics induits, ainsi que l'ouverture au public du parc du domaine de la Pompignane ;
- la zone d'aménagement concerté (ZAC) de la Pompignane, dont la création a été approuvée par le Conseil municipal par délibération du 19 décembre 2019, d'une superficie d'environ 12 hectares, sur le secteur du cœur de quartier de la Pompignane et sur la frange Ouest du plateau de la Pompignane (le long de la rue de Pinville). Le programme de cette ZAC ambitionne notamment la réalisation d'environ 1 400 logements en mixité sociale, de commerces et locaux d'activités, des voiries et espaces publics nécessaires (dont une place publique de cœur de quartier et une large promenade plantée, en belvédère sur la ville et le paysage lointain), ainsi que d'une crèche et d'un nouveau groupe scolaire associé à un square sportif.

Ces deux opérations d'aménagement ont été soumises courant 2019 à une phase de concertation préalable au titre du Code de l'urbanisme, ainsi qu'à une évaluation environnementale commune. Elles doivent désormais permettre d'engager activement le processus de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane, au sein de la concession d'aménagement.

Les abords de l'avenue de la Pompignane constituent un troisième secteur du projet de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane, sans procédure d'aménagement spécifique. Au fil des mutations foncières, les projets immobiliers seront encadrés par les prescriptions d'urbanisme, d'architecture, de paysage et d'environnement édictées par l'architecte en chef, sous contrôle de la Collectivité. Les équipements publics induits pourront être financés dans le cadre de conventions de projet urbain partenarial, avec l'intervention de l'aménageur. Trois conventions de PUP ont déjà pu être établies dans ce contexte : PUP Carré Mosaïk / Shoko, PUP Terrasses de la Maison blanche et PUP Namasté.

En 2019, les études menées ont notamment porté sur la mise en œuvre du projet de restructuration du centre commercial. Des travaux de voirie ont été réalisés dans le cadre des PUP Carré Mosaïk / Shoko et Terrasses de la Maison Blanche. La construction de l'opération Namasté a été engagée. Le PLU a été modifié sur le secteur des Hauts de Jausserand, afin de rendre possible la réalisation du programme de cette opération

(logements).

Par délibération du 21 novembre 2019, le Conseil municipal a adopté un avenant n° 2 à la concession d'aménagement afin d'intégrer, à la demande du concédant, au sein des missions de l'aménageur, la mise en place d'une plateforme de services à l'échelle de l'opération d'aménagement, équilibrée en dépenses et en recettes. Dans le cadre de la ville connectée, cette démarche repose sur :

- la mise en place d'un ensemble de capteurs et d'infrastructures réseau dans les bâtiments créés pour améliorer le quotidien des usagers (visiophonie/ contrôle d'accès, énergie, eau, sécurité, stationnement, domotique, santé...). Ce travail est réalisé par les différents constructeurs, piloté et coordonné par l'aménageur.
- la création d'une plateforme de services (plateforme SERM Cité) permettant de mettre à disposition un ensemble de services issus des données remontées par les capteurs mais également de données plus générales mises à dispositions par d'autres partenaires (TaM, Métropole, partenaires privés...), permettant de créer un véritable portail numérique de quartier.

Les conditions de réalisation de cette nouvelle mission ont été approfondies depuis et font l'objet d'une proposition d'avenant n°3 à la concession d'aménagement, intégrant la rémunération forfaitaire de l'aménageur pour cette mission, d'un montant de 14 736 € HT par an, relative au développement et à la mise en œuvre de la plateforme SERM Cité sur la période de 2020 à 2026.

Au 31 décembre 2019, le montant total des dépenses engagées au titre de la concession d'aménagement s'élevait à 12 345 000 € HT pour un montant de recettes constaté de 3 796 000 € HT. Le bilan prévisionnel total de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à un montant de 56 653 000 € HT, en augmentation de 1 038 000 € HT par rapport à l'année précédente. Cette évolution est due principalement, en dépenses, à une augmentation des postes travaux VRD, frais divers (Métropole connectée) et acquisitions, ainsi qu'à la rectification d'une erreur dans la rémunération de l'aménageur. Elle est compensée en recettes par une augmentation des produits de cession foncière et produits divers (Métropole connectée).

Cette opération se poursuit sans participation d'équilibre de la Ville de Montpellier.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 relatif à l'opération de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane, établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2019 ;
- de prendre acte du document établi par la SA3M, identifiant les acquisitions effectuées dans le cadre de la concession Pompignane du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2019 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement pour le renouvellement urbain du quartier de la Pompignane, intégrant la rémunération de l'aménageur relative au développement et à la mise en œuvre de la plateforme SERM CITE sur la période de 2020 à 2026, d'un montant de 14 736 € HT par an ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Laurent NISON, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, M. Charles SULTAN.

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC
- Tableau consolidé synthétique
- Avenant 3 concession
- Acquisitions

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-153269-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances**

**Présents :**

Tasime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Nadia AKIL, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

Stéphanie JANNIN.

**ZAC du Coteau - Concession d'aménagement Ville/SA3M - Compte Rendu  
Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°2 - Autorisation de  
signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération du 3 octobre 2011, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé la création de la ZAC du Coteau, située au Sud du quartier de Malbosc et à l'Est du parc Malbosc.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, le projet d'aménagement de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs suivants :

- réaliser un quartier mixte à dominante d'habitat collectif accueillant également des commerces et des services tout en s'insérant dans le tissu urbain dense et structuré des quartiers voisins, notamment celui de Malbosc ;
- développer un nouveau quartier à proximité des lignes 1 et 3 du tramway, conformément aux orientations du schéma de cohérence territoriale ;
- répondre aux besoins en matière d'habitat, toujours très importants, exprimés sur cette partie de la commune dans le respect du principe de mixité sociale mis en œuvre par la Ville dans l'ensemble de ses nouveaux quartiers depuis près de 30 ans ;
- aménager ce nouveau quartier dans le prolongement des aménagements déjà réalisés en ayant une attention toute particulière sur le traitement des espaces publics (conception paysagère de la rue, de la coulée verte, ...), en privilégiant les continuités favorisant les modes de déplacements doux (piétons et cycles) et en

s'appuyant sur une conception innovante et sobre d'une nature entre rusticité et domesticité ; achever l'accroche du quartier Mosson au reste de la Ville ;  
- accompagner l'aménagement du parc Malbosc par un traitement respectueux de sa lisière.

En vue de préciser les conditions de réalisation de cette opération et afin d'en améliorer la faisabilité, la Ville de Montpellier a décidé de lancer un programme d'études complémentaires.

Conformément aux dispositions des articles L.300-3 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier, par décision n°2015/0177 en date du 29 mai 2015, a confié à la SAAM (Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier), devenue SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) dans le cadre d'un mandat d'études, le soin de faire réaliser en son nom et pour son compte un ensemble d'études et de mener une procédure de concours afin de désigner l'architecte-urbaniste-paysagiste coordonnateur de la ZAC sur la base d'un plan guide.

Par décision du 27 décembre 2016, reçue en Préfecture le 28 décembre 2016, la Ville de Montpellier, a désigné le groupement DEVILLERS & Associés / IMAGINE Architectes / Les ENR (devenus VIZEA) / ALPHAVILLE / ARTELIA lauréat du concours d'urbanisme en vue de la conception et le suivi de la ZAC du Coteau en qualité d'architecte-urbaniste-paysagiste coordonnateur de la ZAC.

Soucieuse de maîtriser le développement de son territoire et au regard de la complexité du projet qui tient notamment aux caractéristiques paysagères et géographiques remarquables de ce secteur et à leur nécessaire préservation, la Ville de Montpellier a souhaité confier la mise en œuvre de ce projet, à un opérateur public spécialisé dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Aussi par délibération du 22 juin 2017, la Ville a confié cette opération à la SA3M, société publique locale.

L'année 2017 a permis à la SA3M d'acquérir le foncier auprès de l'Etablissement Public Foncier et l'année 2018 a été marquée par l'avancée des études pré-opérationnelles

Par délibération du 21 novembre 2019, la Ville de Montpellier a approuvé l'avenant n°1, ayant pour objet d'intégrer une mission de conception et de gestion d'une plateforme de services en lien avec d'autres opérations d'aménagement. Cette plateforme doit permettre de créer un véritable « portail numérique de quartier ». Ceci permettra pour chaque quartier concerné de créer un véritable « portail numérique de quartier ».

Compte-tenu de la particularité des missions relevant de la plateforme de service SERM Cité, il est aujourd'hui proposé d'approuver l'avenant n°2 à la concession d'aménagement, présentant une rémunération forfaitaire de la SA3M pour cette mission, d'un montant de 12 968 € HT/an de 2020 à 2026.

Au 31 décembre 2019, les dépenses cumulées de l'opération s'élèvent à 8 959 000 € HT, dont 3 381 000 € en 2019. Ces dernières correspondent principalement au troisième versement pour l'acquisition des terrains auprès de l'EPF Occitanie, ainsi qu'aux études environnementales, hydrauliques et urbaines.

Les premières recettes de l'opération ont été perçues en 2019 et s'élèvent 389 000 €. Elles correspondent au versement de la participation prévue à la convention de participation (1ère phase) signée dans le cadre d'un projet anticipé de la ZAC.

L'expertise faune / flore (4 saisons) s'est achevée en mai 2020. La Ville souhaite que les résultats de cette étude soient pleinement intégrés au plan guide afin de mieux répondre aux enjeux environnementaux identifiés. Cela entraîne une reprise fine des principes d'aménagement et un décalage du démarrage opérationnel du projet. Les modalités prévisionnelles de financement tiennent compte de cet ajustement.

Aussi, il est proposé d'augmenter le bilan financier prévisionnel de l'opération de 387 000 € HT, le portant à



45 242 000 € HT en dépenses et recettes. Cette évolution intègre la mise en place de la plateforme de service SERM Cité à l'échelle du quartier et s'équilibre en dépenses et en recettes. Cette opération ne nécessite pas, à ce jour, de participation de la Ville de Montpellier.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité, de la zone d'aménagement concerté du Coteau qui a été établi au 31 décembre 2019 par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de la Métropole ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SA3M au 31 décembre 2019 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°2 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Laurent NISON, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, M. Charles SULTAN.

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC\_2019
- BILAN SYNTHESE
- Avenant 2

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-154077-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances**

**Présents :**

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Nadia AKIL, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE.

**Absents :**

Stéphanie JANNIN.

**ZAC Ecole d'Application de l'Infanterie - Concession d'aménagement Ville/SA3M  
- Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°10 -  
Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et de la réforme de la carte militaire, l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) a fermé ses portes à l'été 2010.

La Ville a décidé de répondre immédiatement en engageant de façon volontariste la transformation de ce site désaffecté pour le remobiliser au service de son développement, de son rayonnement et de la création d'emploi.

Il s'agit là d'une opportunité exceptionnelle de réaménager un site stratégique de 35 hectares au potentiel remarquable situé à proximité du centre-historique, doté d'un important patrimoine militaire et d'un vaste parc, auquel les montpelliérains témoignent un fort attachement. Par sa situation et son échelle, ce site est plus que tout autre, susceptible de devenir un « démonstrateur » de l'urbanisme du XXI<sup>ème</sup> siècle, en étant aux années 2010 ce qu'Antigone a été aux années 1980, le signal d'un nouvel élan.

En date du 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis auprès de l'Etat le foncier de l'ancienne EAI d'une superficie de 356 019 m<sup>2</sup>.

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de reconversion de l'EAI sous la forme d'une concession d'aménagement.

Pour une bonne articulation du projet avec son environnement urbain, cette concession d'aménagement porte sur un périmètre opérationnel élargi. Elle prévoit, sur les terrains de l'ancienne EAI, la réalisation de 214 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher comprenant 2 500 logements, 30 000 m<sup>2</sup> d'activités et de commerces, un programme d'équipements publics intégrant la réalisation d'un groupe scolaire et d'une crèche ainsi que la création d'un parc de plus de 20 hectares, des voies nouvelles et tous les réseaux nécessaires à l'aménagement de la zone. La SA3M a acquis auprès de la Ville une partie de l'ensemble immobilier acquis par celle-ci auprès de l'Etat, en reprenant à son compte tous les engagements pris par la Ville à la suite des accords passés avec l'Etat.

Par délibération du 25 novembre 2013, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 reventilant le montant annuel des versements de la participation de la Ville et intégrant une mission de gestion immobilière.

Par délibération du 11 décembre 2014, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°2 ajustant le programme de l'opération aux objectifs politiques de la nouvelle municipalité (agrandissement du parc de 15 à 20 ha, réduction de l'emprise constructible).

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 pour acter l'évolution de l'échéancier de versement de la participation du concédant, sans évolution du montant global.

Par délibération du 31 mars 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°4 pour intégrer la réalisation d'un groupe scolaire dans l'opération.

Par délibération du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°5 pour intégrer les missions de suivi par l'aménageur des demandes d'implantation commerciales dans les immeubles existants.

Par délibération du 3 novembre 2017, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 pour intégrer une diminution des surfaces cessibles et une augmentation de la part de logement social de 25% à 30%, générant une augmentation de la participation de la Ville de 2 000 000 et portant celle-ci à 38 900 000 € HT.

Par délibération du 3 avril 2018, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°7 pour allonger la durée de la concession d'aménagement de 5 ans, portant à 20 ans la durée globale de la concession.

Par délibération du 25 octobre 2018, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°8 pour intégrer une augmentation de 800 000 € de la participation d'équilibre de la Ville pour le renforcement du réseau AEP, portant la participation de la Ville à l'opération à 39 700 000 € HT.

Par délibération du 21 novembre 2019, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°9 pour augmenter la participation de la Ville de 2 286 000 € HT de manière à compenser le solde négatif lié à la nouvelle programmation du PLH et la réduction de l'emprise constructible sur le secteur de la rue des Chasseurs, portant la participation de la Ville à 41 986 000 € HT. Par ailleurs, dans le cadre de la ville connectée et à la demande du concédant, cet avenant n°9 a intégré, au sein des missions de l'aménageur, la mise en place d'une plateforme de services à l'échelle de l'opération d'aménagement, équilibrée en dépenses et en recettes, dans le but de créer un véritable « portail numérique de quartier ».

L'année 2019 a permis de poursuivre les acquisitions foncières amiables le long de l'avenue de Toulouse et les études urbaines menées par l'architecte-coordonnateur pour la programmation, la planification et la coordination architecturale générale.

Les travaux réalisés en 2019 ont concerné la suite de la viabilisation de la phase 1 de la caserne Guillaut, l'aménagement de la phase 1 du parc Montcalm et le démarrage de la phase 2, l'achèvement de la construction de la phase 1 du groupe scolaire Jeanne Moreau (5 classes) et de l'école associative occitane (5 classes) mis en service en septembre 2019, ainsi que l'entretien et le gardiennage du site.

La commercialisation des lots de la tranche 1 de la caserne Guillaut, autour de l'ancienne place d'armes, s'est poursuivie avec la signature de quatre compromis de vente et d'un acte de vente.

Le nouveau bilan financier de l'opération d'aménagement EAI est en diminution de 2 882 000 € HT en dépenses et en recettes, principalement en raison :

- d'une part, de la modification du dispositif de rétention hydraulique prévu dans le parc Montcalm, pour préserver cet espace vert tout en privilégiant une approche plus intégrée de la gestion du risque d'inondation par la mise à ciel ouvert du ruisseau du Lantissargues et sa renaturation ;
- d'autre part, de la réduction de l'emprise constructible sur le secteur « Chasseurs » au profit du parc Montcalm, dont la superficie à terme est portée à 23 hectares.

En effet, la municipalité entend agir fortement contre la sur-imperméabilisation des sols, les îlots de chaleurs urbains, la construction excessive au détriment de la qualité de vie, de l'air et du paysage. Cette diminution sensible de la constructibilité et donc de l'imperméabilisation sur le secteur « Chasseurs » permet à la Ville de poursuivre un objectif de végétalisation massive du territoire communal. De plus, proche du quartier EAI tourné vers les industries culturelles et créatives, ce parc peut être un lieu propice aux activités et événements culturels.

Convaincue de la nécessité de protéger ce grand poumon vert de la Ville de Montpellier, face à l'urgence de lutter contre le réchauffement climatique, tout en réaffirmant la vocation sociale de cet équipement, la municipalité mettra en place dès 2021 par voie de modification du plan local d'urbanisme les outils réglementaires nécessaires pour sanctuariser les 23 hectares du parc Montcalm.

Le bilan présenté s'établit donc à 100 568 000 € HT en dépenses et en recettes, dont 39 367 000 € HT réalisés en dépenses et 23 548 000 € HT réalisés en recettes au 31 décembre 2019.

La baisse des recettes de charges foncières sur le secteur « Chasseurs » est partiellement compensée par une diminution des dépenses de travaux de viabilisation sur ce secteur et par une réduction du programme de travaux hydrauliques dans le parc Montcalm. Toutefois, une augmentation de la participation de la Ville de 1 382 000 € HT s'avère nécessaire pour compenser le solde négatif lié à la réduction de l'emprise constructible sur « Chasseurs » et l'actualisation des dépenses prévisionnelles du groupe scolaire Jeanne Moreau. La participation de la Ville est ainsi portée à 43 369 000 € HT, rendant nécessaire l'approbation d'un avenant n°10.

S'agissant de la mise en place d'une plateforme numérique à l'échelle du quartier, les conditions de réalisation de cette nouvelle mission ont été approfondies depuis et font l'objet d'une proposition intégrée à l'avenant n° 10 à la concession d'aménagement : il est proposé que la rémunération de l'aménageur sur ce champ d'action soit forfaitisée à 200 000 € HT par an sur l'ensemble des concessions concernées pour la période 2020-2026, puis impactée sur chaque opération d'aménagement. Ainsi, pour l'opération EAI, le montant annuel de rémunération sera de 20 041 € HT de 2020 à 2026.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 établi par la Société d'aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SA3M), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SA3M au 31 décembre 2019 ;
- d'approuver l'avenant n°10 à la concession d'aménagement ;
- de prendre acte des documents identifiant les acquisitions et cessions effectuées par la SA3M entre le 1<sup>er</sup>

janvier et le 31 décembre 2019 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 01945\_CRAC\_2019\_VD.pdf
- 01945C BILAN SYNTHÈSE.pdf
- Bilan acquisitions EAI 2019.pdf
- CESSIONS 2019 - 1945 - ZAC EAI.pdf
- 01945 avenant 10\_VD.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-154059-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du lundi 8 février 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Finances

#### Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Nadia AKIL, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Céilia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

#### Absents :

Stéphanie JANNIN.

## **ZAC des Grisettes - Concession d'aménagement Ville/SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°3 - Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a lancé la procédure de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Grisettes, située au sud-ouest de Montpellier, entre l'avenue du Colonel Pavelet et le parc public du Mas Nouguier.

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a approuvé la création de la ZAC des Grisettes par délibération du 20 décembre 2005.

D'une superficie de 20 ha environ, cette opération prévoit, dans un objectif de mixité urbaine, la construction d'environ 1 900 logements sous forme d'immeubles d'habitat collectif diversifiés, accompagnés de commerces et de bureaux. Le programme global des constructions est de 150 000 m<sup>2</sup> de SDP dont 15 000 m<sup>2</sup> de bureaux et de commerces en rez-de-chaussée. Le quartier s'organise autour de deux axes structurants : la grande Rambla et la petite Rambla, espaces publics majeurs du quartier.

Cette opération a contribué également au développement des équipements dans le quartier, avec la reconstruction en septembre 2013 du groupe scolaire Beethoven à proximité, et la création d'un parc public, l'agriparc du Mas Nouguier. De même, la nouvelle clinique Saint Roch implantée le long de l'avenue du

Colonel Pavelet en 2016 participe au dynamisme de ce secteur.

Par délibération du 6 novembre 2006, le Conseil municipal a, par ailleurs, approuvé le contrat de concession d'aménagement confiant à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) la réalisation de la ZAC des Grisettes.

Par délibération du 24 avril 2008, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC, et le programme des équipements publics de la ZAC a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 4 juin 2008.

Par la suite, le Conseil municipal a prononcé l'intérêt général de cette opération et a adopté la déclaration de projet relative à cette ZAC par délibération du 9 février 2009. Le projet a fait l'objet d'une autorisation au titre de la loi sur l'eau par arrêté préfectoral du 10 septembre 2009.

Le foncier de la ZAC est totalement maîtrisé depuis 2013.

La tranche 7 a été livrée fin 2019, début 2020, elle intègre deux programmes majeurs : le lot 1A1 situé à l'entrée de la ZAC comprenant 100 logements libres et aidés, un rez-de-chaussée commercial d'environ 2 000 m<sup>2</sup> (dont des halles privées) et du stationnement mutualisé en sous-sol ouvert aux utilisateurs extérieurs, ainsi qu'une opération de 40 logements dédiée en totalité au logement abordable sur le lot 5D. L'année 2019 a été marquée par la livraison des espaces publics autour de ces deux opérations.

Les 7 tranches de la ZAC sont aujourd'hui livrées, reste un dernier lot à proximité de l'agriparc. Ce dernier lot a été commercialisé au second semestre 2019 et prévoit la création de 9 logements.

Par ailleurs, compte tenu de l'état d'avancement de l'opération et de la date prévisionnelle de livraison du dernier lot de la ZAC, la durée de la mission de la SERM doit être prolongée jusqu'au 31 décembre 2023. De plus, le processus de remise d'ouvrage étant largement engagé, la rémunération de liquidation doit être lissée et les conditions de perception de cette rémunération de clôture définie. Ces deux éléments sont donc intégrés dans l'avenant n°3.

Au 31 décembre 2019, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 43 334 000 € HT et les recettes perçues à 46 541 000 € HT. Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 46 731 000 € HT.

Le bilan est augmenté de 85 000 € HT en dépenses en raison principalement de l'actualisation des coûts de travaux de la ZAC. Cette hausse est compensée par une augmentation des recettes de charges foncières de la ZAC des Grisettes.

Le montant du fonds de concours de 7 048 000 € HT reste inchangé.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de la ZAC des Grisettes, établi par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2019 ;
- d'approuver l'avenant n°3 à la concession d'aménagement ;
- de prendre des cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC des Grisettes, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Max LEVITA.

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 01426\_CRAC\_2019\_VD.pdf

- 01426 BILAN SYNTHESE VD.pdf

- AVENANT 3 GRISETTES 2020\_VD.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-152679-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du lundi 8 février 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Finances

#### Présents :

Tasime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Nadia AKIL, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

#### Absents :

Stéphanie JANNIN.

## ZAC Malbosc - Concession d'aménagement Ville/SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs desservis par la ligne de tramway n°1, le Conseil municipal a confié un mandat d'étude à la société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) par délibération du 2 juin 1998, concernant le secteur de Malbosc situé à l'ouest de la route de Grabels.

Par délibération du 26 février 1999, le Conseil municipal a lancé la zone d'aménagement concerté (ZAC) Malbosc. Cette opération, d'une superficie de 38 hectares, a pour principaux objectifs :

- de répondre aux besoins en logements dans le secteur Nord-Ouest de la ville. A ce titre, le programme de la ZAC de Malbosc prévoit environ 2100 logements répartis en différents types : collectifs, intermédiaires et de façon plus marginale, individuels ;
- de constituer un quartier équilibré et animé : outre les logements, ce quartier comprend des commerces, des activités et services, deux groupes scolaires. Il est desservi par une station de tramway, autour de laquelle est organisé un vaste espace public sur lequel a ouvert en 2009 la maison pour tous Rosa Parks ;
- de poursuivre l'intégration du quartier Mosson à la ville : la ZAC de Malbosc est très bien reliée aux nombreux équipements publics du quartier Mosson (maisons pour tous Léo Lagrange et Georges Brassens, centre nautique, théâtre Jean Vilar, médiathèque Jean-Jacques Rousseau, stade et piscine de la Mosson...). De plus, ce nouveau quartier s'ouvre sur le parc de Malbosc qui, à terme, couvrira 30 hectares et offrira de multiples activités de plein air ;
- de mettre en valeur un site exceptionnel : la proximité du parc public, du château d'Ô, des boisements de l'aqueduc Saint-Clément ou des mas proches de la rue Henri Lagatu, la topographie remarquable offrant des vues panoramiques proches et lointaines, sont autant d'éléments mis en valeur dans l'aménagement

du nouveau quartier.

Le plan de composition de ce nouveau quartier prévoit un pourcentage important d'espaces verts publics et privés (56% de la surface de l'opération), avec notamment une coulée verte au centre, permettant de relier le parc public de Malbosc à la place centrale s'ouvrant sur la station du tramway.

Par délibération du 30 septembre 1999, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC de Malbosc et le traité de concession Ville-SERM concernant les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de l'opération.

Par délibération du 29 septembre 2000, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC de Malbosc valant déclaration d'utilité publique et notamment le programme des équipements publics à réaliser dans la zone, le plan d'aménagement de zone et les modalités prévisionnelles de financement de l'opération.

En application de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain, un avenant n°1 a été signé le 6 septembre 2001. Il avait pour objet de transformer le traité et le cahier des charges de convention en convention publique d'aménagement et de définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 24 septembre 2002, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement qui intégrait une participation de la Ville au bilan de l'opération en vue de réaliser une part des ouvrages de rétention hydraulique nécessités par l'imperméabilisation des terrains du nouveau quartier. Suite à la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement qui permettait d'ajuster la rémunération de la SERM, afin de tenir compte des évolutions des coûts du foncier.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée de la concession Ville-SERM, le Conseil municipal a approuvé le 26 juillet 2007 l'avenant n°4 autorisant la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence et prolongeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2015.

Par ailleurs, le 4 février 2008, le Conseil municipal a approuvé la modification du programme des équipements publics, permettant d'intégrer la réalisation de trois nouveaux équipements : la Maison pour tous « Rosa Lee Parks », la crèche « La Petite Sirène » et le groupe scolaire modulaire provisoire « François Rabelais ».

Par délibération du 23 juillet 2012, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°5 à la concession d'aménagement qui permettait d'inscrire une augmentation de la participation pour un montant de 180 000 € HT correspondant à des travaux de reprises complémentaires à réaliser sur les voiries et réseaux de la ZAC.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°6 pour proroger la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2017, afin de poursuivre la remise des ouvrages publics à la collectivité.

Par délibération du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°7 pour proroger la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2019 et achever les dernières opérations en cours et procéder à la remise des ouvrages publics à la collectivité.

Par délibération du 25 octobre 2018, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°8 pour proroger la concession d'aménagement d'un an jusqu'au 31 décembre 2020 et augmenter la participation de la Ville à l'opération de 300 000€.

Par délibération du 14 décembre 2020, la Ville a approuvé un avenant n°9 à la concession afin de la prolonger jusqu'au 31 décembre 2024 pour permettre notamment la réalisation d'études sur le devenir de la parcelle de l'ancien groupe scolaire l'école Rabelais et de l'avancement opérationnel des remises d'ouvrages et derniers travaux en cours.

Le montant global du bilan qui est présenté est inchangé et s'établit à 54 559 000 € en dépenses et en recettes, dont 54 053 000 € réalisés en dépenses et 54 452 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2019. Pour l'année 2019, 42 000 € HT ont été dépensés, principalement pour la réalisation de travaux de voirie et réseaux divers. Les dépenses futures sont néanmoins repositionnées jusqu'à la fin de l'opération en 2024. Une participation d'équilibre de la Ville a été versée à la SERM en 2019, à hauteur de 200 000 €. La participation de la collectivité à l'opération est inchangée.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité, de la zone d'aménagement concerté Malbosc qui a été établi au 31 décembre 2019 par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- BILAN SYNTHÈSE

- CRAC\_2019.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-152670-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Nadia AKIL, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE.

**Absents :**

Stéphanie JANNIN.

**ZAC Nouveau Saint Roch - Concession d'aménagement Ville/SERM - Compte  
Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°9 -  
Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Lors du Conseil municipal du 4 février 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation du futur quartier Nouveau Saint-Roch sous forme de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération ainsi que les modalités relatives à la concertation du public.

La ZAC, de plus de 15 hectares, est délimitée par le pont de Lattes au Nord, la rue Colin à l'Est, le boulevard Vieussens au Sud et l'avenue de Maurin à l'Ouest. Son périmètre intégrait notamment les emprises libérées par la SNCF qui étaient des friches ferroviaires sous-utilisées compte tenu de leur situation.

L'aménagement de ces terrains permet donc la naissance d'un nouveau quartier constituant un atout pour le centre-ville. Ce quartier prévoit la construction d'environ 1 300 à 1 500 logements, des commerces, des bureaux, l'ensemble de ces constructions s'articulant autour d'un parc d'environ 1,5 hectares, dénommé René Dumont.

Par ailleurs, ce quartier central a accueilli le projet d'extension et de modernisation multimodal de la gare Saint-Roch, livrée mi-octobre 2014, ce quartier constitue donc une centralité connectée pour tous les transports collectifs : tramway, bus urbains, bus inter-urbains, navettes. Le Conseil municipal du 24 juillet

2008 a approuvé, le dossier de création de la ZAC Nouveau Saint-Roch.

Par ailleurs et à l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour la désignation d'un concessionnaire chargé de la réalisation des aménagements de la ZAC, le Conseil municipal a approuvé le 4 mai 2009 les termes d'une concession d'aménagement qui a dès lors été signée avec la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Une nouvelle phase de concertation a ensuite été organisée durant l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC Nouveau Saint-Roch. Le Conseil municipal, par délibération du 26 juillet 2010, a établi le bilan définitif de la concertation et arrêté le dossier de réalisation. En conséquence, par délibération du 4 octobre 2010, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC ainsi que son programme des équipements publics.

En 2018, Montpellier Méditerranée Métropole et le Conseil municipal ont approuvé la modification du programme des équipements publics de la ZAC Nouveau Saint-Roch, pour intégrer le véloparc. Les avenants à la concession de 1 à 6, ont acté des adaptations de programme, de travaux, de périmètre, de rémunération et de participation de la Ville au projet. Le projet de véloparc a quant à lui, été intégré à la concession d'aménagement par avenant n°7 du 17 décembre 2018, moyennant le versement d'une participation de 700 000 € HT de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant n°8 avait pour objectif de modifier l'échéancier du versement du montant de cette participation affectée au financement du véloparc.

L'année 2019 a été marquée par le début des travaux de construction des lots 3 et 4, des lots 7 et le début de l'aménagement du parc René Dumont. Des travaux d'espaces publics ont été initiés pour accompagner la livraison de l'hôtel Belaroïa en face de la gare (lot 1 de la ZAC) et finaliser la station de taxis en juin 2020.

Les actes de vente des lots 4 (1 et 2) et des lots 7 (1 et 2) ont été signés ainsi que la vente des commerces situés au rez-de-chaussée du parking.

Les études ont débuté sur le lot 8B, pour la création d'un pôle tertiaire constitué de 3 bâtiments linéaires le long des voies ferrées, il accueillera des espaces de co-working, bureaux et un hôtel innovant. Cet ensemble a fait l'objet d'ateliers architecturaux, rassemblant les porteurs de projet, les architectes, les architectes-urbanistes de l'opération et l'Architecte des Bâtiments de France, pour optimiser l'accueil d'entreprises et la forme urbaine.

Au 31 décembre 2019, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 50 543 000 € et les recettes perçues à 51 661 000 €.

Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 67 620 000 €.

L'augmentation du coût des travaux d'un montant de 1 208 000 € HT est expliquée par des surcoûts liés aux dépollutions des lots 4 et 7, et des travaux de démolitions et de VRD importants (cadereau, quais SNCF, installation provisoire d'un véloparc).

A ce montant viennent s'ajouter des frais d'études supplémentaires pour les lots 8, cette hausse des charges est compensée en partie par des coûts d'acquisitions diminués de 690 000 € HT.

Au total, l'augmentation du bilan est compensée par de meilleurs résultats de commercialisation et une participation du concédant augmentée de 608 000 € HT pour équilibrer le bilan.

En conséquence, un avenant n°9 est proposé pour prolonger la durée de concession de 7 ans, et augmenter le montant des participations des collectivités.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de la Zone d'Aménagement Concerté Nouveau Saint-Roch, établi par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2019 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°9 à la concession d'aménagement modifiant le financement du véloparc, la participation de la collectivité, et la durée de la concession qui est prolongée désormais jusqu'en 2030 ;

- de prendre acte des documents identifiant les acquisitions et les cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Nouveau Saint Roch du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Max LEVITA.

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC 2019
- Bilan synthèse
- Avenant 9
- Acquisitions
- CESSIONS

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-153321-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances**

**Présents :**

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Nadia AKIL, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

Stéphanie JANNIN.

**ZAC Ovalie - Concession d'aménagement Ville/SERM - Compte Rendu Annuel à  
la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°4  
Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003 de lancer la procédure de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Ovalie.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal a approuvé la création de la ZAC Ovalie.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Par délibération du 28 février 2005, le Conseil municipal a approuvé, d'une part, le dossier de réalisation de la ZAC, d'autre part, le programme des équipements publics.

Par arrêté préfectoral en date du 13 avril 2005, les travaux et acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie ont été déclarés d'utilité publique.

Suite à la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Cette opération, d'une superficie de 32 hectares, est bordée par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le ruisseau du Rieucoulon à l'ouest. Elle a pour objectif d'offrir une offre de logements diversifiée, dans un cadre paysagé de qualité. Doté de commerces et services de proximité, et de nombreux équipements publics (crèche, groupe scolaire, EHPAD, parcs), ce nouveau quartier de 3 300 logements à terme marquera l'entrée sud-ouest de la ville et la transition entre les espaces naturels et agricoles de la vallée du Rieucoulon et les tissus urbains constitués de Montpellier. La proximité du complexe de rugby « Yves du Manoir », équipement métropolitain, participe de la valorisation de ce secteur de la ville. Le prolongement de la rue de Bugarel jusqu'à la rue du Pas du Loup permet quant à lui d'assurer une liaison forte avec le quartier de Bagatelle.

Par délibérations du 29 septembre 2005 et du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a respectivement approuvé un avenant n°1 à la concession d'aménagement fixant les conditions économiques et administratives propres aux acquisitions foncières et conduisant à adapter les rémunérations de la SERM, et un avenant n° 2 autorisant la SERM à confier la mission "Sécurité et Protection de la Santé" à un prestataire extérieur après mise en concurrence.

Par délibération en date du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 à la concession d'aménagement prolongeant sa durée de 3 ans jusqu'au 31 décembre 2024, sans participation supplémentaire du concédant et sans modification de la convention d'avance de trésorerie (avances infra-annuelles consenties par la ville conformément à l'article L.1523-2, 4° du Code Général des Collectivités Territoriales).

Le bilan qui est présenté s'établit, au 31 décembre 2019, à 86 414 000 € HT en dépenses et 86 414 000 € HT en recettes, dont 77 939 000 € HT réalisés en dépenses et 76 269 000 € HT réalisés en recettes.

Le bilan est augmenté de 1 563 000 € HT en dépenses en raison principalement de l'actualisation des coûts de travaux de l'opération Ovalie et des acquisitions foncières à réaliser sur le secteur en projet du Rieucoulon. Cette hausse des dépenses est compensée par une augmentation des recettes de charges foncières de la ZAC Ovalie et le remboursement par la future opération d'aménagement du Rieucoulon des frais d'acquisitions engagés.

La participation d'équilibre de la Ville reste inchangée. Elle s'établit toujours à 3 600 000 € HT. Elle est soldée depuis 2013.

La convention d'avance de trésorerie consentie par la Ville de Montpellier a pris fin le 31 décembre 2018.

Un document identifiant les cessions effectuées par la SERM entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2019 est présenté en annexe de la présente délibération. S'agissant des acquisitions, aucune n'a été réalisée en 2019.

Enfin, il est proposé de procéder à un avenant n°4 à la concession d'aménagement Ovalie visant à modifier les modalités de versement de la rémunération forfaitaire relative à la clôture de l'opération dite rémunération de liquidation. Les dispositions actuelles prévoient un versement unique au terme du contrat de concession prévu fin décembre 2024. Il est proposé d'échelonner cette recette entre 2021 et 2024, sans en modifier le montant, de manière à prendre en compte le travail accompli par la SA3M pour la remise progressive des ouvrages en fonction de l'avancement de l'opération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de la ZAC Ovalie, établi par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2019 ;



- d'approuver l'avenant n°4 à la concession d'aménagement ;
- de prendre acte des documents joints identifiant les cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Ovalie du 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Max LEVITA.

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 01420\_CRAC\_2019\_VD.pdf
- 1420 BILAN SYNTHESE.pdf
- CESSIONS 2019-1420 - ZAC OVALIE.pdf
- 01420\_CRAC\_avenant 4\_VD.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-153967-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du lundi 8 février 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Finances

#### Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Yves BARRAL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Nadia AKIL, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

#### Absents :

Stéphanie JANNIN.

## **ZAC Port Marianne - Consuls de Mer - Concession d'aménagement Ville-SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°15 - Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Consuls de Mer s'est développée dès le milieu des années 1990 en rive droite du Lez, entre le centre-ville et le Lez. Elle a pour objet principal d'apporter à ce quartier, qui s'était urbanisé sans grande cohérence, les équipements et la configuration urbaine qui lui faisaient défaut. Dans cet esprit, sa définition et sa coordination urbanistique, architecturale et paysagère ont été confiées à R. KRIER, architecte exerçant à Vienne et à Berlin, dont les travaux s'inspirent des formes de nos anciens cœurs de ville. Plusieurs opérations de construction se sont ainsi développées sur ce quartier selon les principes de R. KRIER dans la conception des "maisons de ville" qui composent les îlots de la ZAC.

La convention publique d'aménagement, signée entre la Ville et la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) pour l'aménagement de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer, a été approuvée par délibération du 9 mai 1994 et modifiée par les avenants n° 1, 2 et 3, autorisés respectivement par les délibérations du Conseil municipal du 24 juillet 1995, du 2 décembre 1996 et du 31 juillet 1998. Un avenant n° 4 approuvé par délibération du 25 juillet 2001 est venu transformer la concession en convention publique d'aménagement.

Un avenant n° 1 à cette convention publique d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2002. Celui-ci a permis d'engager les études nécessaires à une première extension de la ZAC au sud de l'avenue du Professeur Etienne Antonelli, sur des terrains devant accueillir le quartier accompagnant le nouvel hôtel de Ville.

Un avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement, approuvé par le Conseil municipal du 29 juillet 2004, désignait la SERM pour la réalisation des travaux d'aménagement et de construction de cette extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer. Cet avenant a également prorogé la durée de la convention publique d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2010 et fixé l'échéancier de la participation financière de la Ville à l'opération.

Le 25 juillet 2003, le Conseil municipal a adopté les objectifs et modalités d'association du public à cette 1<sup>ère</sup> extension de ZAC. D'une superficie de 9 hectares environ, cette opération devait permettre, dans une perspective de mixité urbaine, de compléter le programme du quartier en logements et locaux d'activités, et d'accueillir le futur hôtel de Ville de Montpellier.

Le programme de cette 1<sup>ère</sup> extension de ZAC prévoyait également la réalisation d'un parc public paysager de 4 hectares environ, comprenant en infrastructure un bassin d'orage d'une capacité de 20 000 m<sup>3</sup>, un parc de stationnement public d'environ 700 places, ainsi que des voiries et espaces publics nécessaires au fonctionnement du quartier (équipements aujourd'hui réalisés). Les études relatives à l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer ont été confiées à l'équipe d'architectes urbanistes Jean Nouvel / François Fontès.

Le dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 31 mars 2004. Le dossier de réalisation a, quant à lui, été arrêté par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2004 et approuvé par délibération du 25 juillet 2005. Le programme des équipements publics correspondant a également été approuvé par délibération du Conseil municipal le 25 juillet 2005. Après avoir déclaré l'intérêt général de cette extension par délibération du Conseil municipal du 9 mai 2005, la Ville a demandé à Monsieur le Préfet d'en déclarer l'utilité publique, qui a été prononcée par arrêté préfectoral du 20 juin 2005. Par cette extension d'environ 9 hectares, la superficie totale de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été portée à 20,8 hectares.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Un avenant n° 3 approuvé par le Conseil municipal le 25 juillet 2005, a permis de modifier la concession d'aménagement pour ajuster, en le minimisant, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières.

Enfin, le calendrier de réalisation des équipements primaires de la ZAC ayant été décalé dans le temps, l'échéancier de versement des participations de la Ville correspondant à ces équipements a dû être adapté en conséquence et a donné lieu à un avenant n° 4 à la concession d'aménagement, approuvé par le Conseil municipal du 25 juillet 2006.

La première extension de la ZAC au sud de l'avenue du Professeur Antonelli, conçue autour du nouvel hôtel de Ville, est entrée en phase opérationnelle au printemps 2006.

Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil municipal a décidé le lancement d'une deuxième procédure d'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer dans le prolongement sud-ouest du secteur du nouvel hôtel de Ville, délimitée au sud par la rue des Acconiers. Cette délibération a également fixé les objectifs d'aménagement retenus pour ce projet et les modalités d'association du public.

Outre la nécessité de compléter l'offre en programmes de logements et de bureaux proposée sur le secteur de

l'hôtel de Ville, cette 2<sup>ème</sup> extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer permet d'assurer la continuité avec les quartiers existants, la construction d'une façade urbaine le long de la rue des Acconiers et de l'avenue Germaine Tillion (ancienne voie ferrée d'intérêt local) et, surtout, de renforcer l'urbanisation le long des nouvelles lignes du tramway.

Dans ce contexte, par délibération du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 5 prorogeant la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2015 pour permettre à la SERM de mener les études relatives à ce nouveau projet d'extension de ZAC. Cet avenant n° 5 a également autorisé la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur, après mise en concurrence, cette mission étant supprimée de la convention publique d'aménagement. De même, pour donner suite à la modification du régime fiscal des participations et afin de garantir les droits de la collectivité en matière de récupération de TVA, cet avenant a intégré un modèle de fiches d'ouvrages permettant de déterminer les participations affectées par la collectivité à chaque ouvrage.

Enfin, cet avenant n° 5 a acté la réalisation par la SERM des bâtiments situés à l'ouest de la place Georges Frêche (« parvis » de l'hôtel de Ville) pour l'accueil d'environ 6 000 m<sup>2</sup> de surface hors œuvre nette (SHON) de bureaux et de commerces, opération traduite par une augmentation des dépenses dans le bilan prévisionnel de la ZAC compensée à un niveau équivalent par les recettes de cession attendues.

Un avenant n° 6 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération en Conseil municipal du 24 juillet 2008, afin d'adapter les versements de la participation de la Ville au titre des équipements publics à l'échéancier de réalisation de ces mêmes équipements. Cet avenant a également permis d'adapter le taux de rémunération de commercialisation de la SERM propre à la cession du volume du nouvel hôtel de Ville.

Lors de cette même séance du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a acté l'abandon de la réalisation par la SERM des bâtiments situés à l'ouest de la place Georges Frêche, constatant la possibilité de réalisation de cette opération par la promotion privée du fait des bonnes conditions du marché. Le Conseil municipal a également approuvé le dossier de création de l'extension de la ZAC, déterminant ainsi le nouveau périmètre d'opération.

Pour donner suite à l'approbation de ce dossier de création, un avenant n°7 à la concession d'aménagement a été approuvé par le Conseil municipal le 9 février 2009, afin d'étendre les missions d'aménageur de la SERM sur une partie du nouveau périmètre de ZAC et d'adapter le bilan financier, et notamment la participation de la Ville et son échéancier de versement, à ces nouvelles missions.

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 8 à la concession d'aménagement afin de modifier les missions de la SERM et d'adapter le bilan de l'opération et l'échéancier de versement de la participation de la Ville aux évolutions du programme des travaux (prise en compte des travaux de la ligne de tramway avenue Germaine Tillion, mise en lumière du quartier par Yann Kersalé dans le cadre du programme « La nuit des liens », adaptation du réseau pluvial dans le secteur des Acconiers). Cet avenant a acté une augmentation de la participation de la Ville de 2 096 000 € HT, portant son montant total à 25 394 400 € HT.

Désireuse de s'appuyer sur l'assistance technique de la SERM dans le cadre de la désignation du gestionnaire du parking public d'environ 700 places, la Ville a approuvé un avenant n° 9 par délibération du 26 juillet 2010. Les objectifs de cette assistance étaient de préciser les limites de prestation entre la SERM et le gestionnaire, de définir les travaux et équipements assurés par l'un et l'autre et de confier à la SERM les travaux ainsi définis. Cet avenant a également permis de modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à la concession d'aménagement pour tenir compte de l'avancement des équipements primaires de la ZAC.

Par ailleurs, un avenant n°10 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du 25 juillet 2011 afin de modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à l'opération pour tenir compte du calendrier de réalisation des équipements primaires.

En 2010, une phase de concertation portant sur le projet de dossier de réalisation de la deuxième extension de la ZAC (phase 3) a été menée du 29 novembre 2010 au 17 décembre 2010. A l'issue de cette phase de concertation, le Conseil municipal a approuvé, par délibération du 7 février 2011, le bilan complémentaire et définitif de la concertation et a arrêté le projet de dossier de réalisation de cette extension de ZAC.

Par délibérations du 9 mai 2011, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics de cette opération.

Par arrêté du 2 août 2012, la déclaration d'utilité publique a été prononcée par le Préfet de l'Hérault.

Parallèlement, le Conseil municipal a engagé, par délibération du 6 février 2012, une nouvelle procédure visant à adapter le périmètre de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer. Cette démarche, qui répond notamment à l'application du protocole d'accord signé le 8 juin 2011 entre la Ville et les consorts Agelou, propriétaires d'une parcelle située dans la 2<sup>ème</sup> extension de la ZAC, permet aussi d'approfondir la réflexion sur l'affirmation du contexte urbain de la façade de l'avenue Germaine Tillion ainsi que du renouvellement urbain des parcelles situées en bordure de la rue du Moulins des sept Cans.

Le 23 juillet 2012, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°11 à la concession afin de modifier le montant et l'échéancier de versement de la participation de la Ville (à hauteur de 500 000 €) de manière à intégrer la réalisation du carrefour à l'intersection de l'avenue Germaine Tillion, de la rue des Acconiers et de l'avenue du Pont Trinquat. Par délibération du Conseil municipal du 25 novembre 2013, l'avenant n°12 à la concession est venu modifier l'échéancier de versement de cette participation afin de la répartir sur les années 2014 et 2015.

Compte-tenu des opérations qui restaient à engager par la SERM, notamment sur le secteur de la deuxième extension (phase 3), une prolongation de la concession de cinq années supplémentaires, soit jusqu'au 31 décembre 2020, a été approuvée par le Conseil municipal lors de sa séance du 6 novembre 2014 dans le cadre d'un avenant n°13 signé le 10 décembre 2014.

Au regard de l'avancement de l'opération au 31 décembre 2016, notamment en matière de réalisation d'équipements publics et de cession des droits à construire, une prolongation de la concession de quatre années supplémentaires, soit jusqu'au 31 décembre 2024, a été entérinée en séance du 3 novembre 2017 par le Conseil municipal dans le cadre d'un avenant n°14 signé le 19 décembre 2017.

En raison de l'amorce des procédures de remises d'ouvrage sur cette opération, il convient d'adapter les conditions de perception par la SERM de la rémunération dite de clôture. Prévue en 2024, la rémunération de liquidation doit être lissée dans le temps de manière à être perçue dans un calendrier qui se rapproche du travail effectué par la société. Une partie sera donc versée en 2021 puis le reliquat en 2024. Ceci constitue l'objet de l'avenant n°15.

Au 31 décembre 2019, les dépenses engagées et les recettes perçues au titre de la concession d'aménagement s'élèvent respectivement à 108 963 000 € HT et à 109 314 000 € HT. A la même date, le bilan prévisionnel s'équilibre à 116 183 000 € HT en dépenses et en recettes, sans évolution par rapport au bilan précédent.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de la Zone d'Aménagement Concerté Port Marianne - Consuls de Mer, établi par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2019 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°15 permettant d'adapter les conditions de perception par la SERM de la rémunération dite de clôture ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Max LEVITA.

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Compte Rendu Annuel à la Collectivité
- Bilan
- Avenant n°15

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-153990-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du lundi 8 février 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Finances

#### Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Nadia AKIL, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Céline SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE.

#### Absents :

Stéphanie JANNIN, Clothilde OLLIER.

## **ZAC Port Marianne - Jacques Cœur - Concession d'aménagement Ville / SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Par convention de mandat du 10 février 1994, la Ville de Montpellier a confié à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) les études du quartier et du bassin Jacques Cœur.

Dans ce cadre, un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a été organisé en 1994. Le lauréat de ce concours, ARCHIMEDE, SARL constituée des architectes A. Garcia-Diaz, F. Fontès et Ph. Bonon, a procédé aux études préliminaires à la réalisation de ce nouveau quartier.

Un concours en vue du choix de bureaux d'études a été organisé pour compléter l'équipe de maîtrise d'œuvre. A l'issue de ce concours, les bureaux d'études INFRA-SUD et SIEE ont été retenus.

Depuis lors, les études d'urbanisme et les études préliminaires d'infrastructures se sont poursuivies en vue de la préparation du dossier d'une première zone d'aménagement concerté (ZAC), dénommée Port Marianne - Jacques Cœur, sur un périmètre compris entre le Lez à l'Ouest, l'avenue Raymond Dugrand à l'Est, l'avenue Marie de Montpellier au Nord et le bassin Jacques Cœur au Sud.

Les objectifs et modalités d'association du public pour cette ZAC ont été adoptés par délibération du Conseil municipal du 24 juillet 1995. Par délibération du 6 janvier 1997, le Conseil municipal de la Ville de

Montpellier a décidé de concéder les études et la réalisation du quartier Jacques Cœur à la SERM.

Le dossier de création de cette ZAC a été arrêté par le Conseil municipal du 27 février 1997 et approuvé par celui du 25 avril 1997.

Le dossier de réalisation de la ZAC, élaboré en association avec les services de l'Etat et soumis à concertation, a été arrêté par délibération du Conseil municipal du 22 octobre 1998. Après enquête publique et avis favorable de la commission d'enquête, ce dossier de réalisation a été approuvé par délibération du 27 juillet 1999. L'opération a été déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral du 26 octobre 1999.

Par délibération du 24 septembre 2002, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 à la convention publique d'aménagement afin de pouvoir engager durant l'année 2003 les études nécessaires à l'extension de la ZAC au Sud du bassin Jacques Cœur, compte tenu de la bonne commercialisation de la partie Nord de l'opération. Ces études ont amené le Conseil municipal à approuver le lancement de cette extension par délibération du 31 mars 2004.

A l'issue de la concertation organisée auprès du public, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création et arrêté le dossier de réalisation de l'extension de ZAC par délibération du 7 octobre 2004. Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a ensuite approuvé le dossier de réalisation de l'opération ainsi que son programme des équipements publics.

Cette extension, qui porte à 9,6 hectares la superficie totale de la ZAC, permet de poursuivre la réalisation du quartier jusqu'à l'avenue Théroigne de Méricourt, au Sud.

L'ensemble de ce nouveau quartier, extension comprise, prévoit la réalisation d'environ 1 600 logements, des commerces, des locaux d'activités et des bureaux, répartis sur onze îlots.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement en vue d'autoriser la SERM à réaliser le bâtiment situé en bordure de la place Ernest Granier (îlot A), et de poursuivre ainsi la réalisation des façades de cet espace public majeur, amorcées avec celles du bâtiment dénommé « *Etoile Richter* », également réalisé par la SERM et situé sur l'îlot N de la ZAC Port Marianne - Richter.

Ce bâtiment, dénommé « *Arche Jacques Cœur* » a été inauguré le 20 juin 2007. Il abrite des bureaux sur une superficie totale d'environ 11 600 m<sup>2</sup>, ainsi que des commerces en rez-de-chaussée.

Par délibération du 9 octobre 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 3 à la convention publique d'aménagement visant à étendre le périmètre de ladite convention aux voies primaires riveraines du quartier (les avenues Raymond Dugrand et Théroigne de Méricourt) au droit de l'opération.

Un avenant n° 4 a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 29 juillet 2004, afin de proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2008.

Un avenant n° 5, approuvé par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2004, a permis d'étendre le périmètre de la convention publique d'aménagement, de confier à la SERM l'étude et la réalisation de l'extension de la ZAC, d'approuver le bilan financier prévisionnel qui s'attache à cette extension et de proroger la durée de la convention publique d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2013.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

L'avenant n° 6, que le Conseil municipal a approuvé le 25 juillet 2005, a permis de modifier la concession d'aménagement pour ajuster, en le minimisant, le taux de rémunération de la SERM en matière



d'acquisitions foncières, et réduire le périmètre de l'opération en excluant une partie de l'emprise de l'avenue Raymond Dugrand.

L'avenant n° 7, approuvé par le Conseil municipal le 26 juillet 2007, a autorisé la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur, celle-ci étant supprimée de la concession d'aménagement.

Le Conseil municipal a approuvé, par délibération du 27 juillet 2009, la modification du programme des équipements publics de la ZAC afin d'y intégrer la réalisation d'un parking public. Ce parking public, comportant environ 740 places, est situé sous l'îlot H (*La Mantilla*) de la ZAC en bordure de l'avenue Raymond Dugrand et permet de répondre aux besoins en stationnement des nombreux programmes de commerces, de bureaux ou de logements en cours de construction ou à venir sur cette avenue. Pour permettre la réalisation de ce parking par la SERM, un avenant n° 8 à la concession d'aménagement a été approuvé lors de la même séance du Conseil municipal afin de proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2014.

Compte tenu des délais de poursuite de l'opération, et notamment ceux nécessaires à la réalisation du programme de *La Mantilla* et de son parking public, un avenant n° 9 à la concession d'aménagement approuvé en séance du Conseil municipal du 26 juillet 2010 a permis de proroger la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2018. Ce même avenant a par ailleurs amené à modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à l'opération pour le financement partiel de l'avenue Théroigne de Méricourt (pour un montant global de 1 933 000 € HT).

Par délibération du 3 octobre 2011, le Conseil municipal, actant la possibilité d'assurer le portage financier du parking de *La Mantilla* par un investisseur, a retiré cet ouvrage du programme des équipements publics de la ZAC.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°10 à la concession d'aménagement, signé le 25 novembre 2015 et tamponné préfecture le 15 décembre 2015, le versement à la SERM d'une rémunération forfaitaire complémentaire de 6 000 € HT lui permettant d'assurer le suivi et la gestion du parc de stationnement ouvert au public de *La Mantilla*.

Par délibération du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°11 à la concession d'aménagement permettant de compléter les missions de la SERM en ce qui concerne le suivi et la gestion des demandes d'implantations commerciales au sein de l'opération et de prévoir la rémunération correspondante. Cet avenant a également permis de modifier la concession pour permettre de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM pour les adapter au travail réellement effectué par la société.

Par délibération du 3 novembre 2017, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°12 à la concession d'aménagement signé le 19 décembre 2017 afin de prolonger la durée de la concession jusqu'en 2023 pour permettre à la SERM de poursuivre l'exploitation du parc de stationnement de *La Mantilla* jusqu'à cette échéance.

Compte tenu du fait que le parc de stationnement de *La Mantilla*, toujours géré par la SERM dans le cadre de la concession d'aménagement, ne pourra atteindre en 2023 les conditions de rentabilité permettant d'envisager sa revente à investisseur privé comme initialement envisagé, un avenant n°13 a été approuvé par le Conseil municipal le 25 octobre 2018 afin de prolonger la durée de la concession d'aménagement jusqu'en 2028. D'ici cette date, la SERM aura pour mission de stabiliser le fonctionnement de ce parc de stationnement, d'adapter ses tarifs et de mettre en œuvre tous moyens nécessaires pour permettre au parking de rentrer dans une phase de maturité pour attirer les investisseurs privés.

Au 31 décembre 2019, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 74 542 000 € HT et les recettes perçues à 70 373 000 € HT. Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 82 246 000 € HT, sans modification notable par rapport au bilan précédent.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Bilan
- Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC)

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-153932-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du lundi 8 février 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Finances

#### Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Nadia AKIL, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

#### Absents :

Stéphanie JANNIN.

## **ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde - Concession d'aménagement Ville-SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°16 - Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 25 juin 1990, le Conseil municipal approuvait le dossier de réalisation de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-Jardins de la Lironde et concédait à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) les études et aménagements nécessaires à l'opération.

A la suite d'une mission d'études complémentaires menée par l'architecte en chef Christian de Portzamparc, désigné par la Ville, le Conseil municipal fixait, lors de la séance du 20 juin 1991, les objectifs et les modalités de concertation du public en vue d'une extension - modification de cette ZAC.

Par délibération du 28 juillet 1992, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 au traité de concession signé avec la SERM. Toutefois les difficultés du marché de l'immobilier des années 1992-1993, conjuguées aux difficultés juridiques liées à l'annulation du POS de Montpellier, ont conduit la Ville à différer l'engagement de l'opération.

Par la suite, la reprise du marché immobilier et l'excellente commercialisation des ZAC engagées sur Port Marianne (Blaise Pascal, Richter, Consuls de Mer), ont rendu nécessaire la relance de cette opération.

C'est dans ce contexte que, par délibération du 30 mars 1998, la Ville de Montpellier a fixé les objectifs d'un nouveau projet de ZAC et les modalités d'association du public. Lors de cette même séance, le Conseil municipal a approuvé la concession de l'opération à la SERM en intégrant, notamment, les engagements fonciers et financiers souscrits dans le cadre du traité initial.

Une nouvelle ZAC a par conséquent été créée par délibération du Conseil municipal du 20 décembre 1999.

Par délibération du 20 décembre 1999, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 à la concession d'aménagement visant notamment à adapter le périmètre du traité de concession à celui de la ZAC.

Les études, à nouveau menées par Christian de Portzamparc, ont conduit à l'élaboration du dossier de réalisation que le Conseil municipal a approuvé par délibération du 29 septembre 2000. Un bilan prévisionnel a été établi. Ce bilan intègre également les engagements fonciers et financiers souscrits dans le cadre du traité de concession initial.

Le programme des équipements publics de la ZAC a été approuvé par délibération du 29 septembre 2000. La ZAC prend en charge la totalité du coût des voiries et réseaux uniquement nécessaires à son fonctionnement, et une partie (40 %) du coût des voiries dites primaires, seulement pour la quote-part nécessaire aux besoins de la ZAC (rue Léonard de Vinci, avenue Albert Einstein et route de Vauguières partiellement).

Pour l'étude et la réalisation de ces voiries primaires, une convention de mandat a été confiée à la SERM, par délibération du Conseil municipal du 5 novembre 2001.

Par délibération du 25 juillet 2001, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 2 à la concession d'aménagement visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement et à définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 6 février 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 3 à la convention publique d'aménagement pour demander à la SERM d'étudier une extension de la ZAC de manière à intégrer l'ensemble des terrains anciennement gérés par l'ASPTT, d'une superficie de 2,6 ha acquis par la Ville auprès de La Poste, et situé en bordure de la rue Léonard de Vinci et du parc public.

Les études menées ont conduit le Conseil municipal à approuver, par délibération en date du 31 mars 2004, le lancement d'une procédure d'extension de la ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde sur ces terrains. C'est par délibérations du 25 juillet 2005 que le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants à cette extension de ZAC ont été approuvés.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Un avenant n° 4, approuvé par le Conseil municipal du 25 juillet 2005, est venu modifier la concession d'aménagement pour ajuster, selon un barème dégressif, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières.

Par délibération du 27 octobre 2005, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 5 à la concession d'aménagement, permettant de modifier le bilan prévisionnel de la ZAC. Des études ont en effet montré qu'au moins la moitié des élèves du groupe scolaire prévu dans la ZAC seraient des enfants issus des logements construits dans le cadre de l'opération. C'est pourquoi l'avenant n° 5 a acté le versement d'un fonds de concours à la Ville d'un montant de 1 523 000 € en 2006 (au prorata de la prévision de fréquentation) pour la construction de ce groupe scolaire, et que, conformément à une délibération du 25 juillet 2006, le programme des équipements publics de la ZAC a été modifié pour tenir compte de cette évolution.

L'avancement de l'urbanisation du quartier Port Marianne et l'augmentation de la population ont conduit la Région Languedoc Roussillon à programmer la réalisation d'un lycée professionnel, dénommé « *Lycée Georges Frêche* », sur l'îlot P de la ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde. Compte tenu de la nature de cet équipement, la Ville a décidé de procéder à la cession gratuite de ce terrain à la Région Languedoc Roussillon. Cette cession gratuite générant une perte de recette au bilan prévisionnel de 2 000 000 € HT, un avenant n° 6, approuvé par délibération du 25 juillet 2006, a permis de modifier le bilan prévisionnel de la concession d'aménagement pour compenser cette perte par une augmentation équivalente de la participation financière de la Ville à l'opération.

La bonne commercialisation de la ZAC, à cette époque, a généré un niveau de recettes suffisamment important qui a permis de compenser le montant de la participation financière de la Ville. Dans ce contexte, un avenant n° 7 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 afin de modifier le bilan prévisionnel de l'opération par la réduction de cette participation de la Ville pour un montant de 2 000 000 € HT.

Cet avenant a également intégré les dispositions autorisant la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur après mise en concurrence, cette mission étant supprimée de la concession d'aménagement.

Afin de réaliser les aménagements de la partie ouest de la ZAC en particulier pour accompagner les constructions sur les îlots I, J, K, M2, N et Y, un avenant n° 8 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 en vue de proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2015.

La santé financière de l'opération a permis de dégager en 2010 un fonds de concours de 700 000 € au bénéfice de la Ville, dont 200 000 € ont été versés en 2011 et 500 000 € en 2012. Le fonds de concours total versé à la Ville par l'opération d'un montant de 3 743 000 € reste inchangé par rapport au bilan précédent.

Un avenant n°9 à la concession d'aménagement a été approuvé au Conseil Municipal du 25 novembre 2013 et signé le 20 décembre 2013 en vue de proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2017.

A la suite d'études hydrauliques menées sur l'ensemble du bassin versant de la Lironde, le cours d'eau qui traverse cette opération, un des îlots sur lequel était projetée une opération de logements (îlot Y) s'est révélé inondable et ne peut plus faire l'objet d'un projet de construction. Cette situation a entraîné par conséquent une perte de charge foncière de 476 000 €, ce qui a amené la SERM à solliciter une participation d'équilibre de la Ville d'un montant de 448 000 € programmée en 2017. En conséquence, un avenant n°10 au traité de concession permettant d'adapter la participation d'équilibre de la Ville a été approuvé par le Conseil municipal du 6 novembre 2014 et signé le 10 décembre 2014.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°11 à la concession d'aménagement, signé le 25 novembre 2015, en vue de l'octroi d'une nouvelle participation d'équilibre à l'opération de 606 000 €. Cette modification a permis de porter la participation d'équilibre totale de la Ville à un montant total de 1 054 000 € pour un versement prévu en 2017.

Un avenant n°12 à la concession d'aménagement, approuvé par le Conseil municipal le 20 octobre 2016, a permis de proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2020, de décaler sur 2018 la participation de la Ville et de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM.

Par délibération du 3 novembre 2017, un avenant n°13 à la concession d'aménagement signé le 19 décembre 2017, a permis de décaler en 2019 la participation prévue en 2018.

Un avenant n°14, approuvé par délibération du Conseil municipal du 25 octobre 2018 et signé le 17 décembre 2018 a modifié l'échéancier du versement de la participation de la Ville en décalant sur 2020 cette participation d'équilibre initialement prévue en 2019.

Afin de poursuivre l'aménagement d'un quartier vivant et animé et répondre, à proximité des lignes de tramway, à la demande en logements toujours très importante sur Montpellier, et en particulier en logements locatifs sociaux, des études de faisabilité opérationnelles et la réalisation de nouveaux programmes ont dû être engagées.

Aussi, pour permettre la poursuite de cette opération, la durée de la concession d'aménagement, prévue jusqu'en 2020, a été prolongée de 5 ans jusqu'au 31 décembre 2025. Cette modification a fait l'objet d'un avenant n°15 au traité de concession approuvé par le Conseil municipal du 21 novembre 2019.

A ce jour, les recettes complémentaires envisagées en 2018 liées à la commercialisation de nouveaux lots ne sont pas fiabilisées et n'ont donc pas été intégrées au bilan. Dans l'hypothèse d'une concrétisation de ces opportunités foncières, les recettes de commercialisation pourraient venir compenser la participation Ville de 1 053 500 €. Il est donc proposé que le versement de cette participation prévu initialement en 2020 soit décalé en 2025. Ce décalage fait l'objet d'un avenant n°16 à la concession d'aménagement.

Parallèlement, les demandes et arbitrages pris entre la Ville concédante, l'exploitant Montpellier Méditerranée Métropole et la SERM sur les remises d'ouvrage entraînent le versement d'une participation complémentaire de la Ville de 460 000 €, qui fait également l'objet de l'avenant n°16.

Au 31 décembre 2019, les dépenses engagées s'élevaient à 45 082 000 € HT pour un montant de recettes perçues de 44 352 000 € HT. Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre à 45 957 000 € en dépenses et en recettes, en hausse de 460 000 € par rapport à l'exercice précédent afin d'intégrer une nouvelle participation de la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de la ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2019 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°16 décalant à 2025 le versement de la participation d'équilibre à l'opération pour un montant de 1 053 500 € et actant le versement d'une nouvelle participation d'équilibre de 460 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Max LEVITA.

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Compte Rendu Annuel à la Collectivité
- Bilan
- Avenant n°16

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-153986-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Nadia AKIL, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

Stéphanie JANNIN.

**ZAC Port Marianne - Parc Marianne et extension, avenue de la Mer et plaine du  
Mas de Carbonnier - Concession d'aménagement Ville - SERM - Compte Rendu  
Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°13 - Autorisation de  
signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre du développement de Port Marianne, le Conseil municipal a décidé, par délibération du 12 mars 2003, l'engagement d'études de définition urbaine sur une zone située à l'Est de l'avenue de la Mer (rebaptisée avenue Raymond Dugrand), couvrant les secteurs au Nord et au Sud du parc public Parc Marianne (devenu Georges Charpak) et leur environnement immédiat.

Par la même délibération, la Ville a confié à la SERM un mandat pour la réalisation, d'une part, des études préalables aux études de définition urbaines et, d'autre part, des études préalables au montage d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) nécessaires à l'approbation d'une convention publique d'aménagement.

A l'issue des études de définition, le projet de l'équipe d'architectes-urbanistes « *Architecture Studio – Imagine – Carrés Verts* » a été désigné comme lauréat. Le contrat d'études avec ce groupement, approuvé par délibération du Conseil municipal du 3 juin 2004, a permis de préciser les orientations urbaines, architecturales et paysagères pour un premier périmètre d'aménagement et d'élaborer les dossiers techniques et administratifs afférents.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal a décidé de lancer la procédure de ZAC sur un premier secteur de 7 ha, délimité par l'avenue du Mondial 98 au Nord, l'avenue Raymond Dugrand à l'Ouest, la

future avenue Joan Miró à l'Est et le parc Georges Charpak au Sud, et désigné sous l'appellation « *ZAC Port Marianne-Parc Marianne* ». Le dossier de création de cette ZAC a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 7 octobre 2004 avec pour objectif principal la construction de logements collectifs et de bureaux.

Par ailleurs, la complexité et la diversité des opérations envisagées sur un même périmètre ont conduit la Ville à lancer, le 12 février 2005, une procédure de mise en concurrence en vue de désigner le titulaire d'une convention publique d'aménagement (telle que prévue par les articles L.300-4, L.300-5 du Code de l'urbanisme) sur un secteur de 40 ha environ, dénommé alors « *Quartier Port Marianne – Parc Marianne, avenue de la Mer, Plaine du Mas de Carbonnier* ».

Les objectifs principaux retenus pour ce secteur étaient les suivants :

- réaliser la première ZAC de 7 ha, située entre l'avenue du Mondial 98 et le Parc Georges Charpak (capacité d'environ 100 000 m<sup>2</sup> de Surface Hors Œuvre Nette (SHON) – environ 1 000 logements, bureaux, commerces et services), créée par délibération du 7 octobre 2004 ;
- poursuivre l'urbanisation par l'aménagement d'une zone d'environ 6 ha au Sud du parc (capacité d'environ 80 000 m<sup>2</sup> de SHON – environ 800 logements, commerces et services) ;
- aménager une zone de 8 ha environ, située entre l'emplacement réservé pour voirie C37 (future avenue Nina Simone) inscrit au plan local d'urbanisme (PLU), la rue du Mas Rouge et l'autoroute A9 (devenue A709), dans le secteur de la plaine du Mas de Carbonnier, pour accueillir notamment des entreprises créées ou transférées – capacité d'environ 50 000 m<sup>2</sup> de SHON ;
- requalifier une zone de 4 ha environ située en bordure de la place Ernest Granier et de l'avenue du Mondial 98, aujourd'hui principalement occupée par des activités d'entrepôt et de commerce, afin d'accueillir des bureaux et logements ;
- aménager une zone de 5 ha environ, située au Sud de l'avenue du Mondial 98 et à l'Est de l'emplacement réservé pour voirie C99 (future avenue Joan Miró), destinée à accueillir un établissement d'enseignement secondaire du 1<sup>er</sup> degré, des logements et activités ;
- requalifier l'avenue Raymond Dugrand, entre la place Ernest Granier et l'autoroute A709, et aménager les voiries structurantes C37 (future avenue Nina Simone) et C99 (future avenue Joan Miró).

La commission-jury réunie le 7 avril 2005 a décidé de retenir la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) comme aménageur. Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé les termes de la convention publique d'aménagement liant la Ville à la SERM.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics de la ZAC ont été approuvés par délibérations du Conseil municipal du 29 septembre 2005.

Par délibération du 31 janvier 2006, le Conseil municipal a décidé de lancer la procédure d'extension de la ZAC « *Port Marianne – Parc Marianne* ». A la suite d'une phase d'études et de concertation avec le public, par délibération du 27 juin 2006, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne-Parc Marianne ainsi que le bilan de la concertation à laquelle elle a donné lieu.

L'extension de la ZAC consiste à urbaniser trois secteurs dans le prolongement de la ZAC initiale :

- au Sud de la ZAC initiale, sur environ 15 ha, un secteur intégrant le parc public déjà aménagé et les terrains situés entre ce parc et la future avenue Nina Simone, destinés à recevoir un programme d'environ 80 000 m<sup>2</sup> de SHON majoritairement de logements ;
- un secteur d'environ 5 ha à vocation essentiellement d'activités (programme d'environ 30 000 m<sup>2</sup> SHON), situé dans la plaine du Mas de Carbonnier et délimité par les rues du Mas Rouge, du Mas de Barlet, la future avenue Nina Simone et l'autoroute A709 ;
- au Nord-Est, longeant l'avenue du Mondial 98, un secteur d'environ 2 ha destiné à accueillir un programme d'environ 10 000 m<sup>2</sup> SHON de logements.

Le 25 juillet 2006, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 à la concession d'aménagement modifiant l'article 16-6 de la concession pour supprimer la participation financière de la Ville d'un montant de 863 000 €, initialement prévue par l'échéancier prévisionnel des dépenses.

La mission « *Sécurité et Protection de la Santé* » (SPS) étant supprimée du contrat de concession, un avenant n°2 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à



confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Pour donner suite à la modification du régime fiscal des participations et afin de garantir les droits de la collectivité en matière de récupération de la TVA, cet avenant a également intégré un modèle de fiches d'ouvrages permettant de déterminer les participations affectées par la collectivité à chaque ouvrage. Enfin, en raison de la bonne commercialisation de l'opération, cet avenant a acté la réduction de 3 000 000 € HT de la participation de la Ville prévue au bilan prévisionnel de la concession d'aménagement.

Le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics de l'extension de la ZAC ont été approuvés par délibérations du Conseil municipal du 7 février 2007.

L'opération a été déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral du 23 avril 2007.

Par délibération du 17 novembre 2008, le Conseil municipal a approuvé la modification du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, pour intégrer un programme d'aménagement complémentaire du grand parc public Parc Marianne (aujourd'hui « *parc Georges Charpak* »), la réalisation d'un réseau de chauffage urbain utilisant une énergie renouvelable (biomasse), et la réduction de 90 à 80 % de la participation de la Ville au financement de l'avenue Joan Miró (voirie primaire).

Par délibération du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 à la concession d'aménagement actant l'augmentation de la participation financière de la Ville pour prendre en compte l'actualisation des travaux des infrastructures primaires de l'opération (avenue Raymond Dugrand, avenue Nina Simone et avenue Joan Miró).

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°4 à la concession d'aménagement en vue de recalculer dans le temps l'échéancier prévisionnel des participations financières de la Ville en fonction du calendrier de réalisation des ouvrages de l'opération.

Par délibération du 26 juillet 2010, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°5 à la concession d'aménagement en vue de diminuer de 1 126 000 € HT la participation financière de la Ville à la concession d'aménagement (du fait du versement d'une participation équivalente par la Communauté d'Agglomération pour les aménagements de l'avenue Raymond Dugrand liés à la construction de la 3<sup>e</sup> ligne de tramway) et de recalculer dans le temps l'échéancier de versement de cette participation.

Cet avenant n°5 avait également pour objectif de confier à la SERM une mission complémentaire d'évaluation et de suivi des performances énergétiques des constructions réalisées dans la ZAC dans le cadre d'une démarche « *éco-quartier* ».

Par délibération du 25 juillet 2011, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 à la concession d'aménagement en vue de prolonger sa politique de requalification et d'extension urbaine mise en œuvre sur le quartier de Port Marianne, en cohérence avec les quartiers déjà réalisés ou en cours, par l'aménagement d'une partie du secteur de la Baume sur une superficie d'environ 4 hectares, située dans le prolongement direct de la limite Nord du périmètre de la concession d'aménagement, le long de l'avenue Raymond Dugrand et de la place Christophe Colomb.

Afin de procéder à la requalification urbaine de ce secteur, sur les moyen et long termes, la Ville a donc confié à la SERM sur le périmètre ainsi défini :

- une mission d'études pré-opérationnelles sur l'ensemble des parcelles concernées (4 ha),
- une mission d'aménagement opérationnel portant sur une emprise réduite de 2,5 hectares environ, correspondant aux parcelles les moins bâties.

La superficie globale de la concession est à présent d'environ 44 hectares.

Par délibération du 1<sup>er</sup> octobre 2012, le Conseil municipal a approuvé une seconde modification du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, principalement afin d'intégrer à ce programme la réalisation du groupe scolaire Chengdu et de fixer la répartition de son financement entre la Ville (90%) et la concession (10%).

Par une délibération du Conseil municipal du 17 juin 2013, une convention d'avance de trésorerie (article L.1523-2,4° du Code général des collectivités territoriales) entre la Ville de Montpellier et la SERM a été approuvée, puis signée le 24 juin 2013. Par délibération du 6 novembre 2014, afin de répondre au nouveau

plan de trésorerie, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°1 à cette convention d'avance de trésorerie, permettant d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2020.

Par délibération du 25 novembre 2013, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°7 à la concession d'aménagement, en vue de modifier l'échéancier prévisionnel de versement des participations financières de la Ville à la réalisation des ouvrages de l'opération, compte-tenu du calendrier de réalisation des infrastructures primaires projetées dans le cadre de cette opération.

La ZAC Port Marianne – Parc Marianne a été choisie en 2013 pour être labellisée « *Eco-quartier* » dans le cadre d'une démarche nationale, labellisation confirmée en décembre 2015. En 2014, cette opération a également été lauréate des Victoires du Paysage.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°8 à la concession d'aménagement, signé le 25 novembre 2016, prévoyant un réajustement de la participation de la Ville à un montant total de 37 160 341 € pour la réalisation d'équipements publics primaires et permettant de recalculer dans le temps l'échéancier prévisionnel de versement correspondant.

Par délibération en date du 20 octobre 2016, le Conseil Municipal a approuvé un avenant n°9 à la concession d'aménagement ayant pour objet d'acter une diminution de la participation de la Ville pour la réalisation d'équipements publics primaires de l'ordre de 2 220 000 € TTC résultant d'économies substantielles sur la réalisation de certains espaces publics. Ce même avenant n°9 prévoyait par ailleurs d'intégrer une rémunération forfaitaire complémentaire pour les missions de suivi et de gestion des demandes d'implantations commerciales de la SERM, et de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM pour les adapter au travail réellement effectué par la société.

Par délibération en date du 3 novembre 2017, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°10 à la concession d'aménagement afin de modifier l'échéancier de versement de la participation d'équilibre due par la Ville sur les exercices 2017, 2018 et 2019. Ce même avenant intègre par ailleurs une augmentation de la participation d'équilibre de la collectivité de 720 000 € TTC afin de permettre la réalisation d'un nouveau carrefour sur l'avenue Raymond Dugrand permettant d'optimiser le maillage viaire de l'ensemble du secteur.

Un dialogue compétitif a été engagé en 2017 pour la désignation d'un architecte urbaniste coordonnateur sur le secteur de la Baume, sur lequel est envisagée une opération d'aménagement sous forme de ZAC, restant à créer. L'équipe MUTABILIS / SOUL / BETEM a été retenue en 2018. Un programme prévisionnel pour la ZAC de la Baume a été ébauché, avec 100 000 m<sup>2</sup> SDP au total, dont 20 000 m<sup>2</sup> de surfaces tertiaires et 80 000 m<sup>2</sup> de surfaces de logements.

En 2017 ont également été lancées les études d'urbanisation du secteur Mas Combelle situé au sein de la concession et dont les équipements publics induits seront financés dans le cadre de Projets Urbains Partenariaux (PUP).

Ces études ont permis de préciser les programmes respectifs et d'intégrer ces deux opérations au bilan financier global de la concession.

Par délibération n°V2018-376 du 25 octobre 2018, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°11 à la concession d'aménagement portant sur l'extension des missions opérationnelles du concessionnaire sur le secteur Nord de la Baume, augmentant la superficie totale de la concession à 51 ha environ, l'extension du périmètre du secteur de la Baume à l'avenue Raymond Dugrand (section Nord), à la place Christophe Colomb, et partiellement à la copropriété Saint Michel (parcelle DS 461p), l'évolution des missions de l'aménageur permettant d'établir des PUP ou tout autre financement alternatif des équipements publics sur les secteurs de la concession non couverts par une ZAC, l'intégration d'une rémunération complémentaire pour le montage du dossier de financement des équipements publics nécessaires au secteur du Mas Combelle, ainsi que la modification de l'échéancier de versement du montant de participation de la Ville, en baisse de 291 000 € HT.

Le Conseil municipal a également approuvé par cette même délibération les termes d'un avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie du 24 juin 2013, portant sur le prolongement des avances annuelles de trésorerie pour les années 2021 et 2022.

Le montage du dossier de financement des équipements publics nécessaires au secteur du Mas Combelle a depuis abouti à l'approbation par le Conseil de Métropole en date du 22 mars 2019 (délibération n°M2019-101) et par le Conseil municipal en date du 27 mars 2019 (délibération n°V2019-77) des termes d'une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de

Montpellier, signée le 21 mai 2019. Par délibération n°M2019-486 en date du 30 septembre 2019, le Conseil de Métropole a, notamment, instauré un périmètre de conventions de PUP sur le secteur Mas Combelle.

En 2019, les études relatives à la mise en œuvre du sous-secteur 2 de la ZAC Parc Marianne, et du secteur Mas Combelle, ainsi que celles relatives au projet de ZAC de la Baume se sont poursuivies. Des travaux paysagers et hydrauliques ont été réalisés dans le parc Georges Charpak et ses abords (plantations, extension du bassin d'expansion, déversoir, passerelles Nord et Sud). La construction du lot 26 a également débuté. Le carrefour Nina Simone/Joan Miro/Mas Rouge a été amélioré, tout comme celui de la place Pablo Picasso.

Par délibération n° V2019-459 du 21 novembre 2019, le Conseil municipal a approuvé les termes d'un avenant n° 12 à la concession d'aménagement portant sur l'intégration de l'évolution du programme global de l'opération, soit :

- sur la ZAC Port Marianne – Parc Marianne et son extension : 220 000 m<sup>2</sup> SDP sur 27 hectares, dont environ 2 800 logements et 30 000 m<sup>2</sup> de surfaces tertiaires et équipements publics ;
- sur la future ZAC de la Baume : 100 000 m<sup>2</sup> SDP sur 9 hectares pour environ 1 300 logements et 20 000 m<sup>2</sup> de surfaces tertiaires ;
- sur le secteur Mas Combelle : 250 logements environ sur 0,7 hectare.

Les aménagements des voiries primaires Raymond Dugrand, Joan Miro, Nina Simone et d'un secteur de 3 hectares situé au Sud de Mondial 98 et à l'Est de l'avenue Joan Miro, destiné à recevoir des équipements scolaires, des logements et des activités sont également inclus dans ce programme.

Par ailleurs, l'avenant n° 12 a également permis d'intégrer dans les missions de l'aménageur, à la demande du concédant, la mise en place d'une plateforme de services à l'échelle de l'opération d'aménagement, équilibrée en dépenses et en recettes. Dans le cadre de la ville connectée, cette démarche repose sur :

- la mise en place d'un ensemble de capteurs et d'infrastructures réseau dans les bâtiments créés pour améliorer le quotidien des usagers (visiophonie/ contrôle d'accès, énergie, eau, sécurité, stationnement, domotique, santé...). Ce travail est réalisé par les différents constructeurs, piloté et coordonné par l'aménageur.
- la création d'une plateforme de services permettant de mettre à disposition un ensemble de services issus des données remontées par les capteurs mais également de données plus générales mises à dispositions par d'autres partenaires (TaM, Métropole, partenaires privés...), permettant de créer un véritable portail numérique de quartier.

Les conditions de réalisation de cette nouvelle mission ont été approfondies depuis et font l'objet d'une proposition d'avenant n° 13 à la concession d'aménagement, intégrant la rémunération forfaitaire de l'aménageur pour cette mission, d'un montant de 4 720 € HT par an, relative au développement et à la mise en œuvre de la plateforme SERM CITE sur la période de 2020 à 2025.

La proposition d'avenant n° 13 porte également sur l'intégration à la concession d'aménagement de la modification du montant de la participation d'équilibre du concédant à l'opération (+ 3 835 000 € HT), pour les motifs tel que précisé ci-après.

Au 31 décembre 2019, le montant total des dépenses engagées au titre de la concession d'aménagement s'élève à 92 562 000 € HT pour un montant de recettes constaté de 88 820 000 € HT.

Le bilan prévisionnel total de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à un montant de 144 673 000 € HT, en augmentation de 4 293 000 € HT par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'intégration du bilan du PUP Mas Combelle tel que délibéré par Montpellier Méditerranée Métropole le 30 septembre 2019, de l'intégration du complément de participation de la Ville de Montpellier (735 000 € HT) en application du Programme des Equipements Publics de la ZAC Port Marianne - Rive Gauche, et de l'intégration des recettes et dépenses (+ 3 100 000 € HT) affectées à la réalisation des infrastructures et espaces publics autour du collège de Port Marianne, dont la mise en service est annoncée à la rentrée 2022.

La participation d'équilibre de la Ville s'établit désormais à 39 454 000 € HT, en augmentation de 3 835 000 € HT par rapport à l'exercice précédent, afin d'intégrer, d'une part, le complément de participation de la Ville de Montpellier (735 000 € HT) en application du Programme des Equipements Publics de la ZAC Port Marianne - Rive Gauche (un fonds de concours de la ZAC Port Marianne - Rive Gauche d'un montant équivalent est prévu d'être versé à la Ville de Montpellier en 2022), et d'autre part, d'intégrer la participation de la Ville affectée à la réalisation des infrastructures et espaces publics autour du collège de Port Marianne (3 100 000 € HT lissés sur les années 2021 à 2025).

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 concernant la concession

d'aménagement ZAC Port Marianne - Parc Marianne et extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;

- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SERM à la date du 31 décembre 2019 ;
- de prendre acte du document établi par la SERM, identifiant les acquisitions effectuées dans le cadre de la concession ZAC Port Marianne - Parc Marianne et extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2019 ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°13 à la concession d'aménagement permettant d'intégrer une augmentation de 3 835 000 € HT du montant de la participation d'équilibre du concédant à cette opération, et d'approuver le montant de la rémunération de l'aménageur (4 720 € HT par an) pour la mise en place et le développement de la plateforme SERM CITE, dans le cadre de la ville connectée, sur la période de 2020 à 2025 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, M. Laurent NISON, M. Philippe SAUREL, M. Charles SULTAN.

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Texte CRAC 2019
- Bilan 2019 synthétique
- Bilan acquisitions 2019
- Avenant n° 13

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-154225-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou

d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Nadia AKIL, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

Stéphanie JANNIN.

**ZAC Port Marianne - République - Concession d'aménagement Ville/SA3M -  
Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Rapport spécial sur les  
conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Exercice 2019 -  
Avenant n°3 - Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne et du développement de son territoire vers l'Est, la Ville de Montpellier a décidé la réalisation d'un nouveau quartier dénommé Port Marianne – République d'une superficie de 21 hectares environ. Ce quartier s'inscrit dans la continuité des quartiers Port Marianne - Parc Marianne, Port Marianne - Jacques Cœur et Port Marianne - Rive Gauche, lesquels s'étendent en rive gauche du Lez.

Par délibération du Conseil municipal du 4 juin 2008, la Ville a adopté le principe d'aménagement de ce nouveau quartier sous la forme d'une Zone d'Aménagement Concertée (ZAC), a désigné ce quartier sous l'appellation ZAC Port Marianne - République, et a défini les objectifs d'aménagement du projet ainsi que les modalités de concertation et d'association du public. Le bilan de la concertation et la création de la ZAC ont été approuvés par délibération du Conseil municipal en date du 22 décembre 2008.

Par délibération du Conseil municipal du 4 mai 2009, la Ville de Montpellier a décidé le lancement d'un concours d'urbanisme pour la conception et le suivi de ce nouveau quartier.

A l'issue du concours d'urbanisme, le Conseil municipal a décidé, en sa séance du 4 octobre 2010, de confier le marché d'urbanisme - architecte coordonnateur de ce quartier à l'équipe formée par l'Agence Nicolas

Michelin & Associés et Nicolas Boudier architecte. Il s'est ensuivi de nombreuses études complémentaires. Un plan-guide a été finalisé par l'architecte en chef de la ZAC, permettant d'engager la phase de réalisation de la ZAC.

Le programme initial de la ZAC Port Marianne – République porte sur la réalisation de 200 000 m<sup>2</sup> maximum de surface de plancher, avec environ 1 800 logements (incluant 30 % de logements locatifs sociaux et 20 % de logements abordables), 30 000 m<sup>2</sup> de surfaces de plancher de bureaux, 10 000 m<sup>2</sup> de surfaces de plancher commerciales, des équipements publics dont une crèche, un internat régional, des espaces publics, un parc paysager couplé à la fonction de bassin de rétention hydraulique.

60 % du quartier sera urbanisé (environ 12,5 hectares), tandis que les 40 % restants (8,5 hectares) auront vocation à préserver et mettre en valeur les espaces naturels constitués autour du lit de la Lironde et de la transparence hydraulique entre le Lez et la Lironde, garantissant le bon fonctionnement des corridors écologiques vers les quartiers voisins.

Soucieuse de maîtriser le développement durable de son territoire et eu égard à la complexité du projet (protection hydraulique du bassin versant de la Lironde, secteur de hameau à l'angle de l'avenue Nina Simone et de la rue du Mas Rouge, secteur secondaire de faible emprise (secteur de la Cavalade) occupé en partie par les bâtiments de l'internat régional réalisé depuis 2016, lignes électriques haute tension à enfouir, nécessitant d'intervenir en plusieurs phases), la Ville de Montpellier a souhaité confier la mise en œuvre opérationnelle de ce nouveau quartier à un opérateur public spécialisé, dans le cadre d'une concession d'aménagement. Ainsi, par délibération du 19 février 2015, la Ville de Montpellier a approuvé les termes d'une concession d'aménagement à conclure avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M). Cette concession d'aménagement a été signée entre les parties le 7 avril 2015, puis déposée en Préfecture de l'Hérault le 8 avril 2015.

Par délibération du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 à cette concession d'aménagement afin de compléter les missions de promotion et de commercialisation que doit assurer la SA3M et prévoir le versement de la rémunération qui s'y attache. Cet avenant proposait par ailleurs de modifier la participation d'équilibre à verser par la Ville à la SA3M pour intégrer le montant de la convention de participation du projet d'internat régional (livré en 2016) perçu par la Ville (171 160 €), portant la participation d'équilibre totale à 467 000 €.

Par arrêté préfectoral du 22 mai 2018, le projet de la ZAC Port Marianne – République a fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique (DUP) emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU), en considération de la délibération du 29 mars 2018 du Conseil de Métropole émettant un avis favorable sur la mise en compatibilité du PLU, ainsi que de la déclaration de projet approuvée par le Conseil municipal de Montpellier en sa séance du 3 avril 2018.

Par délibération n° V2019-002 du 6 février 2019, le Conseil municipal a approuvé le Programme des Équipements Publics, ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – République, après avis favorable du Conseil de Métropole sur le projet de programme des équipements publics (délibération n° M2018-626 en date du 21 décembre 2018).

En application du vote le 21 février 2019 par le Conseil de la Métropole des nouvelles dispositions du Plan Local de l'Habitat 2019/2024, le concédant a demandé à l'aménageur de modifier au sein de l'opération d'aménagement la répartition entre les différents types de logements, la part du logement social étant ainsi portée à 33%. La perte de charge foncière est cependant compensée par la hausse des hypothèses de charges foncières sur le logement social et sur le logement libre (+ 10 € / m<sup>2</sup> SDP). La nouvelle ventilation programmatique de la ZAC Port Marianne – République est désormais de 33% de logements sociaux, 20% de logements abordables et 47% de logements libres, avec une projection actualisée à un total d'environ 1 700 logements.

Par délibération du Conseil municipal en date du 21 novembre 2019, le Conseil municipal a approuvé les termes d'un avenant n° 2 à la concession d'aménagement, afin de confier à l'aménageur les missions de portage et de gestion des commerces projetés sur les îlots A et E bordant l'avenue Raymond Dugrand, afin d'assurer l'animation et la mixité commerciale du quartier dès la livraison. Pour ce faire, une prolongation de 5 ans de la durée de la concession d'aménagement, soit jusqu'en 2035, a été adoptée dans le cadre de cet avenant.

Par ailleurs, l'avenant n° 2 a également permis d'intégrer dans les missions de l'aménageur, à la demande du concédant, la mise en place d'une plateforme de services à l'échelle de l'opération d'aménagement, équilibrée en dépenses et en recettes. Dans le cadre de la ville connectée, cette démarche repose sur :

- la mise en place d'un ensemble de capteurs et d'infrastructures réseau dans les bâtiments créés pour améliorer le quotidien des usagers (visiophonie/ contrôle d'accès, énergie, eau, sécurité, stationnement, domotique, santé...). Ce travail est réalisé par les différents constructeurs, piloté et coordonné par l'aménageur ;
- la création d'une plateforme de services permettant de mettre à disposition un ensemble de services issus des données remontées par les capteurs mais également de données plus générales mises à dispositions par d'autres partenaires (TaM, Métropole, partenaires privés...), permettant de créer un véritable portail numérique de quartier.

Les conditions de réalisation de cette nouvelle mission ont été approfondies depuis et font l'objet d'une proposition d'avenant n° 3 à la concession d'aménagement, intégrant la rémunération forfaitaire de l'aménageur pour cette mission, d'un montant de 20 041 € HT par an, relative au développement et à la mise en œuvre de la plateforme SERM CITE sur la période de 2020 à 2026.

De plus, un projet de halle de sports départementale est à l'étude sur l'îlot Cavalade 02 de la ZAC Port Marianne – République, où était initialement prévu la réalisation de logements. L'implantation de ce gymnase génère une perte de recettes foncières d'un montant de 600 000 € HT, que le bilan de l'opération d'aménagement ne peut à ce jour compenser. La proposition d'avenant n° 3 à la concession d'aménagement intègre ainsi une augmentation de 600 000 € de la participation de la Collectivité concédante, afin d'équilibrer le bilan de la ZAC.

Au 31 décembre 2019, le montant total des dépenses engagées au titre de la concession d'aménagement s'élevait à 10 150 000 € HT pour un montant de recettes constaté de 180 000 € HT. Le bilan prévisionnel total de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à un montant de 71 275 000 € HT, en augmentation de 1 134 000 € HT par rapport à l'année précédente.

En dépenses, cette augmentation est due principalement à la programmation de nouveaux travaux (élargissement de la rue du mas Rouge, piste cyclable, réseau d'eau brute, conteneurs enterrés, démolition/dépollution, chauffage urbain, ...), au développement de la plateforme SERM CITE, aux frais et honoraires afférents, ainsi enfin qu'à des pertes de charges foncières consécutives à ces travaux et à l'intégration, dans l'îlot Cavalade 02, de la halle des sports liée au projet de collège de Port Marianne.

Cette augmentation des dépenses est compensée en recettes par une diminution du sous-bilan lié à l'exploitation des commerces des lots A et E de la ZAC, par un accroissement des charges foncières, par des recettes générées dans le cadre de la plateforme SERM CITE, et par une augmentation de la participation d'équilibre de la Ville de Montpellier de 600 000 € par rapport à l'exercice précédent (ceci afin d'assumer le portage foncier du projet de halle des sports), le montant total de la participation d'équilibre du concédant à cette opération atteignant désormais 1 067 000 €, non taxable à la TVA.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 concernant la zone d'aménagement concerté Port Marianne – République, établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2019 ;
- de prendre acte du document identifiant les acquisitions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne – République du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2019 ;
- de prendre acte du rapport spécial, établi par la SA3M, sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2019 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement ZAC Port Marianne – République, permettant d'augmenter de 600 000 € le montant de la participation d'équilibre du concédant à cette opération, et d'approuver le montant de la rémunération de l'aménageur (20 041 € HT par an) pour la mise en place et le développement de la plateforme SERM CITE, dans le cadre de la ville connectée, sur la période de 2020 à 2026 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Laurent NISON, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, M. Charles SULTAN.

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Texte CRAC
- Bilan consolidé synthétique
- Avenant n°3
- Acquisitions
- Rapport spécial

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-153240-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances**

**Présents :**

Tasmime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Nadia AKIL, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE.

**Absents :**

Stéphanie JANNIN.

**ZAC Port Marianne - Rive gauche - Concession d'aménagement Ville-SERM -  
Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°8 -  
Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Poursuivant le projet urbain de Port Marianne et le développement de son territoire vers l'est, la Ville de Montpellier a décidé au début 2006 d'engager la réalisation d'un nouveau quartier en rive gauche du Lez. Par délibération du 6 novembre 2006, le Conseil municipal a dénommé ce nouveau quartier « Port Marianne - Rive gauche ». Conçu comme un écoquartier mettant en œuvre les principes du développement durable, le quartier Port Marianne - Rive gauche est situé dans le prolongement sud du quartier Jacques Cœur, entre le Lez et l'avenue Raymond Dugrand.

Le lancement d'un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre en vue de la conception et de la réalisation de ce nouveau quartier a été acté par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006. A l'issue de ce concours, le Conseil municipal a décidé, lors de sa séance du 15 novembre 2007, de confier le marché d'urbaniste-architecte coordonnateur et le marché de maîtrise d'œuvre de ce quartier à l'équipe Pierre TOURRE (architecte en chef) / Marc RICHIER (paysagiste) / TRIBU (Bureau d'études Energie et développement durable).

Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil municipal a défini les objectifs d'aménagement de la ZAC Port Marianne - Rive gauche et a établi les modalités de la concertation avec la population à mettre en œuvre tout

au long de l'élaboration du projet. Le projet d'urbanisme voulu dans le cadre de cette ZAC répond notamment aux objectifs suivants :

- réaliser dans le respect des principes du développement durable, un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif, accueillant également bureaux et commerces,
- développer l'urbanisation nouvelle à proximité du tramway, dans la perspective du passage programmé de la 3<sup>ème</sup> ligne sur l'avenue Raymond Dugrand,
- répondre aux besoins en matière d'habitat sur cette partie du territoire communal, dans le respect du principe de mixité sociale,
- participer à la requalification de l'avenue Raymond Dugrand et à la composition de la place Pablo Picasso par la création d'un front urbain structuré et ordonnancé,
- aménager les abords du Lez dans le prolongement des aménagements déjà réalisés en privilégiant les continuités piétons et cycles entre le fleuve, l'intérieur du quartier et les quartiers voisins.

Par délibération du 4 février 2008, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC Port Marianne - Rive gauche et a dressé le bilan de la concertation préalable.

Une nouvelle phase de concertation a ensuite été organisée durant l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – Rive gauche. A la suite de cette phase de consultation publique, le Conseil municipal, par délibération du 14 décembre 2009, a établi le bilan définitif de la concertation et arrêté le dossier de réalisation. Par délibérations du 29 mars 2010, le Conseil municipal a ensuite approuvé le dossier de réalisation de la ZAC ainsi que son programme des équipements publics.

A l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour la désignation d'un concessionnaire chargé de la réalisation des aménagements de la ZAC, conformément aux dispositions des articles L.300-4 et L.300-5 du Code de l'urbanisme, le Conseil municipal a approuvé le 22 décembre 2008 les termes d'une concession d'aménagement à signer avec la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM). Ladite concession a été signée le 7 janvier 2009 puis notifiée à la SERM le 14 janvier 2009.

Un avenant n°1 à cette concession d'aménagement a ensuite été approuvé par délibération du Conseil municipal du 27 juillet 2009 afin de confier à la SERM les études et les travaux nécessaires à la réalisation d'un nouveau pont sur le Lez desservant directement la ZAC Rive gauche. Ce pont, désigné initialement sous l'appellation « pont de la République », devenu depuis « pont André Lévy » assure la jonction entre l'avenue Théroigne de Méricourt et la rue des Acconiers pour l'ensemble des modes de déplacements (motorisés, piétons, cycles, ...), permettant ainsi le maillage des opérations de Port Marianne en rive gauche du fleuve avec celles de la rive droite (Consuls de Mer et l'hôtel de Ville, les Aiguerelles, la Restanque, ...). Cet avenant a également permis d'adapter en conséquence le périmètre de la concession pour le rendre conforme à la nouvelle mission de la SERM.

Par délibération du 14 décembre 2009, le Conseil municipal a arrêté le dossier d'enquête parcellaire et le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la ZAC Port Marianne – Rive gauche. Les enquêtes correspondantes se sont déroulées du 21 juin 2010 au 21 juillet 2010, à l'issue desquelles le commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif a formulé un avis favorable sur le projet proposé. Le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'étant prononcé favorablement sur l'intérêt général du projet lors de sa séance du 4 octobre 2010, Monsieur le préfet de l'Hérault, préfet de la région Languedoc-Roussillon, a ensuite, par arrêté du 10 février 2011, déclaré l'utilité publique de l'opération et prononcé la cessibilité des terrains nécessaires à sa réalisation.

Par délibération du 25 juillet 2011, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé les termes d'un avenant n°2 permettant à la SERM d'engager des études complémentaires liées au volet hydraulique de l'opération et de modifier sa rémunération en conséquence. Cet avenant a également acté la modification de l'échéancier de versement de la participation de la Ville à la concession d'aménagement pour la réalisation

du pont André Lévy.

Par délibération du 23 juillet 2012, un avenant n°3 à la concession d'aménagement a été approuvé afin de modifier le montant et l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville, permettant ainsi d'intégrer au bilan de l'opération une actualisation des coûts de réalisation du pont André Lévy ainsi que la part de la Ville au financement des actions Ecocité, non prévues dans le bilan initial.

Afin de tenir compte au mieux des arbitrages budgétaires et d'ajuster en conséquence les participations versées par la Ville dans le cadre de la concession, un avenant n°4 permettant de réduire le montant de la participation de la Ville de 200 000 € et de modifier son échéancier de versement a été approuvé par délibération du 25 novembre 2013 et signé le 10 décembre 2013.

Un avenant n°5 à la concession, signé le 16 décembre 2016, a permis d'intégrer au programme de l'opération un nouveau complexe communal composé d'une crèche, d'une Maison pour Tous et d'un relais d'assistantes maternelles. L'avenant n°5 a également permis d'ajuster, compte-tenu de l'intégration de ces nouveaux équipements publics, le programme prévisionnel global des constructions pour le ramener à 110 000 m² de SDP, au lieu de 140 000 m² initialement. Enfin, il a également prorogé la durée de la concession de la SERM jusqu'au 31 décembre 2022 et introduit une nouvelle rémunération correspondant à la gestion des demandes d'implantations commerciales sur le quartier.

Pour donner suite à de nouvelles études menées en 2017 sur le nouveau complexe communal, le coût global de cet équipement, initialement fixé à 6 750 000 € HT (soit 8 100 000 € TTC) a été réajusté à 6 000 000 € HT (soit 7 200 000 € TTC). La participation de la Ville correspondant à cet équipement a dû être revue à la baisse. Par conséquent, un avenant n°6 au traité de concession, signé le 17 décembre 2018, a permis de modifier le montant de la participation de la Ville aux équipements publics de la ZAC ainsi que l'échéancier de versement de cette participation jusqu'en 2022.

Cette opération est actuellement en cours de réalisation. Aussi, pour permettre sa poursuite, la durée de la concession d'aménagement a dû être prolongée en 2018 de 5 ans jusqu'au 31 décembre 2027. Cette modification a fait l'objet d'un avenant n°7 au traité de concession.

Aujourd'hui, une évolution de l'échéancier de versement de la participation de la Ville au nouveau complexe communal jusqu'en 2024 est proposée. Ces modifications font l'objet d'un avenant n°8 au traité de concession qu'il est proposé de soumettre à l'approbation du Conseil municipal.

Au 31 décembre 2019, les dépenses engagées s'élevaient à 33 546 000 € pour un montant total de recettes perçues de 35 103 000 €. A la même date, le bilan prévisionnel global s'équilibre en recettes et en dépenses à hauteur de 47 364 000 €, en hausse de 735 000 € par rapport à l'année précédente en raison de l'augmentation du fonds de concours lié à l'avenue Raymond Dugrand.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de la Zone d'Aménagement Concerté Port Marianne – Rive gauche, établi par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2019 ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°8 à la concession d'aménagement permettant de modifier l'échéancier de versement dans le temps de la participation Ville au complexe communal ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Max LEVITA.

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Compte Rendu Annuel à la Collectivité
- Bilan
- Avenant n°8

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-153989-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Administration générale**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Nadia AKIL, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE.

**Absents :**

Stéphanie JANNIN.

**ZAC de la Restanque - Concession d'aménagement Ville / SA3M - Compte Rendu  
Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°4 - Approbation -  
Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a décidé d'engager la transformation de la zone industrielle des Prés d'Arènes, par une opération de renouvellement urbain de grande envergure, pour créer le quartier de la Restanque, contigu aux quartiers existants de Saint Martin, et de Tournezy.

En effet compte tenu de sa position stratégique à proximité du centre-ville, desservi par la 4ème ligne de tramway, la Ville vise sur ce site la réalisation d'un quartier de 125 ha regroupant de l'habitat diversifié (collectifs, maisons de ville ...), des bureaux, des commerces, des activités, et des équipements publics. Ce programme nécessite un ensemble de travaux de réseaux, de voiries, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser, pour répondre aux besoins des habitants ou usagers des constructions existantes ou à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Par délibération du Conseil municipal du 24 avril 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation de ce nouveau quartier sous forme de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération, ainsi que les modalités relatives à la concertation du public. Le bilan de la concertation et la création de la ZAC ont été approuvés par délibération du conseil municipal en date du 30 mars 2009.

Les particularités de cette opération, notamment sa durée de 30 ans et une économie de projet fortement

impactée du fait de l'occupation du site par des sociétés en activité, ont conduit la Ville à désigner la Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA) Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) en qualité de concessionnaire d'aménagement, en application des dispositions des articles L.300-4 et L.300-5-2 du Code de l'urbanisme.

Par délibération du Conseil municipal en date du 25 juin 2012, la Ville de Montpellier a approuvé les termes du traité de concession d'aménagement de la ZAC de la Restanque et a désigné la SAAM comme titulaire de cette concession.

Le 24 mai 2016, l'Assemblée générale extraordinaire de la SAAM a adopté une modification des statuts de la société, portant sur la forme de la société, son objet social ainsi que sa dénomination sociale. La SPLA SAAM est donc devenue une Société Publique Locale (SPL) dénommée Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Courant 2013, la décision a été prise de temporiser le démarrage opérationnel de la ZAC de la Restanque. En effet, les enjeux et la complexité de l'opération qui a débuté dans un contexte économique tendu nécessite un suivi particulier en termes de gestion et d'équilibre financier.

Dans ce contexte, la Ville a adopté par délibération du 17 février 2014 l'avenant n°1 à la concession d'aménagement, actant une nouvelle répartition de l'échéancier forfaitaire de la SAAM et un étalement du phasage des participations financières de la Ville à cette opération. Cet échelonnement répond au besoin de fiabiliser le principe de cette opération de renouvellement urbain innovante par des premiers lots « tests » devant démontrer la faisabilité de la mutation de ce site, avant de l'entreprendre à plus grande échelle sur la ZAC.

Par délibération du Conseil municipal du 25 octobre 2018, la Ville a approuvé un avenant n°2 modifiant l'échéancier de versement de la participation d'équilibre.

Par délibération du Conseil municipal du 21 novembre 2019, la Ville a approuvé un avenant n°3 modifiant le montant de la participation et l'échéancier de versement de la participation d'équilibre. Cette dernière a dû être modifiée à la suite de divers ajustements de programme : augmentation de la part globale d'activité et réduction du programme de logements, adaptation de la typologie des logements au Plan Local de l'Habitat (PLH) 2020/2024 et ajout d'une cuisine centrale municipale au programme des travaux de la SA3M.

En 2019, la ZAC a donc connu de grandes avancées, notamment :

- La redéfinition d'un plan guide et d'une programmation optimisée, plus exigeant avec les principes d'une Ville résiliente, solidaire et active (désimperméabilisation accrue, mixité sociale revue, part d'activités et commerces augmentée, place accrue pour le Marché d'intérêt National etc...) ;
- L'approbation du dossier de réalisation et le Programme des Equipements Publics (PEP) de la ZAC de la Restanque par délibération du Conseil municipal en date du 26 décembre 2019 ;
- La poursuite du démarrage des premières opérations de constructions ;
- La délivrance du permis de construire pour une première école de 15 classes ;
- Une activité soutenue sur les acquisitions foncières ;
- Etc.

Ces différentes étapes permettent d'envisager de poursuivre la construction de nouveaux programmes mixant logements et activités et donc une accélération de la mutation du site de la Restanque dans les prochaines années.

Aussi, le bilan de l'année 2019 fait apparaître une dépense de 7 803 000 € HT couvrant principalement une acquisition foncière et les frais afférents, à hauteur de 6 547 000 € HT, la rémunération de l'aménageur 710 000 € HT, et des travaux de démolition des bâtiments existants sur la parcelle de l'école, à hauteur 308 000 € HT. Depuis le début de l'opération, les dépenses de la concession s'élèvent à 17 190 000 € HT.

Au 31 décembre 2019, les recettes cumulées de l'opération étaient de 5 661 000 € HT, dont 2 268 000 € HT en 2019. Ces recettes 2019 proviennent pour environ la moitié des conventions de participations des premiers permis de construire d'opérations mixtes sur l'avenue des Prés d'Arènes et la rue de l'Industrie. La moitié restante provient des loyers perçus par la SA3M à la suite de l'acquisition de locaux occupés et par le versement d'une participation d'équilibre par la Ville, à hauteur de 500 000 € en 2019.

Au 31 décembre 2019, le bilan financier prévisionnel global de l'opération, s'établit à 203 823 000 € HT en

dépenses et recettes, soit en augmentation de 562 000 € HT par rapport au CRAC de l'année précédente.

Cette augmentation assez modérée par rapport au total du bilan cache néanmoins deux événements d'envergures pour l'opération.

Le projet de cuisine centrale a été abandonnée à l'été 2020, au profit d'unités de cuisine plus petites, dont le programme et la localisation restent à définir. Il est donc proposé que cet élément de programme soit retiré de la concession. Le montant de la participation à cet équipement, initialement de 27 305 000 € HT, est donc supprimé.

La participation au PEP de la ZAC, est donc revenue à son niveau antérieur, soit 9 800 000 € HT.

Par ailleurs, il est proposé de modifier la stratégie opérationnelle, afin d'acquérir davantage de foncier pour mieux maîtriser la qualité et le phasage de l'opération, et à terme la qualité d'habiter. Cela nécessite de majorer la participation d'équilibre de 7 500 000 €, pour la porter à 20 900 000 €.

Le total des participations de la Ville à la ZAC est donc désormais évalué à 30 700 000 € HT, répartie sur toute la durée de la concession portant jusqu'en 2042.

Le présent CRAC intègre ces deux modifications, qui nécessitent un avenant n°4.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de la ZAC de la Restanque établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), titulaire de la concessionnaire d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2019 ;
- de prendre acte du document identifiant les acquisitions foncières effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Restanque du 1er janvier et le 31 décembre 2019 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n° 4 à la concession d'aménagement modifiant le programme de la concession, le montant de la participation et l'échéancier de versement de la participation d'équilibre par la collectivité ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**



**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 01940\_CRAC\_2019\_VD2-1.pdf
- 01940C CONSO RESTANQUE BILAN SYNTHESE-1.pdf
- Bilan acquisitions RESTANQUE 2019-1.pdf
- Avenant 4\_Concession Restanque\_V3.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-152672-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**SERVICES A LA POPULATION ET COHESION  
SOCIALE**

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Protection de la population  
et tranquillité publique**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

**Coopération entre la Ville de Montpellier et les forces de sécurité de l'Etat -  
Convention de coordination 2021-2023 - Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Conformément aux dispositions de la loi n° 99-291 du 15 avril 1999 ainsi qu'au décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions type de coordination en matière de Police Municipale, modifié par la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, une convention de coordination entre les forces de sécurité de l'Etat et les collectivités locales doit être établie dès lors qu'elles disposent d'un effectif policier de 3 agents.

La précédente convention, arrivée à échéance, a fait l'objet d'un avenant de prolongation lors du Conseil municipal du 14 décembre 2020 afin de permettre la continuité du fonctionnement de la Police Municipale et d'affirmer de nouvelles ambitions en matière de politique publique de sécurité pour la Ville de Montpellier.

Au regard des évolutions récentes de la Police Municipale, de la réorganisation des services composant la Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique (DSTP) concourant à la gestion des sécurités et la protection des populations, la convention communale de coordination entre la Ville de Montpellier et les forces de sécurité de l'Etat a pour objectif premier la formalisation des coopérations avec les services de la Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Hérault (DDSP 34).

En outre, cette nouvelle convention qui couvre la période 2021-2023, vient préciser la nature, les lieux et modalités d'interventions des agents de la Police Municipale, et plus largement la complémentarité des services relevant de la DSTP, en coordination avec les forces de sécurité de l'Etat de la DDSP 34, dans le

respect des compétences de chacun.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la convention de coordination 2021-2023 entre la Ville de Montpellier et les forces de sécurité de l'Etat représentées par Monsieur Jacques WITKOWSKI, Préfet de l'Hérault et Monsieur Fabrice BELARGENT, Procureur de la République ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- ConvCoordination2021\_2023\_CM08022021.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-153083-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Protection de la population  
et tranquillité publique**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

**Coopération entre la Ville de Montpellier et les forces de sécurité de l'Etat -  
Convention de mise à disposition de services de radiocommunication sur  
l'infrastructure nationale partageable des transmissions sous l'autorité de  
Monsieur le Préfet - Approbation**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La gestion de la sécurité au quotidien nécessite de conforter les coopérations opérationnelles entre les services de la Ville de Montpellier et la Direction Départementale de la Sécurité Publique (DDSP) en :

- Permettant un échange permanent sécurisé et fiable entre le Centre d'Information et de Commandement (CIC) de la Direction Départementale de la Sécurité Publique et les effectifs de la police municipale ;
- Transmettant immédiatement les informations opérationnelles nécessaires au bon exercice des missions de voie publique ;
- Renforçant la sécurité des équipages par la possibilité de déclencher des appels d'urgence.

Conformément aux circulaires NOR INTK1504903J et NOR INTA 182943J du ministère de l'Intérieur, respectivement du 14 avril 2015 et du 09 novembre 2018, sur l'interopérabilité des réseaux de radiocommunication entre les polices municipales et les forces de sécurité de l'État, une interopérabilité des réseaux de radiocommunication est proposée aux mairies.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette interopérabilité entre la police municipale de la ville de Montpellier et la DDSP de l'Hérault, il est convenu ce qui suit :

Les ressources de radiocommunication suivantes sont mises à disposition de la police municipale de Montpellier selon deux modes :

- **Mode relayé :**
  - L'écoute de la conférence 30 dite « de recueil » qui permet la réception des appels généraux de la Police Nationale, veillée 24 heures sur 24, par le CIC départemental de la Sécurité Publique ;
  - L'accès à la conférence temporaire 102 (dite d'interopérabilité), activée à l'occasion d'événements exceptionnels, programmés ou non ;
  - L'usage de la conférence prioritaire de détresse qui offre la possibilité aux effectifs en situation de danger d'alerter le CIC qui apportera une réponse opérationnelle adaptée ;
- **Mode tactique :**
  - L'utilisation du mode direct grâce au canal DIR 90 ;
  - L'utilisation du Relais Indépendant Portable au moyen du canal RIP 90.

### **Mise en œuvre des axes de collaboration :**

L'acquisition et la maintenance des moyens matériels nécessaires à l'utilisation de ces fonctionnalités de radiocommunication sont intégralement à la charge de la Ville de Montpellier.

Ils consistent en terminaux portatifs, fixes ou mobiles, à la norme TETRAPOL, afin d'assurer leur compatibilité avec l'INPT (L'infrastructure nationale partageable des transmissions).

Le Service Interministériel Départemental des Systèmes d'Information et de communication (SIDSIC) assure :

- La programmation et, le cas échéant, la mise à jour logicielle des terminaux qui lui sont présentés par la police municipale au moyen des RFGI (Identifiant d'un terminal radio sur l'INPT) délivrés par le service des technologies et des systèmes d'information de la sécurité intérieure (ST(SI)<sup>2</sup>) ;
- Le renouvellement tous les deux ans des clefs de chiffrement des terminaux.

Au titre de la sécurité de l'INPT, le service de police municipale bénéficiaire veille :

- A ne mettre ses équipements qu'à disposition des personnels de la PM et à ne pas divulguer les informations échangées sur le réseau ;
- A la traçabilité de ses moyens ;
- A la conservation de ses terminaux dans des locaux sécurisés lorsqu'ils ne sont pas employés.

La formation portant sur l'interopérabilité des réseaux de radiocommunication entre les polices municipales et les forces de sécurité de l'État sera réalisée par le CNFPT (Centre National de la Fonction Publique Territoriale) de rattachement au bénéfice des personnes ressources des polices municipales concernées. Les modalités de cette formation feront l'objet d'une convention de formation.

### **Conditions financières :**

L'opération d'interopérabilité adoptera un phasage en deux parties selon le plan de financement estimatif suivant :

- 1<sup>ère</sup> phase en 2021 avec l'acquisition d'une valise d'interopérabilité, de terminaux et accessoires dédiés estimé à 15 000 € TTC ;
- 2<sup>ème</sup> phase en 2022 avec une reprise de l'infrastructure générale du réseau TETRA pour le rendre conforme au cryptage et au chiffrement : 250 000 € TTC.

Par contre, aucune contribution financière ne sera demandée pour l'emploi de ces ressources radio à la suite de la décision du Comité de Pilotage (COPI) national de l'INPT du 24 janvier 2019.

### **Application géographique et temporelle de la convention**

Le périmètre d'utilisation est limité à la zone de compétence de la police municipale de Montpellier. La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature pour une durée initiale de 1 an. Elle se renouvellera ensuite tacitement, par période d'un an.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'adopter la convention de mise à disposition de services de radiocommunication sur l'infrastructure nationale partageable des transmissions ;
- d'imputer la dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget 2021 de la Ville de Montpellier, chapitres 901 et 931 ;

- de solliciter des aides financières, notamment les subventions accordées par le FIPD au titre de la prévention de la délinquance ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention opérabilité PN et PM

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-153332-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Protection de la population  
et tranquillité publique**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

**Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier  
et Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation d'un marché pour le  
Réseau Radio TETRA et système numérique - Extension infrastructure,  
terminaux, maintenance infrastructure et logiciel - Approbation**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle enjoignent les collectivités, dans la mesure du possible, à se regrouper dans le cadre de groupement de commandes. Dans cette perspective permanente de recherche de sources d'économie, le Code de la commande publique autorise le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont construit et utilisent des installations de communications radioélectriques, pour des besoins de transmission des flux Voix et Données, sur la base d'infrastructures mutualisées utilisant la technologie radio numérique TETRA.

Le souhait, en l'espèce, de la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole se traduit par la volonté de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation d'un marché pour le Réseau Radio TETRA et système numérique : Extension infrastructure, terminaux, maintenance infrastructure et logiciel. Le marché actuel arrive à son terme le 22 septembre 2021.

Le montant du marché est estimé, sur la durée totale d'exécution (2 ans renouvelables 1 fois, soit une durée



maximum de 4 ans), à 1 200 000 € hors taxes avec la répartition suivante : 1 000 000 € hors taxes à la charge de la Ville de Montpellier et 200 000 € hors taxes à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

La convention a pour objet de créer dans ce cadre, entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, un groupement de commandes pour assurer ce renouvellement régi par les dispositions des articles L.2113-6 et suivants du Code de la commande publique, au terme d'une procédure de consultation lancée en commun pour le compte des membres du groupement. La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconductions éventuelles comprises. La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. Chaque collectivité sera en charge de la bonne exécution du marché pour ce qui la concerne.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Ville Métropole pour TETRA

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-152875-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ville apaisée et respirable**

**Présents :**

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DJORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

**Délégation de Service Public Stationnement payant sur voirie - Avenant n°3 -  
Autorisation de signature**

Monsieur Manu REYNAUD, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a confié à la société dédiée TaM Voirie, l'exploitation et la gestion du service public relatif au stationnement payant sur voirie, par convention de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de sept ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

La loi MAPTAM du 27 janvier 2014 a apporté d'importantes modifications en matière de gestion de stationnement payant sur voirie, applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018. En effet, à la suite de la dépenalisation du stationnement, le stationnement payant devient une redevance d'occupation du domaine public, dont le barème tarifaire est défini par le Conseil Municipal. L'automobiliste a la possibilité de s'acquitter, soit du paiement de la redevance au tarif correspondant à la durée de son stationnement ; soit du paiement d'un tarif forfaitaire, sous la forme d'un Forfait Post-Stationnement (FPS) applicable en cas d'absence ou d'insuffisance de paiement immédiat de la redevance.

Les montants liés au FPS réglés par les usagers, sont reversés par la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole et affectés à la réalisation d'opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation, conformément aux dispositions du III de l'article L.2333-87 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Par délibération du 27 septembre 2018, la Ville de Montpellier a conclu un avenant n°1 afin de modifier les

conditions de gestion des FPS.

Par délibération du 14 décembre 2020, la Ville de Montpellier a conclu un avenant n°2, afin d'assurer la continuité du service public dans un contexte de crise sanitaire liée à la Covid-19.

Le stationnement sur voirie constitue un levier essentiel de la politique de mobilité et d'aménagement urbain. Il permet de favoriser un partage équilibré de l'espace public afin de renforcer le dynamisme et l'attractivité des centres urbains et d'accompagner leur développement économique.

Le stationnement s'inscrit également dans une démarche de développement durable – amélioration du cadre de vie et de la qualité de l'air, orientation du choix des usagers vers des modes de transport plus respectueux de l'environnement, amélioration de l'accessibilité au centre-ville avec un report du stationnement de longue durée dans les parcs de stationnement en ouvrage – à laquelle la Ville de Montpellier est très attachée.

Trois ans après la mise en place de la réforme, la Ville de Montpellier constate que le nombre de FPS émis est en augmentation. La tarification actuelle se révèle donc pas assez incitative et n'entraîne pas l'évolution des comportements, permettant un partage de l'espace public au profit de tous les usagers.

Pour y remédier, il est proposé la suppression du FPS minoré (paiement sous 4 jours) et le renforcement des contrôles. Conformément à l'article L.3135-1 du Code de la commande publique, un avenant au contrat est désormais nécessaire afin de modifier la gestion des FPS.

La mise en œuvre de l'avenant proposé modifiera ainsi l'annexe 20 du contrat pour les tarifs des FPS et se substituera pour ces tarifs à la délibération n° V2020-290.

<b>Stationnement payant zone Courte Durée "Jaune" limitée à 5 h</b>	<b>Tarif</b>
Tarif normal 1h	2 €
Tarif normal 2h	4 €
Tarif normal 3h	10 €
Tarif normal 4h	17 €
Tarif normal 5h	33 €
Montant du Forfait Post Stationnement	33 €
<b>Stationnement payant zone moyenne durée "Orange" limitée à 7 h</b>	<b>Tarif</b>
Tarif normal 1h	1 €
Tarif normal 2h	2 €
Tarif normal 3h	3 €
Tarif normal 4h	4 €
Tarif normal 5h	10 €
Tarif normal 6h	17 €
Tarif normal 7h	33 €
Montant du Forfait Post Stationnement	33 €
<b>Stationnement payant zone longue durée "Verte" limitée à 9 h</b>	<b>Tarif</b>
Tarif normal 1h	0,80 €
Tarif normal 2h	1 €
Tarif normal 3h	1,20 €
Tarif normal 4h	1,40 €
Tarif normal 5h	1,60 €
Tarif normal 6h	1,80 €
Tarif normal 7h	4 €
Tarif normal 8h	10 €
Tarif normal 9h	17 €
Montant du Forfait Post Stationnement	17,00 €

L'ensemble des autres dispositions tarifaires liées au stationnement incluses dans la délibération n°V2020-290 du Conseil municipal du 14 décembre 2020, relative aux tarifs de la Ville, continue à s'appliquer.

Les articles suivants du contrat en lien avec les conditions de gestion des FPS seront également modifiés :

- Article 3.3 relatif aux missions confiées au délégataire ;
- Article 18 relatif à l'établissement et la gestion du FPS ;
- Article 21 relatif à l'agence commerciale de stationnement ;
- Article 37.8.2 relatif aux caractéristiques du système de gestion.

La précédente convention de mandat conclue avec la société TAM Voirie, portant notamment sur l'encaissement des FPS minorés, sera résiliée.

Le délégataire conservera la gestion du remboursement des recettes encaissées à tort, objet d'une nouvelle convention de mandat avec la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la suppression du FPS minoré à compter du 15 mars 2021 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°3 au contrat de délégation de service public relatif au stationnement payant sur voirie ;
- d'approuver les termes de la convention de mandat avec TAM Voirie ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 8 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, M. Laurent NISON, M. Philippe SAUREL, M. Charles SULTAN.

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de mandat Ville Tam Voirie depenses.docx.pdf
- DSP Stationnement Avenant 3.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-153580-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Renouveau démocratique et  
innovation sociale**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

**Lutte contre la fracture numérique - Cité intelligente - Mesures du plan de  
relance en faveur de l'inclusion numérique - Création de contrats de projets  
"conseiller numérique" - Autorisation de signature**

Madame Séverine SAINT-MARTIN, Adjointe au Maire, rapporte :

A la lumière de la numérisation progressive de la société et des événements sanitaires actuels plus particulièrement, il apparaît de plus en plus qu'il n'est pas de ville numérique et intelligente sans réelle citoyenneté numérique pour ses habitants.

On désigne par « *citoyenneté numérique* » la capacité de chacune et chacun à profiter pleinement des opportunités offertes par le numérique, ce grâce à un accès aux outils numériques ainsi qu'à une certaine autonomie d'usage. Elle repose sur deux piliers :

- L'inclusion : le numérique devient progressivement un facteur excluant pour les citoyens les plus fragiles. Avec la dématérialisation, notamment, de l'accès aux droits, le numérique bouscule l'accompagnement social et devient un sujet incontournable pour l'action sociale de la Ville et l'ensemble des acteurs de la solidarité ;
- Le pouvoir d'agir : la citoyenneté numérique inclut l'ensemble des publics et des structures du territoire, sans se limiter au sujet de l'inclusion. Il faut que chacun ait les aptitudes et la compréhension nécessaire afin d'engager des démarches, d'exercer ses droits et d'interagir avec les institutions.

On ne peut pas donc développer des services numériques sans pour autant ne pas envisager l'accompagnement nécessaire des populations. 1 personne sur 6 en France n'utilise pas Internet et 1 personne sur 3 manque de compétences numériques de base. En projetant les ratios d'usage et d'inclusion numérique nationaux (40 % de la population étude CREDOC 2019), on obtient environ 155 000 personnes sur la Métropole qui rencontrent des difficultés dans l'utilisation des outils numériques :

- 27 000 personnes (7 %) ont besoin d'un accompagnement renforcé afin de réaliser les démarches en ligne « avec » l'utilisateur ;
- 74 000 personnes (19 %) ont des besoins de formation aux compétences numériques de base ;
- 54 000 personnes (14 %) ont besoin d'un « coup de pouce » pour se rassurer quant à leurs usages numériques.

**Des mesures en faveur de l'inclusion numérique dans le cadre du Plan de relance, à mobiliser sur le territoire :**

A l'échelle nationale, 250 M€ sont mobilisés pour proposer une solution d'accompagnement au numérique à tous les Français, en cohérence avec leurs besoins et en proximité de chez eux. L'Etat lance un dispositif national de formation et de déploiement de 4 000 « conseillers numériques ».

Il propose de financer la rémunération de conseillers numériques à hauteur de 50 000 € par poste pour 2 ans.

Les conseillers numériques auront la responsabilité de former les habitants aux usages numériques du quotidien (échanger avec des proches, suivre la scolarité de son enfant, acheter en ligne, travailler à distance, consulter un médecin), mais aussi à la dimension citoyenne (protéger ses données, vérifier les informations), depuis des lieux de passages et de proximité où ils seront hébergés (bibliothèques, Mairies, France Services, centres sociaux, etc).

Dans cette perspective, il est proposé de mobiliser des fonds de l'Etat pour recruter 4 conseillers numériques pour une durée de 2 ans sur les besoins recensés en médiation numérique.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser la création de 4 contrats de projets « conseillers numériques » dans le cadre du Plan de Relance de l'Etat ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier, ou son représentant, à solliciter toutes demandes de financement pour les études et les projets liés à la citoyenneté numérique, dans le cadre du Plan de relance ;
- d'imputer les recettes sur les crédits ouverts à cet effet au budget de la Ville de Montpellier, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-153466-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ville éducative et réussite  
scolaire**

**Présents :**

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

**Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'ONISEP -  
Participation financière pour le jeu-concours "L'avenir s' imagine !" - 17ème  
édition - Autorisation de signature**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

L'Onisep Montpellier organise depuis 17 ans un jeu concours *L'Avenir s' imagine !* qui a pour objectif de donner le goût à l'orientation, sensibiliser les enfants à l'égalité professionnelle et changer leur représentation professionnelle pour que leurs choix d'orientation soient les plus ouverts possibles. Du CM2 à la Terminale, ce jeu favorise une découverte transversale des métiers en lien avec des disciplines (français, sciences et technologies, art, audiovisuel, théâtre...). Cette démarche est relayée par le Conseil municipal des enfants.

La 17<sup>e</sup> édition du jeu en ligne se déroule du 12 octobre 2020 au 30 juin 2021.

La Ville s'associe à cette opération en signant une convention avec l'ONISEP, aux côtés des partenaires comme la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire, le réseau régional des Chambres de Métiers et de l'Artisanat Occitanie Pyrénées / Méditerranée, la Direction Régionale aux Droits des Femmes et à l'Egalité Occitanie Pyrénées / Méditerranée, la Région Occitanie Pyrénées / Méditerranée, la Mutuelle Des Etudiants et la Direction Territoriale de Canopéacadémies de Montpellier et de Toulouse.



A travers cette convention, la Ville de Montpellier s'engage à :

- Participer à l'élaboration des questions-réponses et commentaires du concours ;
- Diffuser l'information le plus largement possible ;
- Etablir un lien sur le jeu à partir de son site internet : [www.montpellier.fr](http://www.montpellier.fr) ;
- Mettre à disposition ses supports pour la campagne d'affichage ;
- Financer cette opération pour un montant global de 2 500 € TTC.

A travers cette convention L'ONISEP s'engage à :

- Organiser le concours selon les modalités définies dans le règlement du concours ;
- Associer la Ville de Montpellier à l'ensemble de la communication autour du concours ;
- Transmettre à la Ville de Montpellier le budget du jeu-concours *L'avenir s' imagine !* ainsi que le bilan financier en fin d'opération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de la convention de partenariat qui prévoient notamment les modalités de financement ;
- d'approuver le versement d'une participation de 2 500 € à l'ONISEP ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 932 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Mustapha LAOUKIRI.

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Ville-Montpellier-convention-avenirsimagine-2020-2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-151350-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Petite enfance et enfant  
dans la Ville**

**Présents :**

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

**Mixité de l'offre d'accueil des jeunes enfants - Réservation de berceaux  
municipaux au profit d'organismes publics ou privés - Tarif 2021-2022 -  
Approbation**

Madame Tasme AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération du 3 avril 2018, le Conseil municipal a autorisé la réservation de berceaux d'établissements d'accueil du jeune enfant (Eaje) municipaux au profit de salariés d'organismes publics ou privés.

La réservation de berceaux municipaux présente en effet l'avantage pour la Ville de favoriser la mixité sociale au sein de certains Eaje municipaux en accueillant des enfants de familles n'étant pas exclusivement issues du quartier d'implantation de l'établissement.

Conformément à cette délibération, cette réservation de berceaux s'effectue en contrepartie d'une redevance annuelle versée pour chaque berceau réservé. Le montant annuel de cette redevance, au profit de la Ville de Montpellier, doit réglementairement correspondre au coût net moyen d'exploitation d'une place d'accueil collectif gérée en régie directe.

Par ailleurs, pour mettre en adéquation la clause tarifaire de la convention de réservation de berceaux avec le calendrier d'accueil des enfants courant de septembre à septembre, il a été acté que la périodicité d'application du montant de la redevance annuelle s'établit du 1<sup>er</sup> septembre au 31 août.

Ainsi, pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2021 au 31 août 2022, le montant de la redevance s'élève à 6 000 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le montant de la redevance annuelle pour la période d'application du 1<sup>er</sup> septembre 2021 au 31 août 2022 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-153447-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Vie associative et Maisons  
pour Tous**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

**Commission d'Attribution des Locaux Associatifs - Structuration et  
fonctionnement - Approbation**

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier héberge plus de 280 associations au sein de 260 locaux.

La mise à disposition des locaux associatifs de la Ville est déconcentrée à travers les 7 Directions suivantes :

- La Direction Proximité Citoyenneté
- La Direction Architecture et Immobilier
- La Direction de la Culture et du Patrimoine
- La Direction Sport et Jeunesse
- La Direction de l'Enfance
- La Direction de l'Education
- La Direction des Relations Internationales

Afin d'assurer une gestion transparente de l'affectation des locaux associatifs, il est proposé de structurer le fonctionnement de la Commission d'Attribution des Locaux Associatifs (CALA), qui disposera d'un avis consultatif non liant sur toute affaire relative aux locaux associatifs.

Cette Commission, présidée par l'Adjointe au Maire déléguée à la Vie associative et aux Maisons pour tous, regroupe les membres de droit suivants :

- L'Adjointe au Maire déléguée au Patrimoine municipal et sobriété énergétique
- L'Adjointe au Maire déléguée à la Culture et culture scientifique
- L'Adjoint au Maire délégué à la Ville sportive

- L'Adjointe au Maire déléguée à la Petite enfance et enfant dans la Ville
- L'Adjointe au Maire déléguée à la Ville éducative et à la Réussite scolaire
- L'Adjoint au Maire délégué à la Politique de la Ville
- La Conseillère Municipale déléguée aux Relations Internationales

Par souci de transparence, chaque groupe politique d'opposition est invité à désigner un représentant susceptible de siéger au sein de la CALA en qualité de membre de droit.

*Salim JAWHARI (Le Cœur et l'Action) et Flora LABOURIER ont fait acte de candidature et sont donc désignés.*

Seront également présents lors de cette commission, les agents administratifs en charge de la coordination des locaux de chaque direction ainsi qu'un représentant du service politique de la Ville et un représentant de ACM Habitat.

La CALA se réunira deux à quatre fois par année civile en fonction des besoins et sera plus particulièrement chargée :

- D'émettre un avis sur les propositions d'affectation des locaux associatifs ;
- D'émettre un avis de conformité du bon usage des locaux par les associations en bénéficiant ;
- D'émettre un avis sur les conditions d'attribution de créneaux ponctuels en vue de la mutualisation de locaux associatifs. La Ville de Montpellier fait en effet actuellement face à une pénurie de locaux face à la demande associative et souhaiterait pouvoir augmenter ses possibilités de mutualisation.

La CALA aura aussi pour objet d'émettre un avis d'opportunité de mise à disposition de locaux associatifs en lien avec l'action publique territoriale portée par la Ville. Elle s'assurera de la conformité des dossiers de demandes d'attribution et du respect des conventions de mise à disposition des locaux associatifs.

La CALA établira son règlement intérieur à l'occasion de sa première réunion en 2021.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser l'instauration de la Commission d'Attribution des Locaux Associatifs et approuver sa composition ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Salim JAWHARI.

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du lundi 8 février 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Vie associative et Maisons pour Tous

#### Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE.

#### Absents :

## Mise à disposition des salles des Maisons pour tous à titre gratuit - Approbation

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil municipal du 29 septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance. Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général. Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier ;
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général ;
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2020/2021, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux

précédentes validations la mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 128 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 76 806 €, ainsi que la mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 38 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 11 445 €.

Un tableau est joint en annexe décrivant le nom des associations bénéficiaires, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 14 décembre 2020

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- d'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons actuellement en vigueur ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Luc ALBERNHE, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, Mme Véronique BRUNET, M. Michel CALVO, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART, M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT.

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Tableau annuel
- Tableau ponctuel
- Convention gratuite annuelle

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-152811-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou



d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PARTIE 2**  
**DECISIONS**



**Direction des Finances**  
**Service Ingénierie Partenariale**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative à la cotisation 2020 de**  
**l'Association des Maires de France et des**  
**Présidents d'Intercommunalité et de l'Association**  
**des Maires du Département de l'Hérault**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

**Considérant :**

- Que, créée en 1907 et reconnue d'utilité publique dès 1933, l'Association des Maires de France est aux côtés des Maires et des Présidents d'intercommunalité pour défendre les libertés locales, appuyer les élus dans la gestion au quotidien et préserver les intérêts des collectivités et de leurs groupements ;
- Que l'Association des Maires de l'Hérault représente sur le plan départemental l'Association des Maires de France ;
- Que la fonction de l'AMF 34 est donc de faire remonter les attentes, voire les revendications des communes de l'Hérault et que, pour cela, il est donc nécessaire de disposer d'un réseau départemental permettant de recueillir les avis des Maires de toute la France ;
- Qu'aujourd'hui, 33 691 communes et 840 EPCI en sont adhérents ;
- Qu'il est proposé au titre de l'année 2020 l'adhésion à l'Association de Maires de France et des Présidents d'Intercommunalité et celle des Maires du Département de l'Hérault, par le versement d'une cotisation d'un montant de 43 320 € TTC.

**Décide en conséquence :**

**ARTICLE 1** : D'accepter le versement de la cotisation à l'Association de Maires de France et des Présidents d'Intercommunalité et celle des Maires du Département de l'Hérault au titre de l'année 2020 pour un montant total de 43 320 € TTC.

**ARTICLE 2** : De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget 2020 en nature 6281, chapitre 930.

**ARTICLE 3** : D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision

**Montpellier, le 24 déc. 2020**

**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 déc. 2020**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20201221-142463-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 24/12/20 - Réception en Préfecture : 24/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à l'indemnisation de contrats  
artistiques annulés du fait de la crise sanitaire liée  
à l'épidémie de Covid-19 - Théâtre Jean Vilar**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès Robin, déléguée à la Culture et à la Culture scientifique
- VU l'article 6 de l'ordonnance n°2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire.

**CONSIDERANT :**

- Que l'épidémie de Covid-19 a entraîné l'annulation de nombreuses actions culturelles portées par la Ville de Montpellier depuis le 16 mars, notamment autour des spectacles et activités du théâtre Jean Vilar
- Que ces annulations ont porté un préjudice financier majeur aux artistes et compagnies concernés, du fait des frais engagés ou de la mobilisation sur ces projets ;
- Qu'il convient en conséquence d'indemniser lesdits préjudices sur la base des préconisations du Ministère de la Culture en matière de soutien au monde culturel ainsi que de l'ordonnance n°2020-319 (*Lorsque l'annulation d'un bon de commande ou la résiliation du marché par l'acheteur est la conséquence des mesures prises par les autorités administratives compétentes dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, le titulaire peut être indemnisé, par l'acheteur, des dépenses engagées lorsqu'elles sont directement imputables à l'exécution d'un bon de commande annulé ou d'un marché résilié*) ;

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** d'indemniser forfaitairement à hauteur de 80% de leur montant hors taxes les contrats de cession du droit d'exploitation de spectacle et autres contrats artistiques annulés du fait de la crise sanitaire.

**ARTICLE 2 :** De rembourser en intégralité et sur présentation de justificatifs les frais de transport et de production qui auraient été engagés avant l'annulation de la manifestation.

**ARTICLE 3 :** D'approuver sur ces bases la conclusion et la signature d'avenants avec les personnes et selon les montants suivants :

Co contractant	Montant de l'indemnisation prévue par avenant
Compagnie les Grisettes	1420.00 €
Compagnie les Fourmis Rousses	600.00 €
Compagnie Acétone	800.00 €
Compagnie Nivatyep	2 200.00 €
Compagnie la Raffinerie	2 400.00 €
Compagnie U Structure Nouvelle	600.00 €
Compagnie l'Escargot	600.00 €
Compagnie Total Local	600.00 €
Compagnie Rhapsodies nomades	600.00 €
Compagnie l'Appel du pied	600.00 €
Compagnie le Baril	600.00 €
Compagnie Tourneboulé	5 283.60 €

**ARTICLE 4 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la collectivité, chapitre 933, pour un montant global de 16 843.60 €.

**ARTICLE 5 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Que Monsieur le Directeur Général des Services et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 3 déc. 2020  
 Madame l'Adjointe au Maire  
 Signé.

Agnès ROBIN

**Publiée le : 3 déc. 2020**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20200702-143489-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 03/12/20 - Réception en Préfecture : 03/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Politique Alimentaire**  
Service Intendance et Maintenance

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au marché de fourniture,  
livraison et installation de matériels  
professionnels de restauration pour la  
distribution de repas en mode self-service  
n°V0D0007PA**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Marie Massart, Adjointe déléguée à la politique alimentaire et à l'agriculture urbaine ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier a décidé d'équiper les restaurants scolaires de la ville de matériels de restauration pour la distribution de repas en mode self-service ;
- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert (n°V0D0007PA) a été lancée conformément aux articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, pour une durée de 1 an à compter de sa notification. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - ° Valeur technique au regard du mémoire technique 60%
  - ° Prix des prestations au regard du DQE 40%
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 03/11/2020 a choisi l'entreprise SALAGER SERRA, ZA les Baronnes, 34730 Prades le Lez, présente une offre économiquement avantageuse ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'attribuer le marché n°V0D0007PA relatif à la fourniture, la livraison et l'installation de matériels professionnels de restauration pour la distribution de repas en mode self-service à l'entreprise SALAGER SERRA, pour un montant sans minimum ni maximum.

Le marché prend effet à compter de la date de sa notification. Sa durée est de 1 an. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 7 déc. 2020**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Marie MASSART**

**Publiée le : 8 déc. 2020**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20200702-146241-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 08/12/20 - Réception en Préfecture : 08/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Finances**  
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

## **Décision relative à un Emprunt de 10 millions d'euros auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de procéder, à la réalisation des emprunts à court, moyen ou long terme destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts. Les contrats pourront intégrer les caractéristiques suivantes : la faculté de changer les taux, de modifier l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêts, de recourir à des tirages échelonnés dans le temps avec la faculté de remboursement anticipé et (ou) de consolidation, d'allonger la durée du prêt, de procéder à un différé d'amortissement limité à 5 ans maximum, de modifier la périodicité et le profil du remboursement, de réaliser les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et à l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN 10ème Adjoint délégué aux Finances, à l'Evaluation des politiques publiques, aux Ressources humaines et au Dialogue social ;
- VU l'offre établie par la Caisse d'Epargne du Languedoc Roussillon en réponse à la consultation bancaire de la Ville de Montpellier concernant le financement de ses dépenses d'investissement et le projet de contrat de prêt ci-annexé,
- **CONSIDERANT** que pour financer les investissements de la Ville de Montpellier, il convient de conclure une convention de financement,
- **CONSIDERANT** qu'à l'issue de l'analyse des offres, la proposition de la Caisse d'Epargne répond correctement à la demande,

**DECIDE**

## **ARTICLE 1 :**

De contracter auprès de la Caisse d'Epargne du Languedoc Roussillon, dont le siège est situé 254 rue Michel Teule, BP 7330, 34184 Montpellier Cedex 4, une convention de financement Flexilis avec phase de mobilisation.

## **ARTICLE 2 :**

Le montant de la convention s'élève à 10 000 000 Euros (Dix millions d'euros).

## **ARTICLE 3 :**

Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

- Score Gissler : 1A
- Montant : 10 000 000 €,
- Durée de la phase de mobilisation : 2 ans, jusqu'au 30/12/2022.
- Durée totale maximale de consolidation : 25 ans

### **o Phase de Mobilisation (de la date de signature du prêt au 30/12/2022):**

Pendant la phase de mobilisation, l'emprunteur peut demander la mise à disposition des fonds sous forme de tirage de mobilisation.

- Durée : jusqu'au 30/12/2022,
- Versement des fonds : à la demande de l'emprunteur, avec possibilité de dédit partielle,
- Montant minimum de versement : 100 000 Euros,
- Taux d'intérêt mensuel : Euribor 1 mois flooré à 0 assorti d'une marge de + 0.42%,
- Base de calcul des intérêts : Exact/360
- Périodicité des intérêts : mensuelle, payable trimestriellement
- Remboursement de l'encours en phase de mobilisation : possible à tout moment, sans indemnité
- Commission d'engagement : 0,10% du montant emprunté payable à la signature du contrat

### **o Phase de consolidation**

La période d'amortissement du capital mobilisé débute lors de la mise en place de chaque emprunt long terme et au plus tard à la fin de la phase de mobilisation. Les emprunts long terme sont mis en place soit lors de la mise à disposition des fonds, soit par transformation des tirages de mobilisation. L'emprunteur en détermine le montant, la durée, la périodicité, le profil d'amortissement ainsi que l'index ou le taux qui lui est applicable parmi les index et taux ci-dessous.

- Durée maximale d'amortissement : 25 ans
- Taux indexés : ils seront constatés dans les conditions prévues au contrat

Durée initiale du tirage	Jusqu'à 20 ans	De 21 ans à 25 ans
Marge sur Euribor 1, 3, 6 ou 12 mois	0.50%	0.56%

- Taux fixe : Taux de swap emprunteur taux fixe contre Euribor + marge sur Euribor du contrat.
- Base de calcul des intérêts : en taux fixe : 30 / 360 jours ; en taux indexé : exact / 360

- Echéances d'amortissement du capital : en fonction des index, mensuelle, trimestrielle, semestrielle ou annuelle
- Mode d'amortissement : constant
- Remboursement anticipé : possible à chaque échéance pour tout ou partie du capital restant dû moyennant un préavis d'un mois
- Pénalités de remboursement anticipé :
  - Sur Euribor : aucune indemnité
  - Sur taux fixe : indemnité actuarielle
- Changement de taux d'intérêt : possible à chaque échéance sous réserve du paiement d'une indemnité actuarielle en cas d'arbitrage à partir d'un module taux fixe, et sans indemnité en cas d'arbitrage à partir des modules Euribor.

#### **ARTICLE 4 :**

Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la convention de financement ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans la convention et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

#### **ARTICLE 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 2 déc. 2020**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Michel ASLANIAN**

**Publiée le : 3 déc. 2020**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20200702-147860-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 03/12/20 - Réception en Préfecture : 03/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques**  
**Service Achats et Production Graphique**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

## **Décision relative au marché n°V9D0059EM - Achat de vêtements de travail - Attribution**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux Finances.

### **CONSIDÉRANT :**

- qu'il y a lieu de procéder à l'achat de vêtements de travail pour répondre aux besoins des services de la Ville Montpellier ;
- qu'une procédure d'appel d'offres (n°V9D0059EM) a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique, en date du 1<sup>er</sup> juillet 2020, sous forme d'un Accord Cadre à bons de commande sans minimum ni maximum. Cet Accord Cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa notification. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : Valeur technique au regard du mémoire technique : 20%, des échantillons : 40% et du prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif pour 40% ;
- que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 03 novembre 2020, a attribué le marché à la société Cévenole de Protection – 467 rue Etienne Lenoir KM DELTA – 30900 Nîmes - qui a proposé l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature du marché « Achat de vêtement de travail n°V9D0059EM » sans minimum, sans maximum, avec la société Cévenole de Protection pour un montant sans minimum sans maximum.

C'est un Accord Cadre qui est conclu pour une période initiale d'exécution d'un an à compter de sa notification. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la ville de Montpellier ;

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente Décision.

**Montpellier, le 2 déc. 2020**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Michel ASLANIAN**

**Publiée le : 3 déc. 2020**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20200702-148233A-AU-1-1  
 Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 03/12/20 - Réception en Préfecture : 03/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
**Service Gestion Active/Propriété/Sécurité**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative à un marché n°V0C0001AI**  
**Mandat de gestion immobilière de biens**  
**propriétés de la Ville de Montpellier et de**  
**logements situés dans les écoles**  
**Attribution**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT déléguée au patrimoine municipal et sobriété énergétique ;

**Considérant :**

- Qu'il est nécessaire de conclure un marché de mandat de gestion immobilière de biens propriétés de la Ville de Montpellier et de logements situés dans les écoles ;
- Qu'une procédure a été lancée, conformément aux dispositions des articles R2123-1 et R2123-1 1° du Code de la Commande Publique et passée en application des articles R2125-1 1°, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande Publique, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commandes sans minimum et avec un maximum de 30.000€ HT/an sous la référence n°V0C0001AI « Mandat de gestion immobilière de biens propriétés de la ville de Montpellier et de logements situés dans les écoles » pour une durée d'un an (reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans) ;

- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 20% et prix des prestations 80% ;
- Qu'après analyse, l'entreprise Acteur Sud immobilier (51, rue du Faubourg Boutonnet 34090 Montpellier) présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'attribuer le marché °V0C0001AI « Mandat de gestion immobilière de biens propriétés de la ville de Montpellier et de logements situés dans les écoles » à l'entreprise Acteur Sud immobilier pour un montant sans minimum mais avec un maximum de 30.000€ HT. par an.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an (reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans).

**Article 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville ;

**Article 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**Article 4** : de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision

**Montpellier, le 7 déc. 2020**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès SAURAT**

**Publiée le : 8 déc. 2020**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20200702-149161-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 08/12/20 - Réception en Préfecture : 08/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
Maison des Chœurs au profit de l'association  
"Corée Graphie" pour les 14-15-16-17-18 et 20  
novembre 2020.**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et Culture scientifique ;

**Considérant :**

- Que l'association « Corée Graphie » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs pour les 14-15-16-17-18 et 20 novembre 2020 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 360€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2019/534 du 19 décembre 2019 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

**ARTICLE 2 :** De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;



**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 23 nov. 2020**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 3 déc. 2020**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20200702-149266-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 03/12/20 - Réception en Préfecture : 03/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
Maison des Chœurs au profit de l'association  
ARS MUSICA pour le 18 octobre 2020**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et Culture Scientifique ;

**Considérant :**

- Que l'association « ARS Musica » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs pour le 18 octobre 2020 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2019/534 du 19 décembre 2019 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

**ARTICLE 2** : De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 23 nov. 2020**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 3 déc. 2020**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20200702-149319-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 03/12/20 - Réception en Préfecture : 03/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la convention de location -  
Mise à disposition à titre gratuit de locaux au  
profit de Montpellier Méditerranée Métropole -  
Autorisation de signer la convention**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine « Patrimoine municipal et sobriété énergétique » ;

**CONSIDERANT :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité auprès de la Ville la mise à disposition de locaux à usage de bureaux afin d'y accueillir les Conseils Citoyens de quartier au sein de la résidence « Pompignane », 498 rue Louise Michel depuis le 1er décembre 2018 ;
- que la précédente convention est arrivée à échéance ;
- que la Ville de Montpellier souhaite poursuivre le soutien à l'action de la Métropole pour favoriser la démocratie participative sur son territoire ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser le renouvellement de mise à disposition à titre gratuit, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, des locaux sus-désignés dont la convention est annexée à la présente décision ;

**ARTICLE 2 :** D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée au Patrimoine municipal, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 7 déc. 2020**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès SAURAT**

**Publiée le : 8 déc. 2020**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20200702-151017-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 08/12/20 - Réception en Préfecture : 08/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
Maison des Chœurs au profit de l'association  
"Jordelan" pour le lundi 26 octobre 2020**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- Vu la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture.

**Considérant :**

- Que l'association « Jordelan » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs pour le 26 octobre 2020;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2019/534 du 19 décembre 2019.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

**ARTICLE 2 :** De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 3 déc. 2020**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 3 déc. 2020**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20200702-149738-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 03/12/20 - Réception en Préfecture : 03/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Enfance**  
Service Politique Petite Enfance et Prospective

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

## **Décision relative au marché public V0D0020EN "Réservation de berceaux auprès d'entreprises de crèches sur le territoire communal" - Attribution**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe au Maire déléguée à la Petite enfance et à l'enfant dans la Ville;

**Considérant :**

- Que pour faire face à l'augmentation croissante des besoins des familles montpelliéraines, la Ville souhaite diversifier et développer l'offre d'accueil sur son territoire par la réservation de berceaux auprès d'entreprises de crèches sur le territoire communal. Les places réservées seront attribuées par la commission municipale d'attribution des places, à des familles inscrites sur liste d'attente municipale;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L.2124-2, R. 2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire alloti à bons de commande sans minimum mais avec un maximum quantitatif par lot pour une durée de 3 ans et 8 mois (toutes reconductions comprises) selon la décomposition suivante :
  - ° Lot 1 : Quartier Mosson (avec un maximum de 6 berceaux)
  - ° Lot 2 : Quartier Hôpitaux-Facultés (avec un maximum de 10 berceaux)
  - ° Lot 3 : Quartier Centre (avec un maximum de 14 berceaux)



- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - ° Valeur technique 60%
  - ° Prix des prestations 40%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 17 novembre 2020, a choisi les offres économiquement les plus avantageuses de :
  - ° l'entreprise LES PETITS CHAPERONS ROUGES – COLLECTIVITES PUBLIQUES (6 allée Jean Prouvé 92110 Clichy), pour le lot 1 ;
  - ° l'entreprise LES PETITS CHAPERONS ROUGES – COLLECTIVITES PUBLIQUES (6 allée Jean Prouvé 92110 Clichy), pour le lot 2 ;
  - ° l'entreprise BABILOU – EVANCIA (60 avenue de l'Europe 92 2701 Bois Colombes), pour le lot 3 ;

### **DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché n°VOD0020EN « Réservation de berceaux auprès d'entreprises de crèches sur le territoire communal » :

- à l'entreprise LES PETITS CHAPERONS ROUGES – COLLECTIVITES PUBLIQUES, pour le lot 1 et pour un prix unitaire annuel de 7 850 euros.
- à l'entreprise LES PETITS CHAPERONS ROUGES – COLLECTIVITES PUBLIQUES, pour le lot 2 et pour un prix unitaire annuel de 7 850 euros.
- à l'entreprise BABILOU - EVANTIA, pour le lot 3 et pour un prix unitaire annuel de 8 100 euros.

Pour chacun des lots, la durée de l'accord-cadre est de 1 an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 ou de sa notification si celle-ci est postérieure. Le marché est reconductible 2 fois 1 an, puis reconductible 8 mois, soit une fin prévisionnelle au 31 Août 2024.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 934.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 15 déc. 2020**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Tasnine AKBARALY**

**Publiée le : 15 déc. 2020**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20200702-149990-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 15/12/20 - Réception en Préfecture : 15/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à l'indemnisation  
d'interventions artistique annulées du fait de la  
crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19  
Journées Européennes du Patrimoine**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès Robin, déléguée à la Culture et à la culture scientifique ;

**CONSIDERANT :**

- Que l'épidémie de Covid-19 a entraîné l'annulation de nombreuses actions culturelles portées par la Ville de Montpellier et notamment les Journées Européennes du Patrimoine les 18 et 19 septembre 2020 ;
- Que cette annulation, deux jours avant la manifestation, a porté un préjudice financier aux intervenants programmés, du fait des frais engagés ou de leur mobilisation sur ces projets ;
- Qu'il convient en conséquence d'indemniser lesdits préjudices sur la base des préconisations du Ministère de la Culture en matière de soutien au monde culturel

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** d'indemniser forfaitairement à hauteur de 80% de leur montant hors taxes les prestations artistiques annulées du fait de la crise sanitaire, pour les montants suivants :

<b>Prestataire</b>	<b>Montant de l'indemnisation</b>
Association Mayanne	160 €
Association Singulier Pluriel	2 640 €
Association Ligne de fuite	1 480 €
Association ADEMASS	960 €

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933, pour un montant global de 5 240 € ;

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 4 :** que Monsieur le Directeur Général des Services et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 22 déc. 2020**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 23 déc. 2020**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20201221-150036-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 23/12/20 - Réception en Préfecture : 23/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la convention de mise à  
disposition d'un radar pédagogique mobile avec  
la préfecture de l'Hérault**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil Municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

**CONSIDERANT**

- Qu'il est nécessaire de sécuriser les traversées piétonnes empruntées par les élèves qui se rendent au collège Gérard Philippe à Montpellier ;
- Qu'afin d'accroître la vigilance des conducteurs sur leurs vitesses pratiquées sur cet axe, il est proposé d'installer un radar pédagogique sur l'avenue Albert Dubout, visible par les véhicules circulant depuis l'avenue de la Liberté vers l'avenue des Clématites ;
- Que la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault dispose d'un radar pédagogique qui est prêté gracieusement aux communes pour une durée d'un mois environ ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'approuver le projet de convention avec la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault.

**ARTICLE 2 :** d'autoriser le Maire ou toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 21 déc. 2020**

**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 21 déc. 2020**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20201221-150186-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 21/12/20 - Réception en Préfecture : 21/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative au droit de préemption urbain**  
**Propriété MONPETIT**  
**6 rue des Tourterelles - cadastre BK 4**  
**Exercice du droit de préemption**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **Vu** le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **Vu** les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- **Vu** la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** les délégations consenties par le Conseil municipal au Maire notamment celles d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même Code ;
- **Vu** l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse FAYE, Adjointe déléguée à l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière ;
- **Vu** les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- **Vu** le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;

- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;
- Vu la délibération du Bureau d'ACM-HABITAT du 5 novembre 2020 ;
- Vu le constat dressé le 17 novembre 2020 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de la Ville Montpellier conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- Vu l'estimation des services fiscaux du 19 novembre 2020.

**Considérant :**

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 16 septembre 2020, les consorts MONPETIT ont déposé une déclaration d'intention d'aliéner portant sur une villa avec terrain située 6 rue des Tourterelles, cadastrée BK 4, au prix de 650.000 € ;
- que la propriété des consorts MONPETIT est comprise dans un secteur où le droit de préemption urbain a été délégué à la Ville ;
- qu'ACM-HAB a fait part à la Ville de son intérêt pour ce bien et lui demande d'exercer le droit de préemption. La villa objet des présentes est mitoyenne de la résidence HLM « Les ESCHOLIERS », propriété d'ACM-HABITAT. Cet ensemble immobilier social comprenant 6 bâtiments de 117 logements, mis en service en 1964, ne répond plus aux contraintes actuelles ni à la demande des locataires. Une requalification totale de cette résidence s'impose, probablement par le biais de démolitions-reconstructions. Dans ce contexte, l'acquisition de la villa 6 rue des Tourterelles, après démolition, offrira aux architectes urbanistes qui seront sélectionnés un potentiel important et la possibilité d'une approche foncière globale. ACM-HABITAT par délibération de son Bureau en date du 5 novembre 2020 a approuvé l'acquisition de ce bien.
- qu'il paraît nécessaire dans ces conditions pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien afin de le rétrocéder à ACM-HABITAT qui réalisera le projet énoncé ci-dessus, projet conforme aux articles L 210-1 et L 300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut être exercé, notamment, afin de mener une politique locale de l'habitat.

**Décide en conséquence :**

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété des consorts MONPETIT, située 6 rue des Tourterelles, cadastrée BK 4, au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, soit 650.000 €.

- qu'ACM-HABITAT interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers-payeur et que le bien lui sera par la suite cédé gratuitement.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 16 déc. 2020**

**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 16 déc. 2020**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20200702-150632-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 16/12/20 - Réception en Préfecture : 16/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la**  
**Maison des Chœurs au profit de l'association**  
**"JORDELAN" pour le 23 novembre 2020.**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- Vu la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture.

**Considérant :**

- Que l'association « JORDELAN » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs pour le 23 novembre 2020;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2019/534 du 19 décembre 2019.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

**ARTICLE 2 :** De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 22 déc. 2020**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 23 déc. 2020**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20201221-150704-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 23/12/20 - Réception en Préfecture : 23/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la prolongation de la mise à  
disposition de l'espace Saint Ravy à Kate  
Wyrembelska du 15 décembre au 3 janvier 2021 -  
Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès Robin, adjointe déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;
- VU la décision n° VD2020-313 autorisant la mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Kate Wyrembelska du 24 octobre au 15 novembre 2020

**Considérant :**

- Que cette exposition, initialement prévue du 11 avril au 3 mai, puis du 24 octobre au 15 novembre 2020, a été interrompue par la fermeture des lieux d'exposition du 30 octobre au 15 décembre 2020;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la prolongation de l'exposition de Kate Wyrembelska du 15 décembre 2020 au 3 janvier 2021 au sein de l'espace Saint Ravy

**ARTICLE 2 :** De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont l'artiste a eu connaissance et qu'elle s'engage à respecter.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 14 janv. 2021**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 15 janv. 2021**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20201221-151127-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 15/01/21 - Réception en Préfecture : 15/01/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances**  
Service Ingénierie Partenariale

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion  
au Centre de Formation des Maires et Élus  
Locaux CFMEL - Exercice 2020**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération V2020-005 établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion dont elle est membre ;

**Considérant que :**

- Dès 1986, conscients des défis engendrés par la décentralisation et des besoins des élus locaux face aux transferts de compétences, une majorité de communes et le Département de l'Hérault créent un établissement public sous la forme d'un syndicat mixte : le Centre de Formation des Maires et Elus Locaux (CFMEL).
- Les missions dévolues au CFMEL sont les suivantes :
  - organiser des journées d'information et de formation des élus (une cinquantaine par an) sur des thèmes intéressant les collectivités locales : urbanisme, finances, marchés publics, fonctionnement du conseil municipal, etc. ;
  - proposer des réunions de formation à la carte pour les communes de plus de 10 000 habitants ;
  - apporter une assistance en matière administrative, juridique et analyse financière pour le compte des communes ;
  - assurer une veille juridique constante à travers les questions des parlementaires via la mise à jour régulière de fiches pratiques.
- A ce jour, le Centre de Formation des Maires et Elus Locaux regroupe le conseil départemental et :
  - 339 communes du département;
  - 10 établissements publics locaux.
- Le CFMEL propose des missions intéressantes pour la Ville de Montpellier et que celle-ci adhère à des organismes par le versement de cotisations,
- Il est proposé de renouveler l'adhésion de la Ville de Montpellier au CFMEL pour l'année 2020 par le versement d'une cotisation d'un montant de 26 845,17 €.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'accepter le versement de la cotisation au Centre de formation des Maires et Elus Locaux au titre de l'année 2020 pour un montant total de 26 845,17 € TTC.

**ARTICLE 2** : De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget 2020 en nature 6281, chapitre 930.

**ARTICLE 3** : D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 24 déc. 2020**

**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 déc. 2020**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20201221-151156-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 24/12/20 - Réception en Préfecture : 24/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
Maison des Chœurs au profit de l'association  
"Corée Graphie" pour le 19 novembre 2020.**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- Vu la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture.

**Considérant :**

- Que l'association « Corée Graphie » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs pour le 19 novembre 2020;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2019/534 du 19 décembre 2019.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

**ARTICLE 2 :** De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 22 déc. 2020**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 23 déc. 2020**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20201221-150924-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 23/12/20 - Réception en Préfecture : 23/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Mission Grand Coeur**  
Service Patrimoine Historique

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la réfection des sols de la Place  
royale du Peyrou - Autorisation de signature  
d'avenants au marché V9D0007GC**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ou le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Boris BELLANGER, Adjoint au Maire délégué au Quartier centre et au Patrimoine historique ;
- VU la décision n°VD2019-357 attribuant le marché V9D0007GC, relatif à la réfection des sols de la Place royale du Peyrou, pour le lot n°1 « VRD » à l'entreprise COLAS MIDI MEDITERRANEE pour un montant de 1 179 559,00 euros HT et pour une durée de 9 mois et 3 semaines et pour le lot n°2 « Maçonnerie – Pierre de Taille » à l'entreprise SARL MUZZARELLI pour un montant de 392 401,72 euros HT et pour une durée de 9 mois et 3 semaines.
- VU la décision n°VD2020-082 autorisant la signature de l'avenant n°1 pour le lot 1 et de l'avenant n°1 pour le lot 2 ;
- VU la décision n°VD2020-133 autorisant la signature de l'avenant n°2 pour le lot 1 ;
- VU la décision n°VD2020-253 autorisant la signature de l'avenant n°3 pour le lot 1 et de l'avenant n°2 pour le lot 2 ;

**- CONSIDERANT :**

- Qu'en application des mesures gouvernementales de lutte contre la propagation de l'épidémie de Coronavirus (Covid-19), l'exécution des travaux par le titulaire du lot n°1 a été ajournée pour la période du 17.03.2020 au 28.04.2020 inclus, soit 6 semaines, conformément aux termes de l'ordre de service de reprise en date du 28.04.2020.

- Que cette interruption a entraîné un décalage dans l'exécution des travaux par le titulaire du lot n°1 et que les conditions météorologiques, notamment les fortes chaleurs, ne lui ont pas permis de terminer ses prestations, en particulier la réalisation des revêtements de finition des sols, avant la fermeture estivale annuelle de son entreprise.
- Que suite à des défauts de portance constatés en cours de chantier en certains points des structures existantes des trottoirs périphériques, et compte tenu des précautions à prendre pour la préservation du patrimoine arboré, il a été convenu de réduire le niveau de portance attendue sur les trottoirs périphériques par rapport à ce qui était attendu au cahier des clauses techniques particulières du lot 1.
- Qu'il convient en conséquence de conclure l'avenant n°4 pour le lot 1 visant à augmenter d'1 mois et 1 semaine la durée du marché portant la durée totale à 13 mois et 2 semaines et à modifier les termes de l'article 1.12.5 du CCTP du lot 1.
- Que conformément aux termes de l'ordre de service de reprise de travaux n°1 en date du 28.04.2020, le titulaire du lot 2 a transmis un devis relatif aux coûts supplémentaires engendrés par les mesures de lutte contre la propagation de l'épidémie de coronavirus – COVID19 pour un montant total de 2.695,25 € H.T.
- Qu'il s'est avéré nécessaire de procéder, à la demande de la Conservation Régionale des Monuments Historiques et à la suite de découvertes fortuites en cours de chantier, à la réalisation de travaux supplémentaires relevant de la compétence du lot 2 pour un montant total 5.684,85 € H.T. ayant engendré une augmentation de la durée du chantier d'1 mois et 1 semaine.
- Qu'il convient en conséquence de conclure l'avenant n°3 pour le lot 2 visant à augmenter le montant du marché de 5.684,85 € H.T. portant le montant total du marché à 446.473,23 € H.T. soit une augmentation de 13,85 % par rapport au montant initial du marché et d'augmenter la durée du marché d'1 mois et 1 semaine portant la durée totale à 13 mois et 2 semaines.

## **DECIDE**

**ARTICLE 1 :** - D'autoriser la signature de l'avenant n°4 au marché V9D0007GC, relatif à la réfection des sols de la Place royale du Peyrou avec l'entreprise COLAS MIDI MEDITERRANEE, pour le lot n°1 « VRD », visant à augmenter d'1 mois et 1 semaine la durée du marché portant la durée totale à 13 mois et 2 semaines et à modifier les termes de l'article 1.12.5 du CCTP du lot 1 ;

- D'autoriser la signature de l'avenant n°3 au marché V9D0007GC, relatif à la réfection des sols de la Place royale du Peyrou avec l'entreprise SARL MUZZARELLI, pour le lot n°2 « Maçonnerie – Pierre de Taille », visant à augmenter le montant du marché de 5.684,85 € H.T. portant le montant total du marché à 446.473,23 € H.T. soit une augmentation de 13,85 % par rapport au montant initial du marché et d'augmenter la durée du marché d'1 mois et 1 semaine portant la durée totale à 13 mois et 2 semaines.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 déc. 2020

Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 déc. 2020

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20201221-151422-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 31/12/20 - Réception en Préfecture : 31/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**  
**Service Gestion des Moyens Communs**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative au marché n°0G412812 -**  
**Mobilier urbain publicitaire - Avenant n°2**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Roger-Yannick CHARTIER ;
- VU la délibération N°2010-431 attribuant le marché de Mobilier Urbain Publicitaire à l'entreprise JC DECAUX France, pour un montant moyen annuel de recettes de 959 000 euros HT et pour une durée de 15 années.
- VU la délibération n° VD/2017/128 autorisant la signature de l'avenant n° 1 ;

**Considérant :**

- Que l'ordonnance du 25 mars 2020 modifiée précise « 7° Lorsque le contrat emporte occupation du domaine public et que les conditions d'exploitation de l'activité de l'occupant sont dégradées dans des proportions manifestement excessives au regard de sa situation financière, le paiement des redevances dues pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public est suspendu pour une durée qui ne peut excéder la période mentionnée à l'article 1er. A l'issue de cette suspension, un avenant détermine, le cas échéant, les modifications du contrat apparues nécessaires. »
- qu'il est proposé ici, considérant les difficultés rencontrées par la société JCDECAUX pendant la période de confinement et les semaines suivantes de reprise de l'activité, de ne pas percevoir la redevance correspondant au mois de mars avril et mai 2020.
- Que par courrier successifs en mars avril et mai, dernier, l'entreprise nous signifiait sa perte considérable de chiffre d'affaires allant jusqu'à -93% sur le mois d'avril 2020.
- Que l'effondrement du chiffre d'affaires ainsi que les prévisions nécessairement revues à la baisse sur les mois suivants ont eu des répercussions immédiates sur les conditions économiques du contrat initialement conclu.
- Qu'il est par ailleurs convenu d'exonérer la société JCDECAUX de toute pénalité contractuelle en cas d'impossibilité ou de difficulté excessive d'exécution des prestations du marché au cours de la période correspondant à l'état d'urgence sanitaire (Point 2- a de l'article 6 de l'ordonnance n°2020-319 du 25 mars 2020 susvisée).

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant au marché « MARCHÉ DE MOBILIER PUBLICITAIRE » avec l'entreprise JC DECAUX, avenant n° 2 pour un montant décrit ci-dessous :  
La redevance est appelée trimestriellement au réel de l'occupation pour la partie redevance occupation du domaine public et forfaitairement pour la partie exploitation commerciale.  
Un trimestre correspond en moyenne à :

- 76 983.75 € pour la redevance d'occupation du domaine public
- 189 901.80 € HT pour la redevance d'exploitation commerciale

La perte de recettes pour la Ville, d'un montant de 266 885.55 € représente environ 2% du montant total du marché.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 24 déc. 2020**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Roger-Yannick CHARTIER**

**Publiée le : 24 déc. 2020**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20201221-150786-CC-1-1  
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 24/12/20 - Réception en Préfecture : 24/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Education**  
**Service Ressources (Education)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative à un marché n°V9D0028AI-3**  
**Construction de l'école primaire - ZAC de la**  
**Restanque - Lot 12**  
**Attribution**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE 1<sup>ère</sup> Adjointe au Maire déléguée à la Ville éducative, à la réussite scolaire et à l'administration générale ;
- VU la décision n°VD2020-139 du 26 mai 2020 du marché « Construction de l'école primaire – ZAC de la Restanque » déclarant le lot 12 ascenseurs infructueux et indiquant qu'il serait relancé ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier a besoin de construire l'école primaire ZAC de la Restanque ;
- Qu'un appel d'offres ouvert a été lancé conformément aux articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique sous la référence V9D0028AI « Construction de l'école primaire – ZAC de la Restanque » et que le lot 12 « ascenseurs » a été déclaré infructueux ;
- Qu'en application de l'article R 2123-1 du Code de la Commande Publique relatif aux « petits lots » une procédure adaptée a été lancée sous la référence V9D0028-3AI « Construction de l'école primaire – ZAC de la Restanque relance du lot 12 ascenseurs » conformément aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - valeur technique 60% ;
  - prix 40% ;
- Qu'après analyse la société CFA Division de NSA (355, rue Pierre Seghers 84000 AVIGNON) présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n° V9D0028AI-3 « Construction de l'école primaire – ZAC de la Restanque relance du lot 12 ascenseurs » à la société CFA Division de NSA pour un montant global et forfaitaire de 19 700,00 € HT. La durée du marché commence à sa notification jusqu'à la réception définitive des travaux.

Le délai prévisionnel propre au lot 12 « ascenseur » étant de 4 mois. Le délai d'exécution des travaux part à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant au titulaire du lot concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 janv. 2021  
Madame la Première Adjointe  
Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 12 janv. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20201221-150831-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 12/01/21 - Réception en Préfecture : 12/01/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
Maison des Chœurs au profit de l'association  
"OFILDELART" pour les 22 et 29 novembre  
2020.**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- Vu la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture.

**Considérant :**

- Que l'association « OFILDELART » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs pour les 22 et 29 novembre 2020;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2019/534 du 19 décembre 2019.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

**ARTICLE 2 :** De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



**Montpellier, le 14 janv. 2021**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 15 janv. 2021**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20201221-150933-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 15/01/21 - Réception en Préfecture : 15/01/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
**Service Moyens Généraux**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative au marché n°6D0013**  
**Prestations de nettoyage et d'entretien des locaux**  
**et de la Vitrerie**  
**de sites dépendant de la Mairie de Montpellier**  
**Avenant n°1 pour les lots 1-4-5-6-7**  
**Avenant n°2 pour le lot 3**  
**Prolongation du marché**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de 1ère Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines « Ville éducative, réussite scolaire et administration générale » ;
- VU la décision n°2016/0381 du marché « Prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de la Vitrerie de sites dépendant de la Mairie de Montpellier » attribuant le lot 1 « Maisons pour tous » et le lot 3 « Mairies annexes, bureaux, postes de police, divers » à l'entreprise SUD SERVICE sans minimum ni maximum et pour une durée maximale de reconduction de 3 ans à compter du 01 janvier 2017 ;
- VU la décision n°2016/0381 du marché « Prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de la Vitrerie de sites dépendant de la Mairie de Montpellier » attribuant le lot 4 « GS Croix d'Argent Cévennes Sud », le lot 5 « GS Haut de Massane – Hôpitaux facs », le lot 6 « GS Cévennes Nord-Mosson » et le lot 7 « GS Centre Est-Centre Nord » à l'entreprise HYGIE SPHERE (société anciennement dénommée Cleaning Bio) sans minimum ni maximum et pour une durée maximale de reconduction de 3 ans à compter du 01 janvier 2017 ;
- VU la décision n° VD2018-438 du 17 décembre 2018 autorisant la signature d'un avenant n°1 pour le lot 3 « Mairies annexes, bureaux, postes de police, divers » ;

**Considérant :**

- Qu'un marché n°6D0013 « Prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de la Vitrerie de sites dépendant de la Mairie de Montpellier » a été lancé ;
- Que ce marché a été conclu sous la forme d'un marché à bons de commande sans minimum et sans maximum pour une durée d'un an renouvelable 3 fois et arrive à échéance le 31 décembre 2020 ;
- Qu'afin d'assurer la continuité des prestations durant le temps d'achèvement de la procédure de passation du nouveau contrat, en cours d'instruction, il convient de prolonger la durée actuelle du marché de 6 mois ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature d'un avenant n°1 prolongeant de 6 mois soit jusqu'au 30 juin 2021 la durée du marché « Prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de la Vitrerie de sites dépendant de la Mairie de Montpellier » avec l'entreprise SUD SERVICE pour le lot 1 et avec l'entreprise HYGIE SPHERE pour les lots 4, 5, 6 et 7 ;

D'autoriser la signature d'un avenant n°2 prolongeant de 6 mois soit jusqu'au 30 juin 2021 la durée du marché « Prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de la Vitrerie de sites dépendant de la Mairie de Montpellier » avec l'entreprise SUD SERVICE pour le lot 3 ;

Cet avenant est sans incidence financière dans la mesure où le marché est sans minimum ni maximum.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier ;

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 14 déc. 2020**  
**Madame la Première Adjointe**  
**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 14 déc. 2020**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20200702-151431-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 14/12/20 - Réception en Préfecture : 14/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**  
**Service Gestion des Moyens Communs**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Marché n°V0D0009UV - Conception et  
production artistique de la manifestation "Coeur  
de Ville en Lumières" - Classement sans suite du  
lot 4**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Roger-Yannick CHARTIER ;
- VU la décision n° VD2020-379 attribuant le lot n° 4 du marché Conception et production artistique de la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » à l'entreprise B71 SPRL (sous-traitant IDSCENES), pour un montant de 82 000 euros HT et pour une durée de 5 mois.

**Considérant :**

- Que le titulaire du lot n°4, l'entreprise B71 SPRL (sous-traitant IDSCENES) est aujourd'hui dans l'incapacité, suite à la crise du coronavirus, de financer la production de la prestation prévue dans le marché.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** De déclarer sans suite le lot n°4 du marché Conception et production artistique de la manifestation « Cœur de Ville en Lumières ».

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 24 déc. 2020**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Roger-Yannick CHARTIER**

**Publiée le : 24 déc. 2020**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20201221-151518-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 24/12/20 - Réception en Préfecture : 24/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
**Service Gestion Active/Propriété/Sécurité**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative à un marché n°V0B0045AI**  
**Maintenance multitechnique des halles Laissac**  
**Attribution**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT déléguée au patrimoine municipal et sobriété énergétique ;

**Considérant :**

- Qu'il est nécessaire de conclure un marché de maintenance multi technique pour les halles Laissac ;
- Qu'une procédure a été lancée selon la procédure adaptée, conformément aux dispositions des articles R2123-1 du Code de la Commande Publique passée en application des articles R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande Publique, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commandes sans minimum et avec un maximum de 29.000€ HT/an sous la référence n°V0B0045AI « Maintenance multitechnique des halles Laissac » pour une durée d'un an (reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans) ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres pour l'ensemble des lots étaient les suivants : valeur technique 60% et prix des prestations 40% ;
- Qu'après analyse, l'entreprise VINCI FACILITIES CEGELEC MAINTENANCE TERTIAIRE SUD EST (541 avenue Georges Méliès CS 59014 34965 MONTPELLIER CEDEX 2) présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'attribuer le marché V0B0045AI « Maintenance multitechnique des halles Laissac » à l'entreprise VINCI FACILITIES CEGELEC MAINTENANCE TERTIAIRE SUD EST pour un montant sans minimum et un maximum de 29.000€/an.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an (reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans).

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 24 déc. 2020**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès SAURAT**

**Publiée le : 24 déc. 2020**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20201221-151545-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 24/12/20 - Réception en Préfecture : 24/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des  
 Décisions de la Mairie de  
 Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2005027-4  
 TA - DELRIEU Alain"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter, au nom de la commune, des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Adjointe au Maire déléguée à la Ville Educative, à la Réussite Scolaire et à l'Administration Générale ;

**Considérant**

- La requête n°2005027-4 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 6 novembre 2020 par Monsieur Alain DELRIEU tendant à obtenir réparation pour préjudices subis consécutivement à des accidents de trottinette dont il a été victime sur la voie publique sise Avenue de l'Ecole de l'Agriculture Gabriel Buchet à Montpellier ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2005027-4 par Monsieur Alain DELRIEU.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à Maître Caroline PILONE, Avocate.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



**Montpellier, le 23 déc. 2020**  
**Madame la Première Adjointe**  
**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 23 déc. 2020**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20201221-151818-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 23/12/20 - Réception en Préfecture : 23/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Education**  
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

## **Décision relative au renouvellement de la cotisation 2020 au réseau Français des Villes Educatrices**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE 1ère Adjointe au Maire déléguée à la Ville éducative, à la réussite scolaire et à l'administration générale ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier est adhérente du Réseau Français et de l'Association Internationale des Villes Educatrices. Créé en 1998, le Réseau Français des Villes Educatrices (RFVE) regroupe 140 villes et communautés de communes sur l'ensemble du territoire. Son objectif est de promouvoir les orientations définies dans la Charte des Villes Educatrices et de développer, en confrontant leurs expériences, une capacité collective à s'exprimer sur des orientations ou décisions nationales pouvant avoir une influence sur les politiques développées par les villes ;
- Que le RFVE promeut une conception globale de l'éducation, dépassant le domaine strictement scolaire et développant une approche transversale de la question éducative. Pour le RFVE, la ville doit être un agent Co éducateur à travers la citoyenneté, la démocratie participative, les projets culturels, la planification urbaine ou la politique environnementale qu'elle développe ;
- Que la Ville de Montpellier adhère au RFVE depuis 2007. La mise en œuvre de son Projet Educatif de Territorial (PEdT) et les débats autour de la réforme des rythmes scolaires l'ont amenée à prendre part de manière plus significative dans les échanges du réseau. A ce titre, elle siège parmi les 140 communes et communautés de communes qui composent ce réseau et qui sont investies dans une démarche éducative locale dépassant le domaine strictement scolaire ;
- Que ce réseau facilite l'échange d'informations, la confrontation d'expériences. Il permet de développer une capacité collective d'analyse et d'expression sur les orientations nationales pouvant avoir une influence sur les politiques développées par les Villes. Il est donc proposé de renouveler notre adhésion à cet organisme pour l'exercice 2020.

**DECIDE**

- **ARTICLE 1 :** d'accepter le renouvellement de cette adhésion pour l'année 2020 et le versement à l'organisme ci-dessus pour un montant total de 1 725 Euros sur les crédits inscrits au budget 2020 de la Ville, chapitre 932 ;
- **ARTICLE 2 :** d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Montpellier, le 15 janv. 2021**  
**Madame la Première Adjointe**  
**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 15 janv. 2021**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20201221-152092-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 15/01/21 - Réception en Préfecture : 15/01/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques**  
**Service Achats et Production Graphique**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative à l'attribution d'un accord cadre**  
**n° V0B0068EM ' Prestations de façonnage de**  
**documents divers '**  
**Attribution - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif au code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux Finances.

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à la Prestations de façonnage de documents divers conformément aux besoins exprimés par les services de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°V0B00068EM) a été lancée en date du 23 novembre 2020, sous la forme d'un Accord Cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 80 000 € HT, pour une durée d'exécution de quatre ans à compter de sa notification ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : l'analyse de la valeur technique au regard du mémoire technique pour 30%, le prix des prestations pour 60% et le délai d'exécution pour 10% ;

- Qu'après analyse, l'entreprise **FM GRAPHIC**, 439 avenue Etienne Frédéric Bouisson, 34130 MAUGUIO, a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;

**DECIDE**

**Article 1** - D'attribuer le marché « Prestations de façonnage de documents divers » n°V0B00068EM à la société FM GRAPHIC pour un montant maximum de 80 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période d'exécution de quatre ans à compter de sa notification.

**Article 2** - De dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement de la Ville, tous chapitres ;

**Article 3** - D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ces marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**Article 4** - Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 5 janv. 2021**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Michel ASLANIAN**

**Publiée le : 5 janv. 2021**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20201221-152218-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 05/01/21 - Réception en Préfecture : 05/01/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**  
**Service Gestion des Moyens Communs**

**Extrait du registre des  
 Décisions de la Mairie de  
 Montpellier**

**Marché n°V0D0009UV - Conception et  
 production artistique de la manifestation ' Cœur  
 de Ville en Lumières '  
 Avenant n° 1 aux lots 1, 2, 3, 5 et 6**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Roger-Yannick CHARTIER ;
- VU la décision n° VD2020-379 du marché Conception et production artistique de la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » attribuant :
  - Le lot n° 1 « Le temple des eaux du Peyrou » au Groupement Timothe Toury (mandataire) / Remote SARL / Grand Final, pour un montant de 81 986,65 euros HT et pour une durée de 5 mois (montant et durée toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises).
  - Pour le lot n° 2 « Préfecture » au Groupement SARL CS PROD (mandataire) /ID SCENES, pour un montant de 55 000,00 euros HT et pour une durée de 5 mois (montant et durée toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises).
  - Pour le lot n° 3 « Musée Fabre » à l'entreprise B DIGITAL EVENTS, pour un montant de 53 500,00 euros HT et pour une durée de 5 mois (montant et durée toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises).
  - Pour le lot n° 5 « Le conservatoire de Musique » à l'entreprise ID SCENES, pour un montant de 40 000,00 euros HT et pour une durée de 5 mois (montant et durée toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises).
- VU la décision n° VD2020-420 du marché Conception et production artistique de la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » attribuant :

- Le lot n° 6 « Hôtel Saint Come » à l'entreprise SPECTACULAIRES SAS, pour un montant de 9 900,00 euros HT et pour une durée de 5 mois (montant et durée toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises).

**Considérant :**

- Que la manifestation Cœur de Ville en Lumières devait se dérouler du 25 au 28 novembre 2020 et que suite aux mesures gouvernementales relatives à l'épidémie de Coronavirus, l'ensemble de la manifestation a dû être annulé.
- Que pour maintenir l'organisation de cette manifestation, il est nécessaire de reporter l'ensemble des prestations à une date ultérieure fixée du 24 au 27 mars 2021.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** ~~D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché Conception et production artistique de la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » :~~

- Pour le lot n°1 « Le temple des eaux du Peyrou » avec le groupement Timothe Toury (mandataire) / Remote SARL / Grand Final
  - Pour le lot n°2 « Préfecture » avec le groupement SARL CS PROD (mandataire) /ID SCENES
  - Pour le lot n°3 « Musée Fabre » avec l'entreprise B DIGITAL EVENTS
  - Pour le lot n°5 « Le conservatoire de Musique » avec l'entreprise ID SCENES
  - Pour le lot n°6 « Hôtel Saint Come » avec l'entreprise SPECTACULAIRES SAS
- Cet avenant n'a pas d'incidence financière et ne modifie pas la durée initiale prévu dans le marché.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 déc. 2020  
Monsieur l'Adjoint au Maire  
Signé.

Roger-Yannick CHARTIER

Publiée le : 31 déc. 2020

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20201221-152362-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 31/12/20 - Réception en Préfecture : 31/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**  
**Service Gestion des Moyens Communs**

**Extrait du registre des  
 Décisions de la Mairie de  
 Montpellier**

**Marché n°V0C0006UV - Médiation en vidéo  
 mapping et jeux vidéo "Coeur de Ville en  
 Lumières" - lots n° 1 à 5**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Roger-Yannick CHARTIER ;
- VU la décision n° VD2020-231 du marché MEDIATION EN VIDEO MAPPING ET JEUX VIDEO « CŒUR DE VILLE EN LUMIERES » attribuant :
  - le lot n°1 « Cour de l'Agora » à l'entreprise ID SCENES, pour un montant de 17 500,00 euros HT et pour une durée de 7 mois (montant et durée toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises).
  - le lot n°2 « Théâtre de l'Agora » à l'entreprise ID SCENES, pour un montant de 17 500,00 euros HT et pour une durée de 7 mois (montant et durée toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises).
  - le lot n°3 « Cathédrale Saint-Pierre » à l'entreprise ID SCENES, pour un montant de 17 500,00 euros HT et pour une durée de 7 mois (montant et durée toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises).
  - le lot n°4 « Arc de Triomphe » à l'entreprise ID SCENES, pour un montant de 24 000,00 euros HT et pour une durée de 7 mois (montant et durée toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises).
  - le lot n°5 « Eglise Saint Roch » à l'entreprise ID SCENES, pour un montant de 24 000,00 euros HT et pour une durée de 7 mois (montant et durée toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises).



**Considérant :**

- Que la manifestation Cœur de Ville en Lumières devait se dérouler du 25 au 28 novembre 2020 et que suite aux mesures gouvernementales relatives à l'épidémie de Coronavirus, l'ensemble de la manifestation a dû être annulé.
- Que pour maintenir l'organisation de cette manifestation, il est nécessaire de reporter l'ensemble des prestations à une date ultérieure fixée du 24 au 27 mars 2021.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant au marché MEDIATION EN VIDEO MAPPING ET JEUX VIDEO « CŒUR DE VILLE EN LUMIERES » avec l'entreprise ID SCENES, cet avenant n'a pas d'incidence financière mais sa durée part de sa notification le 24 juillet 2020 au 31 mai 2021 soit 10 mois et une semaine au lieu de 7 mois.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 déc. 2020  
Monsieur l'Adjoint au Maire  
Signé.

Roger-Yannick CHARTIER

**Publiée le : 31 déc. 2020**

**Notifiée le :**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20201221-152374-CC-1-1  
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 31/12/20 - Réception en Préfecture : 31/12/20  
Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Systèmes d'Information**  
Service Réseaux et Télécom

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à un recours à l'Union des  
Groupements d'Achats Publics pour la  
Fourniture de services de communications fixes  
pour l'Hôtel de Ville et prestations annexes  
Marché n° V0B0078RI**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Séverine Saint-Martin, Adjointe au Maire, déléguée au Renouveau démocratique et à l'Innovation sociale ;

**Considérant :**

- Qu'il est nécessaire pour la Ville de Montpellier de bénéficier de la fourniture de services de télécommunications en téléphonie fixe pour l'Hôtel de Ville et de prestations annexes ;
- Qu'aucun marché en cours à la Ville de Montpellier ne permet de couvrir ces besoins ;
- Que l'UGAP a mis en place les marchés permettant de répondre à ces besoins ;

**DECIDE**

**Article 1 :** D'autoriser les services de la Ville de Montpellier à faire appel à l'UGAP pour bénéficier de services de télécommunications en téléphonie fixe pour l'Hôtel de Ville et de prestations annexes, selon la procédure en vigueur pour un montant total maximum de 80 000 € HT sur une période débutant à la date d'effet de cette décision et pour une durée de 42 mois.

**Article 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**Article 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 janv. 2021  
Madame l'Adjointe au Maire  
Signé.

Séverine SAINT-MARTIN

Publiée le : 8 janv. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20201221-152506-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 08/01/21 - Réception en Préfecture : 08/01/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Systèmes d'Information**  
Service Etudes et Conception Informatiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à un recours à l'Union des  
Groupements d'Achats Publics pour la  
Verbalisation Electronique  
Marché n° V0C0029RI**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Séverine Saint-Martin, Adjointe au Maire, déléguée au Renouveau démocratique et à l'Innovation sociale ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier, dans le cadre de la verbalisation électronique, doit se doter d'une solution logicielle, des matériels spécifiques ainsi que des prestations associées ;
- Qu'aucun marché à la Ville de Montpellier ne permet de couvrir ces besoins ;
- Que l'UGAP a mis en place un marché permettant de répondre à ces besoins.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser les services de la Ville de Montpellier à faire appel à l'UGAP pour répondre à l'obligation de la verbalisation électronique, selon la procédure en vigueur pour un montant total maximum de 190 000 € HT sur une période débutant à la date d'effet de cette décision et pour une durée de trois ans.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, tous chapitres.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 8 janv. 2021**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Séverine SAINT-MARTIN**

**Publiée le : 8 janv. 2021**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20201221-152516-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 08/01/21 - Réception en Préfecture : 08/01/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°437849**  
**Conseil d'Etat - Syndicat de Copropriété les**  
**Terrasses de l'Aqueduc"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter, au nom de la commune, des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Adjointe au Maire, déléguée à la Ville Educative, à la Réussite Scolaire et à l'Administration Générale ;

**Considérant**

- La requête n°437849 déposée près le Conseil d'Etat par le Syndicat de Copropriété les Terrasses de l'Aqueduc contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n° 1900700 en date du 21 novembre 2019 qui a rejeté la requête du syndicat de Copropriété tendant à l'annulation de l'arrêté du 19 octobre 2018 par lequel le maire de Montpellier a accordé à la SNC LNC Occitane Promotion un permis de construire pour un immeuble de 24 logements sur un terrain situé au 453 rue de la Croix de Lavit à Montpellier, ensemble la décision portant rejet implicite de son recours gracieux formé le 3 décembre 2018 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts Prés le Conseil d'Etat suite au dépôt de la requête n°437849 par le syndicat de Copropriété les Terrasses de l'Aqueduc.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats Lyon-Caen et Thiriez.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 23 déc. 2020**  
**Madame la Première Adjointe**  
**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 23 déc. 2020**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20201221-152544-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 23/12/20 - Réception en Préfecture : 23/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sécurité et Tranquillité Publique**  
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Fourrière Automobile  
Extension Chemin de Poutingon  
Autorisation de déposer une demande de permis  
de construire**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle du 4 juillet 2020 n°V2020-005 alinéa 26 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Sébastien COTE, Adjoint Délégué à la protection de la population, à la tranquillité publique et aux affaires militaires.

**Considérant :**

- Que, par délibération du Conseil Municipal en date du 3 novembre 2017, il a été confié à la société Enlèvement et Gardiennage Services (EGS), l'exploitation du service public de la Fourrière Automobile par convention de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 7 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Une société dédiée, « EGS Montpellier » a été créée conformément au contrat.
- Que la Fourrière automobile installée sur un terrain appartenant à la ville, sis 1945 avenue de Toulouse, à l'occasion de la vacance du terrain contigu (parcelle EH103), doit faire l'objet d'une extension de son parc de stockage des véhicules.
- Qu'il est nécessaire, pour mener à bien ces opérations, de déposer auprès des services compétents, les demandes d'autorisations d'urbanisme nécessaires pour la réalisation des travaux qui s'effectueront sur le terrain et local existant.

L'opération consiste à une extension du site de stockage de la Fourrière automobile, au 30 chemin de Poutingon, comprenant :

- Changement de destination du bâtiment principal de local commercial en local destiné au stockage d'archives de la police municipale, ce local ne recevant ni public, ni bureau de personnel ;
  - Mise aux normes du local pour la sécurité incendie ;
  - Création d'ouverture dans le mur mitoyen pour accès à la parcelle ;
  - Réalisation d'une clôture opaque ;
  - Nettoyage du terrain, assainissement / récupération des hydrocarbures ;
  - Equipement de télésurveillance et anti intrusion.
- Que le montant estimé des travaux 190 000 HT.



**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'autoriser le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme relative aux travaux susmentionnés.

**ARTICLE 2** : De Dire que les dépenses sont inscrites au budget 2021 de la Ville de Montpellier, chapitres 901 et 931.

**ARTICLE 3** : D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 8 janv. 2021**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Sébastien COTE**

**Publiée le : 8 janv. 2021**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20201221-152577-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 08/01/21 - Réception en Préfecture : 08/01/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative au droit de préemption urbain**  
**Propriété RAYNAUD/MOLIERE**  
**217 Avenue de Boirargues - cadastrée SA 12**  
**Exercice du droit de préemption**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par la DPU selon les dispositions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU les délégations consenties par le Conseil municipal au Maire notamment celles d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même Code ;
- VU l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse Faye, Adjointe déléguée à l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière ;
- VU les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- VU le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;

- VU la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- VU la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- VU l'avenant en date du 09 août 2011 qui intègre à la concession d'aménagement de la ZAC Port Marianne confiée à la SERM, le secteur dit de « La Baume » ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 01 octobre 2012 lançant la procédure de Zone d'Aménagement Concerté et fixant les objectifs et les modalités d'association du public,
- VU la délibération du Conseil Municipal du 03 avril 2018 instaurant un périmètre d'étude sur le secteur de La Baume,
- VU le constat dressé le 10 décembre 2020 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de la Ville Montpellier conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- VU l'estimation des services fiscaux du 17 décembre 2020,

**Considérant :**

- Que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- Que le 5 octobre 2020, Maître Nathalie François, notaire à Prades-le-Lez, a déposé une déclaration d'intention d'aliéner pour le bien de Monsieur RAYNAUD Jean –Claude et de Madame MOLIERE Claudette, situé 217 Avenue DE BOIRARGUES à Montpellier, cadastré SA12, pour une surface de 5 494 m<sup>2</sup>, au prix de 4 000 000 €,
- Que cette parcelle fait partie du secteur de La Baume identifié dans la concession d'aménagement de la ZAC Port Marianne confiée à la SERM par avenant en date du 09 août 2011,
- Que cette parcelle est comprise dans le périmètre de la future Z.A.C. portant sur le secteur de La Baume telle que décrite dans la délibération du Conseil municipal du 01 octobre 2012,
- Que cette parcelle est située dans le périmètre d'étude du secteur de La Baume tel que défini par délibération du Conseil municipal du 03 avril 2018,
- Que la propriété RAYNAUD/MOLIERE est comprise dans le périmètre de délégation du droit de préemption urbain à la Ville,
- Que la SERM a fait part à la Ville de son intérêt pour ce bien et lui demande d'exercer le droit de préemption, dans le cadre de la concession d'aménagement,
- Qu'il est nécessaire dans ces conditions pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption afin de pouvoir mettre en œuvre le projet urbain sur le secteur de la Baume et permettre le renouvellement urbain de cette zone, conformément aux articles L 210-1 et L300-1 du Code de l'urbanisme,

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'exercer le droit de préemption urbain sur la propriété de Monsieur RAYNAUD Jean Claude et Madame MOLIERE Claudette, située 217 Avenue DE BOIRARGUES, cadastrée SA 12, au prix de 1 280 000 €,

**ARTICLE 2 :** que la SERM interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers-payeur et que le bien lui sera par la suite cédé gratuitement,

**ARTICLE 3 :** dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme,

**ARTICLE 4 :** d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 7 janv. 2021**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Maryse FAYE**

**Publiée le : 8 janv. 2021**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-153010-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 08/01/21 - Réception en Préfecture : 08/01/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**  
**Service Gestion des Moyens Communs**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative au marché n°V0B0075UV -**  
**Conception et production artistique de la**  
**manifestation Cœur de Ville en Lumières - Opéra**  
**Comédie**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint délégué au Maire ;

**Considérant :**

- Qu'il est nécessaire dans le cadre de la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » de faire appel à des professionnels du video mapping pour effectuer une projection sur le site de l'Opéra Comédie ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article L.2123-1 et R.2123-1 1° du code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée débutant de sa notification jusqu'au repliement des installations à la fin de la manifestation prévue le 28 mars 2021 ;

Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

Critères	Pondération
1-Qualité artistique et esthétique au regard du synopsis défini	45.0
2-Prix des prestations au regard du montant global et forfaitaire indiqué à l'acte d'engagement	30.0
3-Valeur technique au regard du mémoire technique	25.0

- qu'après analyse, l'entreprise ID SCENES, 3441 avenue Etienne Meul, Zac Garosud – BP 25504, 34071 MONTPELLIER Cedex 03, présente une offre économiquement avantageuse.

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché CONCEPTION ET PRODUCTION ARTISTIQUE DE LA MANIFESTATION CŒUR DE VILLE EN LUMIERES : SITE DE L'OPERA COMEDIE à l'entreprise ID SCENES, pour un montant de 82 000,00 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'au repliement des installations à la fin de la manifestation prévue le 28 mars 2021.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de la Ville de Montpellier, chapitre 936.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 janv. 2021  
Monsieur l'Adjoint au Maire  
Signé.

Roger-Yannick CHARTIER

**Publiée le : 15 janv. 2021**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-153063-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 15/01/21 - Réception en Préfecture : 15/01/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Droit de préemption urbain**  
**Propriété SCI POISSON D'ARGENT**  
**9 rue du Faubourg Figuerolles - cadastre IZ 133**  
**Lots 1et 2**  
**Exercice du droit de préemption**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU les délégations consenties par le Conseil municipal au Maire notamment celles d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même Code ;
- VU l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse Faye, Adjointe déléguée à l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière ;
- VU les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- VU l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) secteur GAMBETTA / CLEMENCEAU / FIGUEROLLES, créée par délibération du Conseil de la Métropole le 29 juin 2017 ;

- **VU** le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- **VU** la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- **VU** la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;
- **VU** la concession d'aménagement confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013;
- **VU** l'estimation des services fiscaux du 5 janvier 2021.

**CONSIDERANT :**

- que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 19 octobre 2020, la SCI POISSON D'ARGENT a déposé une déclaration d'intention d'aliéner un local commercial constituant les lots 1et 2 de la copropriété du 9 rue du Faubourg Figuerolles, cadastrée section IZ 133, au prix de 45.000 € ;
- que la politique locale de l'habitat et de dynamisation du commerce mise en œuvre par la Ville de Montpellier, se traduit en application de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme, par des actions en faveur du renouvellement urbain, de lutte contre l'insalubrité, de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine bâti, et de revitalisation du commerce ;
- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur" ;
- que par délibération en date du 7 octobre 2013, la Ville a défini un nouveau programme et un nouveau périmètre à partir de potentialités foncières et immobilières identifiées et évaluées;
- que sur la base de ce programme et de ce périmètre, la Ville a décidé de confier la réalisation de l'opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier en vertu des articles L 300-4 et L 300-5-2 du Code de l'urbanisme ;
- que le 3 décembre 2013 la Ville a conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier une concession d'aménagement "Grand Cœur 2013-2020" ;
- que le bilan prévisionnel de la concession d'aménagement relative à cette opération prévoit notamment des opérations de restructuration de commerces ou d'activités (acquisition, restructuration, location ou vente) et de création de surfaces nouvelles en rez-de-chaussée d'immeuble (4 600 m²) ;
- que ledit bien immobilier est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus ;
- que dans ces conditions, il est nécessaire pour la Ville d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'actions de développement commercial du centre-ville et des quartiers. Plus particulièrement, l'acquisition de ce bien permettra de développer l'attractivité commerciale du circuit marchand par la recherche d'enseigne ou de commerce de nature à



renforcer l'offre commerciale au sud de l'Ecusson et en connexion avec les secteurs en renouvellement urbain. Ce projet est conforme aux articles L 210-1 et L 300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut être exercé, notamment afin d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI POISSON D'ARGENT, un local commercial constituant les lots 1 et 2 de la copropriété du 9 rue du Faubourg Figuerolles, cadastrée section IZ 133, au prix de 45.000 € proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner.

**ARTICLE 2 :** que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur et que le bien lui sera ensuite cédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 7 janv. 2021**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Maryse FAYE**

**Publiée le : 8 janv. 2021**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-159350-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 08/01/21 - Réception en Préfecture : 08/01/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

## **Décision d'ester en justice "Conseil d'Etat - Société Orange"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter, au nom de la commune, des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, déléguée à la « Ville Educative, à la réussite scolaire et à l'Administration générale » ;

### **Considérant :**

- l'arrêt n°18MA03226 de la Cour Administrative d'Appel de Marseille en date du 24 décembre 2020 refusant d'annuler le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1603853 du 31 mai 2018 qui a annulé les titres exécutoires n°6130 du 12 décembre 2014 et n°8123 et 8126 du 11 décembre 2015 émis par la commune de Montpellier concernant la redevance d'usage du domaine public routier à l'occasion de chantiers conduits par la Société ORANGE.  
 qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

### **DECIDE**

**ARTICLE 1 :** La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Conseil d'Etat contre l'arrêt n°18MA03226 de la Cour Administrative d'Appel de Marseille en date du 24 décembre 2020.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats Lyon-Caen et Thiriez.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 15 janv. 2021**  
**Madame la Première Adjointe**  
**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 15 janv. 2021**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur 034-213401722-20210104-153732-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 15/01/21 - Réception en Préfecture : 15/01/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PARTIE 3**

**ARRETES**



**Direction Sécurité et Tranquillité Publique  
Service Sécurité Civile**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

## **Activation du Plan Communal de Sauvegarde de la ville de Montpellier**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L2212-2 et L2212-4 concernant les pouvoirs de Police du maire ;
- VU le code de la sécurité intérieure, notamment l'article L731-3 et le décret d'application n°2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au Plan Communal de Sauvegarde ;
- VU le Plan Communal de Sauvegarde de la commune entré en application par arrêté municipal n°2016/4845/T/R du 06 décembre 2016 ;
- CONSIDERANT les circonstances revêtant un caractère exceptionnel d'un événement pluvio-orageux pour la journée de samedi 19/09 et de la nuit de samedi à dimanche 20/09, pouvant présenter un risque d'inondation sur la commune de Montpellier. Le cumul des pluies est estimé à 60-80 mm sur la durée de l'épisode avec des intensités potentiellement fortes, les cellules orageuses pouvant se révéler peu mobiles. En date du vendredi 18/09 à 16h00, Météo France a placé le département de l'Hérault en vigilance départementale Orange "Orages" à compter de 10h00 et Jaune "Pluie-Inondation". La Préfecture annonce la possibilité d'évolution de la vigilance "Pluie-Inondation" en Orange ;
- CONSIDERANT l'urgence de la situation ;
- CONSIDERANT l'atteinte constatée ou le risque sérieux d'atteinte à l'ordre public ;
- CONSIDERANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures de sauvegarde ;

### **ARRÊTE**

#### **Article 1**

Compte tenu de l'événement indiqué ci-dessus constituant ou pouvant constituer un danger grave et imminent pour la sécurité des personnes, le Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier est mis en application à compter de ce jour, le vendredi 18/09/2020 à 18h00.

**Article 2**

L'ampliation du présent arrêté est transmise à :

- Monsieur le Préfet de l'Hérault ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sureté Publique ;
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours ;

**Article 3**

M. le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Publié le : 21 JAN. 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : -Réception en Préfecture-

Montpellier, le 15 JAN. 2021

Monsieur le Maire

Michaël DE LA FOSSE



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Secrétariat Général**  
**Service des Assemblées et Vie des Institutions**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Madame Nadia AKIL**  
**Conseillère municipale**  
**déléguee à l'Inclusion scolaire**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- Vu la délibération n° 2020-005 en date du 4 juillet 2020 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté de délégation de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Adjointe déléguée à la Ville éducative, à la Réussite scolaire et à l'Administration générale ;
- Vu l'arrêté de délégation de Madame Emilie CABELLO, Adjointe déléguée au Quartier Port Marianne et à l'Accessibilité universelle ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 2 :** Madame Nadia AKIL, Conseillère municipale, reçoit délégation :

- à l'Inclusion scolaire auprès de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Adjointe déléguée à la Ville éducative, à la Réussite scolaire et à l'Administration générale, et de Madame Emilie CABELLO, Adjointe déléguée au Quartier Port Marianne et à l'Accessibilité universelle, cette délégation n'emportant pas délégation de signature.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 08/01/2021**

**Monsieur le Maire**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 28/01/2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : -Réception en Préfecture :



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Secrétariat Général**  
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

## **Représentation du Maire aux Commissions d'Attribution des Logements (CAL)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- VU l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- VU l'article 441-2 du Code de la construction et de l'habitation ;

### **ARRETE**

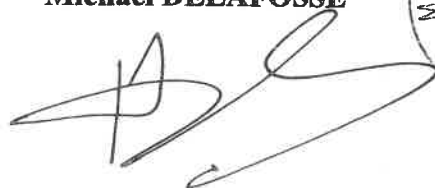
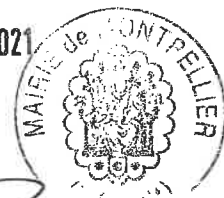
**ARTICLE 1 :** Délégation de fonction est attribuée aux membres suivants du Conseil municipal pour siéger au sein des commissions d'attribution des logements (CAL) des organismes ci-dessous, en qualité de représentants de Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier :

- Société Erilia (Groupe Habitat en Région) : Monsieur Yves BARRAL ;
- Société FDI Habitat SACICAP : Monsieur Yves BARRAL ;
- Société ICF Sud-Est Méditerranée : Monsieur Yves BARRAL ;
- Groupe CDC Habitat : Madame Mylvia HOUGUET ;
- Société Promologis (Groupe Action Logement) : Madame Mylvia HOUGUET ;
- Société Un Toit pour Tous : Madame Nicole MARIN-KHOURY.
- Office public de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole : Monsieur Mikel SEBLIN ;
- Office public de l'habitat Hérault Logement : Monsieur Mikel SEBLIN ;
- Société Française des Habitations Economiques (Groupe Arcade) : Monsieur Mikel SEBLIN.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 3 :** Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**Montpellier, le 08 JAN. 2021**  
**Monsieur le Maire**  
**Michaël DELAFOSSE**



**Publié le : 08 JAN. 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Secrétariat Général**  
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

## **Représentation du Maire aux Commissions d'Attribution des Logements (CAL)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- VU l'élection du Maire et des Adjointes le 4 juillet 2020 ;
- VU l'article 441-2 du Code de la construction et de l'habitation ;

### **ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Délégation de fonction est attribuée aux membres suivants du Conseil municipal pour siéger au sein des Commissions d'Attribution des Logements (CAL) des organismes ci-dessous, en qualité de représentants de Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier :

- Erilia : Monsieur Yves BARRAL
- FDI Habitat : Monsieur Yves BARRAL
- ICF Sud-Est Méditerranée : Monsieur Yves BARRAL
- CDC Habitat : Madame Mylvia HOUGUET
- Promologis : Madame Mylvia HOUGUET
- Société Un Toit pour Tous : Madame Nicole MARIN-KHOURY
- ACM Habitat - OPH de Montpellier Méditerranée Métropole : Monsieur Mikel SEBLIN
- Hérault Logement : Monsieur Mikel SEBLIN
- Société Française des Habitations Economiques (SFHE) : Monsieur Mikel SEBLIN

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 3 :** Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

Montpellier, le 17/02/2021  
Monsieur le Maire  
Michaël DELAFOSSE

Publié le : 17/02/2021

Notifié le : 22/02/2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : -Réception en Préfecture :



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction de l'Administration des Ressources Humaines**  
**Unité Carrière Ville**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté modificatif relatif à la composition des  
membres des commissions consultatives paritaires  
de la Ville de Montpellier**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux commissions consultatives paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- VU l'arrêté n°VAR2020-0983 en date du 09 octobre 2020 relatif à la composition des commissions consultatives paritaires de catégorie A, B et C ;
- VU la fin de contrat de Madame Pascaline MARTIN à la Ville de Montpellier le 31/03/2020, alors représentante titulaire siégeant en catégorie C pour l'organisation syndicale UNSA ;
- VU la fin de contrat de Madame Ettiendjwa FAJFROWSKI à la Ville de Montpellier le 31/07/2019, alors première candidate non élue restant sur la liste de l'organisation syndicale UNSA.

**CONSIDÉRANT**

- que Madame Emilie LLOVERAS remplace Madame Pascaline MARTIN, en qualité de représentant titulaire siégeant en catégorie C pour l'organisation syndicale UNSA ;
- que Monsieur Thierry CROUZET, premier candidat non élu restant sur la liste de l'organisation syndicale UNSA, remplace Madame Emilie LLOVERAS, en qualité de représentant suppléant siégeant en catégorie C pour l'organisation syndicale UNSA ;
- qu'il convient de modifier l'article 1 de l'arrêté n°VAR2020-0983 en date du 09 octobre 2020 relatif à la composition des commissions consultatives paritaires de catégorie A, B et C.

**Arrête**

**Article 1** : A compter de cette date, la liste des représentants du personnel siégeant au sein de la commission consultative paritaire de catégorie A, B et C est la suivante :

**CCP de catégorie A :**

Nom et prénom Titulaire	Nom et prénom Suppléant
Arsène BOUAKIRA (CFDT)	Laure FROMENTY (CFDT)
Christine BRIDON (Siège en son nom propre)	Philippe GRONGNET ((Siège en son nom propre)

**CCP de catégorie B :**

Nom et prénom Titulaire	Nom et prénom Suppléant
Damien GALAN (UNSA)	Anna NACOULMA (UNSA)
Céline ISIDORI (UNSA)	Pierre GRACIAS (UNSA)

**CCP de catégorie C :**

Nom et prénom Titulaire	Nom et prénom Suppléant
Emilie LLOVERAS (UNSA)	Thierry CROUZET (UNSA)
Mélessande ETIENNE (UNSA)	Audrey CHARTON (UNSA)
Naim CHARIF (UNSA)	Catherine CHAZAL (UNSA)
Patrick PEREIRA DE SOUSA (CFDT)	Ruddy DE WINTER (CFDT)
Farida DURANT (CFDT)	Mylène OUALID (CFDT)

**Article 2 :** La liste des représentants de la collectivité siégeant à la commission consultative paritaire de catégorie A, B et C est la suivante :

**CCP de catégorie A :**

Membres titulaires	Membres suppléants
Michaël DELAFOSSE	Michel ASLANIAN
Maryse FAYE	Fanny DOMBRE-COSTE

**CCP de catégorie B :**

Membres titulaires	Membres suppléants
Michaël DELAFOSSE	Michel ASLANIAN
Maryse FAYE	Fanny DOMBRE-COSTE

**CCP de catégorie C :**

Membres titulaires	Membres suppléants
Michaël DELAFOSSE	Michel ASLANIAN
Maryse FAYE	Fanny DOMBRE-COSTE
Michel CALVO	Yves BARRAL
Séverine SAINT MARTIN	Élodie BRUN-MANDON
Caroline DUFOIX	Mickaël DIORE

**Article 3 :** Le Président de la commission consultative paritaire désigné parmi les membres représentants de la collectivité est Monsieur le Maire Michaël DELAFOSSE.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 10 FEV. 2021

Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publié le : 10 FEV. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : -Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Secrétariat Général**  
**Service des Assemblées et Vie des Institutions**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté de délégation de signature**  
**Personnel Municipal**  
**Direction des Relations aux Publics**  
**Service État-Civil**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Mesdames Véronique AZINALA, Sophie BALIARDO, Keltoum BELKHITER, Sabine BOYE, Coralie CAVAGNA, Marjolaine CHALVIDAN, Cindy DENEVE, Sophie DENIS, Evelyne FORNI, Céline GRAN, Farida HASSANI, Aïssatou JOB, Magali LOPEZ, Christine MARQUES, Sophie MAS, Evane MERTZ, Christelle SEVERAC, Aurore VERDU et Messieurs Fabien BOURRE, Léo LAISNEY, reçoivent délégation de fonctions pour la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe, de changement de nom, du consentement de l'enfant à son changement de nom, pour la transcription, la mention en marge de tous les actes ou jugements sur les registres d'état-civil, de même que pour dresser tout acte relatif aux déclarations ci-dessus et peuvent valablement délivrer toute copie et extrait d'actes d'état-civil enregistrés à Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Mesdames Roselyne CATHALA, Olga KROMPASZKY, Virginia LOPES, Evelyne REMY, Floriane VERY et Monsieur Philippe FLORI reçoivent délégation de fonctions pour la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe, de changement de nom, du consentement de l'enfant à son changement de nom, pour la transcription, la mention en marge de tous les actes ou jugements sur les registres d'état-civil, de même que pour dresser tout acte relatif aux déclarations ci-dessus et peuvent valablement délivrer toute copie et extrait d'actes d'état-civil enregistrés à Montpellier.

**ARTICLE 2.1 :** Les agents mentionnés à l'article 2 du présent arrêté reçoivent également délégation, en application de l'article R. 2122-10 du Code général des collectivités territoriales, pour toutes les fonctions exercées par Monsieur le Maire en tant qu'officier d'état-civil, sauf pour celles prévues par l'article 75 du Code civil.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté de délégation de fonctions pour le service Etat-civil abroge et remplace toutes délégations antérieures pour les agents cités ou pour tout agent ayant exercé une délégation de fonctions au sein du service.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le 04/02/2021

Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 04/02/2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : -Réception en Préfecture :



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Paysage et Biodiversité  
Service Gestion des Ressources**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Square Camille Ernst - Arrêté de fermeture -  
anticipée le 03 février 2021 à 16h00, à l'occasion  
du tournage de la série quotidienne  
' un si grand soleil '**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'Arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité ;
- VU l'Arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient d'assurer la sécurité des riverains pendant toute la durée du montage des installations et du tournage de la série ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire d'éviter les rassemblements ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre toutes les mesures utiles à la garantie de la sécurité et du bon ordre public ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de procéder à une fermeture anticipée du square Camille Ernst à compter de 16h00 ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le square Camille Ernst sera fermé au public le mercredi 03 février 2021 à compter de 16h00 ;

**Article 2 :**

L'ouverture et la fermeture des deux accès du parc reprendront aux horaires habituels le lendemain à compter de 8h00.

**Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des services de la Ville, Monsieur le Directeur Départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Montpellier, le 27 JAN. 2021

Monsieur l'Adjoint au Maire

Stéphane JOUAULT



**Publié le :** 01 FEV. 2021

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : -Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Paysage et Biodiversité  
Service Gestion des Ressources**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté de fermeture anticipée des parcs et squares  
à 18h00  
en raison du couvre-feu en vigueur**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'Arrêté municipal n° VAR2020-0038 du 24 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité ;
- VU l'Arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;

**Considérant :**

- Les normes sanitaires liées à la propagation de la Covid 19 et notamment le couvre-feu de 18h00 à 06h00 ;
- Qu'il est nécessaire de prendre toutes les mesures utiles à la garantie de la sécurité et du bon ordre public et d'éviter les rassemblements
- Qu'il convient de procéder à une fermeture anticipée des parcs et squares soumis à fermeture ;

**ARRETE :**

**Article 1er :**

Les parcs et squares, soumis habituellement à fermeture, sont fermés au public à 18h00 jusqu'à nouvel ordre ;

**Article 2 :**

L'ouverture des sites reprendront aux horaires habituels dès le lendemain ;

**Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des services de la Ville, Monsieur le Directeur Départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

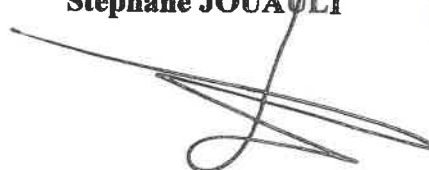
Montpellier, le 01 FEV. 2021  
Monsieur l'Adjoint au Maire  
Stéphane JOUAULT

**Publié le : 01 FEV. 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : -Réception en Préfecture :



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Secrétariat Général**  
**Service des Assemblées et Vie des Institutions**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Service Communal Hygiène et Santé**  
**Intérim de Mme Betty ZUMBO**  
**par Mme Nathalie GAY**  
**du 8 au 26 février 2021 inclus**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du Département approuvé en Comité technique ;
- VU l'arrêté de délégation de signature du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique ;
- **Considérant** l'absence de Madame Betty ZUMBO, responsable du Service Communal Hygiène et Santé, du 8 février 2021 au 26 février 2021 inclus ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** En l'absence de Madame Betty ZUMBO, Madame Nathalie GAY reçoit par intérim, du 8 février 2021 au 26 février 2021 inclus, sous ma surveillance et ma responsabilité pour le Service Communal Hygiène et Santé :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante du service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 08/02/2021**  
**Monsieur le Maire**  
**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 09/02/2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : -Réception en Préfecture :



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**  
**Service des Assemblées et Vie des Institutions**

**Extrait du registre des  
arrêts de la Mairie de  
Montpellier**

**Monsieur Michel ASLANIAN**  
**10ème Adjoint délégué aux Finances, à**  
**l'Évaluation des politiques publiques, aux**  
**Ressources humaines et au Dialogue social**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu le Code de la Commande publique ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjointes le 4 juillet 2020 ;
- Vu la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

#### **ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Michel ASLANIAN, 10<sup>ème</sup> Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction :

- aux Finances, comprenant les domaines suivants :
  - les Finances communales, le Budget et l'Expertise financière, comprenant notamment : la Commission communale des impôts directs, l'ordonnancement et mandatement des dépenses et des recettes, les admissions en non-valeur, états de poursuite par voie de saisie des redevables, les arrêtés de comptes de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du Trésorier municipal retracés dans le compte de gestion, la création, la modification et la suppression des régies d'avances et de recettes, la signature des procès-verbaux de vérification de ces régies, les certificats de ré-imputation comptable, l'état des restes à réaliser et l'état des dépenses engagées et non mandatées, les certificats attestant la réalité d'une dépense, d'une recette, d'un engagement ou d'un service fait, les garanties d'emprunts et gestion de la dette, les achats et production graphique, les cessions et réformes des matériels, la souscription et la renégociation des emprunts et des lignes de trésorerie ;
- à l'Évaluation des politiques publiques et au projet d'administration ;
- aux Ressources humaines, comprenant les domaines suivants :
  - Administration des ressources humaines municipales ;
  - Gestion des parcours professionnels et des compétences ;
  - Santé et prévention des risques des agents municipaux, DUERP ;
  - Pilotage et modernisation des ressources humaines ;
  - Dialogue social.

**ARTICLE 3 :** Dans les domaines définis à l'article 2, Monsieur Michel ASLANIAN reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

**ARTICLE 4 :** Délégation est attribuée à Monsieur Michel ASLANIAN à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de la Ville de Montpellier comprenant notamment :

- Les mandats, titres, certificats de paiement des marchés, réductions de titres, ordres de reversement, mandats d'annulation, bordereaux de titres et mandats de bordereaux de rejet ;
- Les documents relatifs à la paie et aux charges du personnel, les rectifications apportées aux factures et aux mandats ;
- Les admissions en non-valeur ;
- Les états de poursuite par voie de saisie des redevables ;
- Les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du trésorier principal municipal retracée dans le compte de gestion, les états de reste à réaliser et l'état des dépenses engagées non mandatées.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel ASLANIAN, les délégations prévues à l'article 4 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel ASLANIAN et de Monsieur Olivier NYS, le Directeur Général Adjoint en charge de la Direction des Finances reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 4.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel ASLANIAN, de Monsieur Olivier NYS et du Directeur Général Adjoint en charge de la Direction des Finances, Monsieur Vincent DOMEIZEL reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 4.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel ASLANIAN, de Monsieur Olivier NYS, du Directeur Général Adjoint en charge de la Direction des Finances et de Monsieur Vincent DOMEIZEL, Madame Céline FERRIE reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 4.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel ASLANIAN, de Monsieur Olivier NYS, du Directeur Général Adjoint en charge de la Direction des Finances, de Monsieur Vincent DOMEIZEL et de Madame Céline FERRIE, Madame Christelle ROSE reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 4.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel ASLANIAN, de Monsieur Olivier NYS, du Directeur Général Adjoint en charge de la Direction des Finances, de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Céline FERRIE et de Madame Christelle ROSE, Madame Emilie DREUX reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 4.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel ASLANIAN, de Monsieur Olivier NYS, du Directeur Général Adjoint en charge de la Direction des Finances, de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Céline FERRIE, de Madame Christelle ROSE et de Madame Emilie DREUX, Monsieur Fabien DELCASSO reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 4.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel ASLANIAN, de Monsieur Olivier NYS, du Directeur Général Adjoint en charge de la Direction des Finances, de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Céline FERRIE, de Madame Christelle ROSE, de Madame Emilie DREUX et de Monsieur Fabien DELCASSO, Madame Natacha LEUPERT reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 4.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 17/02/2021

Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publié le : 17/02/2021

Notifié le : 18/02/2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : -Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Secrétariat Général**  
**Service des Assemblées et Vie des Institutions**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Représentation du Maire  
au Centre d'Information  
sur les Droits des Femmes  
et des Familles de l'Hérault**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fatma NAKIB en qualité d'Adjointe le 4 juillet 2020 ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Délégation de fonction est attribuée à Madame Fatma NAKIB pour siéger au sein du Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles de l'Hérault, en qualité de représentante du Maire de Montpellier en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier. Dans ce cadre, Madame Fatma NAKIB est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

**ARTICLE 2** : Cette délégation s'exercera sous la surveillance de Monsieur le Maire.

**ARTICLE 3** : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault et sera affichée au siège de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 5** : Toute délégation de fonction antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.



**Direction Secrétariat Général**  
**Service des Assemblées et Vie des Institutions**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Délégation de signature relative à l'intérim  
de M. le Directeur Général des Services  
du 15 au 21 février 2021 inclus**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU l'élection du Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme de la collectivité tel qu'approuvé par le Comité Technique ;
- VU l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services ;
- **CONSIDÉRANT** que Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, sera absent du 15 au 21 février 2021 inclus, et qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services publics durant cette période ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** En l'absence de Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, du 15 au 21 février 2021 inclus, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Adjoint ;

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 12/02/2021

Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publié le : 15/02/2021

Notifié le : 15/02/2021

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : -Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Publié le : 17/02/2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : -Réception en Préfecture :

Montpellier, le 17/02/2021  
Monsieur le Maire  
Michaël DELAFOSSE



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Secrétariat Général**  
**Service des Assemblées et Vie des Institutions**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Suppléance de M. Laurent NISON  
par Mme. Véronique BRUNET  
du 22 au 26 février 2021 inclus**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- VU la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Monsieur Laurent NISON, Adjoint délégué aux Grands travaux, embellissement de la ville et du cadre de vie et coordination des travaux, du 22 au 26 février 2021 inclus ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1** : Madame Véronique BRUNET, Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction du 22 au 26 février 2021 inclus :

- aux Grands travaux, embellissement de la ville et du cadre de vie et coordination des travaux, comprenant les domaines suivants :
  - Projets structurants et coordination des travaux sur le territoire ;
  - Qualité du cadre de vie ;
  - Propreté de la Ville.

**ARTICLE 2** : Dans les domaines définis à l'article 1, Madame Véronique BRUNET reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 19 FEV. 2021

Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publié le : 19 FEV. 2021

Notifié le : 19 FEV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : -Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.